

Robert Fossaert (1977)

# La société

## Tome I

# Une théorie générale

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: [http://www.geocities.com/areqchicoutimi\\_valin](http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

à partir de :

Robert Fossaert (1977)

## La société. Tome I : Une théorie générale

Une édition électronique réalisée du livre de M. Robert Fossaert, La société. Tome I : Une théorie générale. Paris : Les Éditions du seuil, 1977, 171 pages.

[Autorisation de l'auteur accordée le 20 juillet 2003 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Source: <http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/presentation.htm>  
Tome I : [http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/tome\\_1.html](http://www.macrosociologie.com/macrosociologie/tome_1.html)

Courriel : [robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.  
Pour les citations : Times 10 points.  
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 22 octobre 2003 à Chicoutimi, Québec.

Texte revu et corrigé par M. Pierre Janin, France, le 21 septembre 2006.  
Courriel : [pierre.janin@manumesure.fr](mailto:pierre.janin@manumesure.fr).



# Table des matières

## [Table des abréviations](#)

### [Du même auteur](#)

### [Table des abréviations](#)

Présentation : [La société comme objet](#)

Avertissement pour ceux qui n'aiment pas Marx

## [FICHES](#)

1. <a href="#">La société</a> (I)	<a href="#">Objet et méthode</a>	nos 1 à 9
2. <a href="#">L'instance économique</a> (I)	<a href="#">Les modes de production</a>	nos 10 à 18
3. <a href="#">L'instance économique</a> (II)	<a href="#">Les formations économiques</a>	nos 19 à 25
4. <a href="#">L'instance économique</a> (III)	<a href="#">Les classes sociales</a> (I)	nos 26 à 28
5. <a href="#">L'instance politique</a> (I)	<a href="#">Sa problématique</a>	nos 29 à 31
6. <a href="#">L'instance politique</a> (II)	<a href="#">L'appareil d'État</a>	nos 32 à 38
7. <a href="#">L'instance politique</a> (III)	<a href="#">Le pouvoir d'État</a>	nos 39 à 45
8. <a href="#">L'instance politique</a> (IV)	<a href="#">L'État</a>	nos 46 à 48
9. <a href="#">L'instance politique</a> (V)	<a href="#">La société civile</a>	nos 49 à 52
10. <a href="#">L'instance politique</a> (VI)	<a href="#">Les formations politiques</a>	nos 53 et 54
11. <a href="#">L'instance politique</a> (VII)	<a href="#">Les classes sociales</a> (II)	nos 55 à 58
12. <a href="#">La société</a> (II)	<a href="#">Propriété et pouvoir</a>	nos 59 à 63
13. <a href="#">L'instance idéologique</a> (I)	<a href="#">Sa problématique</a>	nos 64 à 69
14. <a href="#">L'instance idéologique</a> (II)	<a href="#">Les appareils idéologiques</a>	nos 70 à 76
15. <a href="#">L'instance idéologique</a> (III)	<a href="#">Le discours social et l'hégémonie</a>	nos 77 à 85
16. <a href="#">L'instance idéologique</a> (IV)	<a href="#">Les formations idéologiques</a>	nos 86 à 89
17. <a href="#">L'instance idéologique</a> (V)	<a href="#">Les classes sociales</a> (III)	nos 90 à 92
18. <a href="#">La société</a> (III)	<a href="#">Domination et hégémonie</a>	nos 93 à 95
19. <a href="#">Le système mondial</a> (I)	<a href="#">Sa problématique</a>	nos 96 à 98
20. <a href="#">Le système mondial</a> (II)	<a href="#">Les articulations internationales</a>	nos 99 à 104
21. <a href="#">Le système mondial</a> (III)	<a href="#">Ses formes</a>	nos 105 à 113
22. <a href="#">La société</a> (IV)	<a href="#">Retour sur sa problématique</a>	nos 114 à 118
23. <a href="#">La société</a> (V)	<a href="#">Les classes sociales</a> (IV)	nos 119 à 125
24. <a href="#">La société</a> (VI)	<a href="#">Les formations sociales</a>	nos 126 à 131
25. <a href="#">La société</a> (VII)	<a href="#">Classes et nations</a>	nos 132 à 135
26. <a href="#">La société</a> (VIII)	<a href="#">La dynamique sociale</a>	nos 136 à 144
27. <a href="#">La société</a> (IX)	<a href="#">Le socialisme</a>	nos 145 à 155

## [PROGRAMME](#)

# Table des abréviations

[Retour à la table des matières](#)

<b>A</b>	relation de propriété
<b>AE</b>	appareil d'État
<b>AI</b>	appareil idéologique
<b>B</b>	relation de production
<b>FE</b>	formation économique
<b>FI</b>	formation idéologique
<b>FP</b>	formation politique
<b>FS</b>	formation sociale
<b>H</b>	l'homme comme ordre du réel
<b>I/D</b>	réseau impôt/dépense
<b>M/C</b>	réseau monnaie/crédit
<b>MP</b>	mode de production
<b>MT</b>	moyen de travail
<b>N</b>	nature comme ordre du réel
<b>P</b>	propriétaires des moyens de production
<b>S</b>	la société comme ordre du réel
<b>SC</b>	société civile
<b>SM</b>	système mondial
<b>T</b>	travailleurs
<b>VD</b>	valeur de développement
<b>VE</b>	valeur d'échange
<b>VU</b>	valeur d'usage

## Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Aux mêmes éditions :

(Textes disponibles sur le site web [Les classiques des sciences sociales](#))

[L'Avenir du capitalisme](#), 1961

[Le contrat socialiste](#), 1969

La société, tome 1 : [Une théorie générale](#), 1977

La société, tome 2 : [Les structures économiques](#), 1977

À paraître :

La société, tome 3 : [Les appareils](#)

La société, tome 4 : [Les classes](#)

La société, tome 5 : [Les États](#)

La société, tome 6 : [Les structures idéologiques](#)

La société, tome 7 : [Les systèmes mondiaux](#)

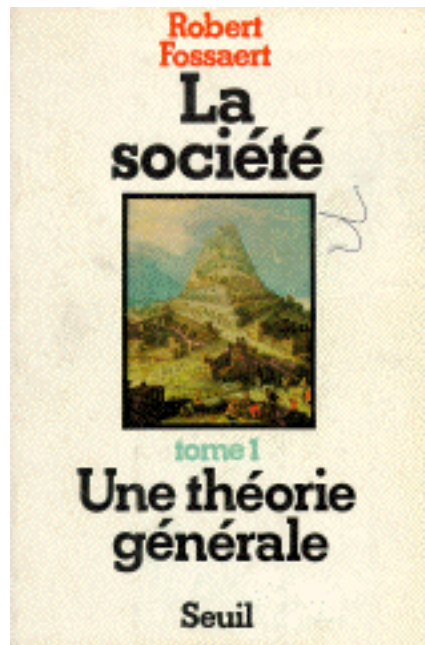
La société, tome 8 : Sociétés et socialisme

Robert Fossaert

## LA SOCIÉTÉ

Tome I

# Une théorie générale



En couverture :

Hendrick III Van Cleve, Construction de la Tour de Babel.  
Rijksmuseum Kroller-Müller. Archives Snark.

Paris : Les Éditions du Seuil, 1977, 171 pages

[Retour à la table des matières](#)

Robert Fossaert

## La société

### tome 1 Une théorie générale

Appareils d'État  
Appareils idéologiques  
Articulations  
Économiques  
Classes Sociales  
Colonialisme  
Discours Social  
Domination  
Espace Social  
États  
Exploitation  
Formations  
Économiques  
Hégémonie  
Idéologie  
Impérialisme  
Modes de production  
Régimes politiques  
Reproduction  
Réseaux  
Socialisme  
Société civile  
Systèmes mondiaux  
Valeur  
Vecteurs

Et si Marx avait encore quelque chose de *neuf* à nous apprendre ? Par exemple ; à faire fonctionner la théorie sociale – qu'il a fondée – de façon à rendre les sociétés contemporaines, intelligibles *en tous leurs aspects*.

Les sociétés contemporaines. Celles dont les ressorts intimes ont été dévoilés par *Le Capital* ; celles, aussi, dont des révolutions, qui se voulaient socialistes, ont accouché ; celles, enfin, que le reflux colonial a laissées sur le sable. Trois mondes où presque tous les types de formation sociale, dont l'histoire porte trace, demeurent vivants. Trois mondes qui relèvent d'une théorie générale de la société.

En tous leurs aspects. Marx a consacré le meilleur de son œuvre à l'analyse des structures économiques. Les États et les structures politiques, les Appareils et les structures idéologiques, les Systèmes internationaux, figurent en pointillés hésitants sur les cartes qu'il a tracées. Comme il se doit, les cartes incertaines ont égaré les explorateurs. Ceux-ci ont fait connaître un marxisme qui maîtrisait mal sa propre dimension idéologique. Ils ont socialisé quelques économies, mais en ont fait derechef la pâture d'États-Patries-Patrons.

La société, comme objet économique, politique et idéologique, inscrit dans un système mondial contraignant, requiert un effort théorique redoublé. Car, enfin, si l'on veut transformer la société, si l'on veut construire le socialisme, autant savoir ce que société veut dire.

Ainsi, Marx a encore quelque chose de neuf à nous apprendre. Surtout si l'on sait, comme lui, refuser de devenir marxiste, c'est-à-dire prisonnier d'une orthodoxie.

En couverture ; Hendrick III Van Cleve, Construction de la Tour de Babel. Rijksmuseum Kroller-Müller. Archives Snark.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Présentation

# La société comme objet

« *Moi, je ne suis pas marxiste.* »  
MARX.

[Retour à la table des matières](#)

Je dédie ce livre à tous ceux qui veulent construire le socialisme. Aujourd'hui, en France, le socialisme, c'est difficile. Bâtir un parti, consolider une alliance, la conduire au pouvoir, libérer de la sorte de nouvelles poussées sociales, vaincre les contre-offensives des intérêts délogés ou dérangés, échapper aux tempêtes internationales – et, ce faisant, opérer une franche transition vers le socialisme, voilà qui n'est pas une mince entreprise...

D'autant que le socialisme visé reste à inventer. Les expériences communistes ne sont pas très riches d'exemples volontiers importables et les expériences social-démocrates, si faciles à imiter, n'ont que de faibles rapports avec le socialisme. Les



premières ont surtout révélé à quel point l'étatisme dévie du socialisme, les secondes ne cessent de montrer comment le capitalisme se nourrit de réformes éparses. À ces deux périls, une partie de la gauche française oppose désormais de bonnes répliques : l'autogestion et la stratégie de rupture. Mais que signifient ces mots d'ordre ? Comment rompre avec le capitalisme sans dériver vers l'étatisme ? Comment autogérer les firmes et les institutions sans énerver la force productive sociale ?

Beaucoup de ceux qui composent et qui dirigent, aujourd'hui, le mouvement socialiste ont, de ces problèmes, une conscience tout à fait claire. Mais leurs responsabilités, politiques ou syndicales, de militants et de dirigeants les condamnent, le plus souvent, à vivre et à réfléchir, enfermés dans ce que Lénine appelait le moment présent, celui de la conjoncture. La recherche qui s'ouvre ici voudrait offrir une occasion de ressaisir ces mêmes problèmes – et tout ce qu'ils impliquent – d'une manière plus détachée des contraintes tactiques et stratégiques du moment présent, c'est-à-dire d'un point de vue plus théorique.

D'un tel point de vue, la problématique du socialisme à inventer et à construire conduit nécessairement à des interrogations plus vastes encore. On veut construire le socialisme, on veut transformer la société. *Mais comment transforme-t-on une société ? comment se forme-t-elle ? comment se déforme-t-elle ? peut-on inhiber, infléchir ou accélérer les transformations qui s'y produisent spontanément ou par l'effet de forces hostiles ou socialisme ? bref : qu'est-ce que c'est qu'une société ?*

À de telles questions, les anthropologues, les sociologues, les historiens, les économistes et bien d'autres, apportent maints éléments de réponse. Mais ce sont des éléments épars, fragmentaires et hétéroclites.

Tous les savoirs produits par les diverses sciences de la nature, même si leur ajustement fait sans cesse surgir de nouveaux et féconds problèmes, ont néanmoins pour effet de composer et d'enrichir une théorie générale de la nature dont, d'étape en étape, la trame commune s'impose à tous. On l'oublie trop souvent, parce que cette théorie générale n'est plus exposée que dans des livres, scolaires ou non, qui, au rythme actuel des recherches, sont toujours en retard de quelques révisions. Mais la physique du physicien vaut également pour l'astronome et pour le naturaliste, la chimie du chimiste est aussi celle du biologiste, et ainsi de suite. Sous des angles divers et variables, les sciences de la nature saisissent une même matière.

Dans les sciences de la société, en revanche, la circulation des résultats est des plus aléatoires. Les caprices de la mode favorisent l'importation métaphorique de concepts, d'un canton à l'autre, mais aucun consensus général ne s'établit jamais sur ce qui est acquis, ni même ce qui est à chercher. L'histoire qui est implicite chez les économistes et les sociologues, laisse l'historien rêveur, mais il se console en sachant

que l'histoire qu'il produit a peu de points communs avec celle de l'école voisine. L'anthropologue n'a que faire de l'économie des économistes, lesquels lui rendent la politesse. Le sociologue creuse trop souvent ses galeries en évitant les filons déjà exploités par l'économiste ou par l'historien. Le géographe se risque à de superficielles synthèses, à moins qu'il ne cède aux charmes du retour à la nature.

Ces sciences de la société traitent d'objets dont les contours, les lignes de force ou la texture intime sont si différents, de l'une à l'autre et, parfois, d'un auteur à l'autre, que l'on pourrait douter qu'elles aient, finalement, un objet commun. Comme si la chose dite *société* désignait une pluralité d'objets distincts, non ou peu liés entre eux, non unifiés dans le réel, non unifiables dans la représentation. Auquel cas, on le devine, le socialisme, comme projet de transformation de cette chose *impensable* que serait la société, deviendrait, lui-même, une bien curieuse entreprise.

Les sciences de la nature avancent, aujourd'hui, d'une démarche assurée, parce qu'elles ont su *conquérir leur domaine*. On pourrait croire que cette conquête a été et demeure une aventure intellectuelle et technique dont le fin mot serait de fabriquer les bons outils pour l'observation du réel et les bons concepts pour sa représentation. Mais s'en tenir là serait faire preuve de myopie. Réduire les sciences de la nature aux pratiques du laboratoire, c'est comme d'enfermer le travail productif dans l'usine, c'est ignorer le marché derrière le travail et l'idéologie derrière les sciences. Discerner et investir leur domaine, fut, pour les sciences de la nature, *une longue et difficile conquête sociale*, une guerre qui se poursuit sans cesse, aux frontières du territoire déjà conquis.

Dans la filière occidentale où s'inscrit notre histoire, il a fallu plusieurs siècles d'affrontements idéologiques et politiques particulièrement violents pour que l'attaque scientifique de la réalité naturelle devienne possible. De Copernic à Galilée, de Newton à Darwin, les Églises et les États, mais aussi les marchands, les manufacturiers et bien d'autres, ont été impliqués dans les luttes par lesquelles les sciences de la nature ont cerné leur domaine : batailles pour y annexer les cieux, pour en expulser les dieux, poliment exilés vers le *surnaturel*, pour adjoindre la logique du vivant à celle de la *physis*. La dernière de ces batailles a permis de naturaliser l'homme, c'est-à-dire de le segmenter, en tant qu'objet de connaissance : après Darwin, les sciences de la nature ont définitivement adjoint à leur domaine tout ce qui leur apparaît comme naturel en l'homme, tout ce qu'il partage avec d'autres éléments de la nature, une physique, une chimie, une biologie. Mais le conflit pourrait renaître encore et encore, par exemple, si les sciences de la nature avaient de nouvelles prétentions à faire valoir sur l'activité psychique humaine.

Dans ces batailles, l'anecdote importe finalement peu. Ce qui est essentiel, c'est le jeu des intérêts sociaux dont les affrontements ont permis d'établir le domaine des

sciences de la nature – quitte à ce qu'au sein de ce domaine, les sciences spéciales opèrent un permanent remue-ménage, en découpant et redécoupant leurs objets singuliers. En dernière analyse, le capital marchand, puis le capitalisme industriel ont provoqué et stimulé le développement des sciences de la nature.

Les sciences de la société, pour leur part, n'ont pas réussi à investir pleinement leur objet, parce qu'il ne s'est pas trouvé d'intérêts sociaux suffisamment puissants et suffisamment organisés, pour imposer leur développement. Aujourd'hui encore, les intérêts sociaux qui portent les sciences de la société, demeurent fragmentaires et contradictoires. Les curiosités culturelles qui se nourrissent d'histoire, l'exotisme post-colonial et touristique qui se repaît d'ethnologie, les soucis gestionnaires, publics et privés, qui fondent l'économie, l'art de gouverner les peuples ou les firmes qui fait prêter attention à la sociologie, sont les vecteurs principaux de sciences parcellisées. Celles-ci débordent, certes, des limites étroites où les cantonneraient les commandes sociales auxquelles elles répondent, mais leurs débordements sont vite endigués. Car on atteint bientôt une limite qui n'a été franchie en aucune société : une société ne peut promouvoir la connaissance scientifique de sa propre nature, de son ordre établi, de ses idées reçues, de sa dynamique inconsciente, que si la transformation de cette nature est l'objectif principal des forces qui dirigent cette société. Toutes les sciences, quel qu'en soit l'objet, sont les agents d'une critique transformatrice de leur objet. Dans les sciences de la nature, cette critique se nomme technologie, industrie, thérapeutique, etc. Dans les sciences de la société, elle se nomme socialisme... Touraine, toujours attentif aux rapports tumultueux que la sociologie entretient avec les pouvoirs, a bien vu cette limite : à l'endroit où l'histoire, la sociologie, l'ethnologie, l'économie, etc., pourraient converger, conquérir leur objet commun et fonder en raison une politique, un tabou se dresse...

Pareille proposition peut sembler paradoxale à qui connaît le flux énorme des livres nouveaux qui ressortissent, peu ou prou, aux sciences sociales. Certes, on écrit plus que jamais, sur maints aspects de l'activité sociale, présente ou passée, proche ou lointaine. Certes, bon nombre de ces livres offrent toutes les garanties de la scientificité. Mais il reste que, dans ce qu'elles ont de plus général et de plus prometteur, ces recherches demeurent presque sans écho. Aucune industrie ne s'empare des produits de cette science et n'incite à son développement systématique, autrement dit, aucune coalition de forces sociales ne fait aux sciences de la société un appel systématique et soutenu, pour fonder son action, ou du moins, les forces sociales qui auraient cette tendance ou cette tentation, sont surclassées par d'autres forces, de beaucoup supérieures, et qui n'ont que faire des sciences sociales, qui n'en veulent à aucun prix. L'exploitation économique, la domination politique et l'hégémonie idéologique dont les sociétés sont le siège, peuvent varier considérablement de l'une à l'autre. Mais elles ont toujours ce dénominateur commun : le dévoilement critique des relations sociales leur est insupportable. Aucun conservatisme – fût-il badigeonné de

marxisme – ne peut s'accommoder d'un développement soutenu et méthodique des sciences sociales.

Aussi n'est-il pas surprenant que la percée la plus puissante qui ait jamais été effectuée vers une science des sociétés, soit due à Marx <sup>1</sup>. Promouvoir le socialisme et comprendre la société sont deux mouvements intimement apparentés, deux moments de la critique de l'objet, fondatrice de toute science, comme de toute révolution.

Mais l'attelage d'une science à faire et d'une politique à conduire n'est pas facile à guider. Marx l'a involontairement montré, en laissant Engels substituer à la libre dialectique de ces deux termes, la formule insoutenable d'un *socialisme scientifique*. Une science qui se fait et qui, par définition, ne peut jamais épuiser son objet, peut éclairer et influencer une politique. Mais celle-ci, par définition, doit toujours traiter de tous les problèmes que la vie sociale fait surgir, que ces problèmes aient déjà reçu – ou non – quelque éclairage scientifique. Figurer cette liaison mobile en une prétendue politique scientifique, n'enrichit aucunement la politique et stérilise la science.

Quelques formules malheureuses, souvent dues à l'impatience prophétique ou à la polémique militante, ne doivent cependant pas masquer les mérites de Marx. Aux promesses multiples que la lente ascension des bourgeoisies, puis le jeune mouvement ouvrier, avaient déjà fait germer, Marx a substitué une démarche novatrice. Il a multiplié les reconnaissances dans tout l'espace social, il a exploré une grande partie du domaine que les sciences de la société ont à conquérir et, surtout, il a proposé un premier système général de concepts, pour théoriser ce domaine, c'est-à-dire pour en organiser la représentation. Bref, il a fondé la science des sociétés, sous le nom (d'ailleurs ambigu) de matérialisme historique.

Après lui, malgré l'asservissement du matérialisme historique aux impératifs, rarement scientifiques, des politiques social-démocrates, léninistes, staliniennes ou maoïstes, d'autres qui étaient souvent en exil comme Lénine, en prison comme Gramsci ou dans les franges du mouvement ouvrier comme Korsch, ont continué, bon an mal an, à garder vivante l'impulsion initiale donnée par Marx et à enrichir son système théorique. Cependant, loin des orthodoxies successives ou rivales, qui se disaient marxistes, d'autres recherches qui auraient pu féconder le matérialisme historique et s'enrichir de sa cohérence, ont poussé de guingois en d'autres lieux, souvent universitaires : ainsi de Dürkheim, de Weber, de Schumpeter et de dizaines d'autres. En se fourvoyant, les marxistes ont aussi fourvoyé l'ensemble des sciences de la société.

---

<sup>1</sup> [Ceux qui n'aiment pas Marx](#) sont priés de se reporter à la p. 21.

Mais nous vivons dans une période et dans un continent où, de façon nouvelle et encore très fragile, un mariage du socialisme et des sciences de la société est de nouveau envisageable. Le socialisme – celui qui reste à inventer – a quelques chances de revenir à l'ordre du jour en Europe. Déjà, sa lointaine promesse fait fleurir de multiples recherches dans les sciences de la société. Après la lavasse social-démocrate, après la sanie stalinienne, c'est comme un vin nouveau. Il devient possible et nécessaire d'en revenir à Marx, non pour lire dans *le Capital*, ou ailleurs, la vérité de notre époque, mais pour retrouver, à leur origine commune, les fils dramatiquement emmêlés depuis lors, du socialisme et de la théorie sociale, pour les dénouer et les prolonger autant que possible. Althusser a écrit à temps son plaidoyer *Pour Marx*.

En revenir à Marx, mais sans tomber dans le piège DU marxisme, de la vraie doctrine. Marx est mort depuis bientôt un siècle et il existe des dizaines de marxismes, variantes et sous-variantes doctrinales qui revendiquent chacune la palme de l'orthodoxie et dont certaines, en effet, la détiennent ou l'ont détenue, ici ou là : dans l'aire d'action d'un appareil d'État ou dans la zone d'influence idéologique d'un parti. Mais l'orthodoxie n'est pas un outil scientifique, aucune science n'en peut tirer argument sans se nier et se condamner à l'atrophie. Les dires de Marx, les citations de Lénine, les pensées de Mao Tsé-toung, peuvent fonctionner comme les sourates d'un Coran : toute Bible offre à qui sait lire, les paroles qui viennent opportunément étayer n'importe quel propos. En revenir à Marx et, à ce qu'il peut y avoir de vivant dans n'importe quel courant marxiste ou non marxiste, c'est tout autre chose : c'est essayer de retrouver l'élan par lequel Marx a conçu la société comme objet théorisable, c'est prendre appui sur ses découvertes, c'est repérer, avec un siècle d'expérience supplémentaire, ses silences, ses lacunes, ses erreurs, c'est faire feu de tout bois nouveau amassé par ses disciples, c'est demeurer attentif, comme l'était Marx lui-même, à tout ce que d'autres recherches, étrangères ou hostiles à sa démarche, ont pu mettre au jour. Bref, c'est poursuivre l'aventure où il s'était engagé et où d'autres, depuis, l'ont suivi : comprendre la société pour aider à l'accouchement du socialisme.

En revenir à Marx, mais sans le sacraliser. Aussi, faut-il marquer d'entrée de jeu le principal endroit où Marx s'est lui-même embrouillé : c'est que, dans sa théorie de la société, il ne sait finalement que faire de l'homme.

D'un côté, il voit bien comment chaque homme est pris dans un réseau de déterminations sociales, est porteur de relations sociales dont l'immense réseau enchevêtré constitue l'essence même de la société : mais, d'un autre côté, il ne peut s'arracher à la considération de ce qui se passe en chaque homme et qu'il caractérise comme une aliénation de l'homme réel (ou potentiel : c'est selon les textes et les époques). Si bien qu'au moment où il voudrait regarder la société comme un processus d'histoire naturelle (comme un procès sans sujet ni fin, selon la formule d'Althusser), Marx est perturbé par des retours d'aliénation. Sa conception de l'économique, qui est très puissante, s'en ressent peu : mais sa conception du politique et, plus encore, de l'idéologique, en est gravement affectée.

Je soutiendrai que les résistances des sociétés à la science sociale n'ont pas pour seules racines, les intérêts économiques et politiques déjà évoqués : que l'idéologie de l'homme (c'est-à-dire la représentation de l'homme dans l'idéologie) concourt puissamment à ce blocage : qu'on ne pourra fonder une théorie générale de la société, qu'après avoir, une nouvelle fois, segmenté l'homme, après l'avoir socialisé comme on l'a *naturalisé* : que faute de s'y résoudre, Marx s'est enlisé dans la théorie de l'aliénation, ce qui l'a empêché de concevoir pleinement le fonctionnement social de l'idéologie.

On a vu que, pour prendre leur essor, les sciences de la nature ont dû naturaliser l'homme. Cela revient, en définitive, à ignorer tout ce qui, dans l'activité humaine, semble étranger au domaine commun des lois naturelles, tout ce qui la singularise dans la nature. Ces sciences ne nient pas la spécificité de l'homme, ni son humanité : mais elles ne se tiennent pas pour comptables de cela. Leur seule ambition est de ne pas tracer une frontière trop courte, de ne rien laisser échapper de ce qui, chez l'homme, semble à leur portée.

Je soutiendrai que, pour affermir leur démarche, les sciences de la société doivent, *mutatis mutandis*, s'inspirer de ce précédent. Elles doivent considérer que leur domaine commun est celui des relations sociales. Tout ce qui se passe *entre* les hommes est de leur ressort. Rien de ce qui se passe *en* l'homme ne doit leur importer. La société, ce n'est ni vous, ni moi, ni les autres, ni nous tous ; c'est l'immense faisceau des relations entre nous. La *matière* dont est faite la société n'a rien de commun avec la matière que traquent les sciences de la nature. Les champs et les villes, les routes et les machines et tous les autres matériaux transformés qui semblent emplir la société, n'en constituent pas la substance ; ce sont les produits matériels-naturels d'une activité sociale dont la substance est ailleurs ; elle est faite non pas des produits, ni même de la production, mais bien des rapports de production, de domination, de communication (c'est-à-dire d'idéologie). Mais ces rapports, ces relations sociales d'une infinie diversité sont, eux aussi, matériels au sens qui importe, c'est-à-dire au sens philosophique du terme ; ils sont inscrits de façon tout à fait immanente dans l'activité des hommes-en-société, seul et unique agent de toutes les relations sociales, les relations économiques comme les relations religieuses, les relations politiques comme les relations esthétiques. La société est faite de ce que font les hommes, mais ce qu'ils font s'inscrit toujours dans une structure donnée de relations sociales que leur activité actualise.

Cette façon de voir, presque toujours présente chez Marx, a continué de cheminer dans l'œuvre de ceux qui, comme Durkheim, ont tenté de disjoindre la sociologie de la psychologie et de ceux qui, avec Althusser ou Lévi-Strauss, visent à évacuer de leurs recherches toute référence au sujet. C'est dans cette voie qu'il faut avancer, avec le maximum de rigueur, jusqu'à bien apercevoir, par exemple, toutes les conséquences de ceci ; l'idéologie est une donnée constitutive de toute société, dont il faut rendre pleinement compte, sans aucune référence au système perception-conscience ou à l'inconscient de quiconque...

Une telle coupure méthodologique entre l'homme et la société, considérés comme les domaines respectifs de sciences aussi distinctes que le sont, par ailleurs, les sciences de la nature et celles de la société, m'apparaît, à tort ou à raison, comme le seul moyen permettant aux hommes – toujours immergés dans une société et dans son idéologie – de prendre une vue claire de la totalité sociale. Or ce point de vue de la totalité est tout à fait décisif ; Marx l'avait bien établi dès *la Contribution* (1857). L'intelligibilité de la société suppose que l'on puisse saisir *ce qui se passe entre les hommes*, en perdant de vue chacun des hommes singuliers qui sont pris dans le réseau social, pour essayer de ne voir que ce réseau lui-même. De ne voir que les relations sociales, lesquelles ont une existence indépendante de celle des individus éphémères postés aux terminus de chacune d'elles. Pratiquant jusqu'au bout la naturalisation de l'homme, François Jacob situe chaque individu comme une excroissance sur la lignée germinale qui forme l'ossature de l'espèce. Une lignée ne suffit pas à représenter l'ossature de la société, mais pour voir celle-ci, il importe de se rendre aveugle aux excroissances individuelles. Sinon, l'homme cache à l'homme la société.

La difficile évacuation du sujet a déjà fait couler beaucoup de larmes de crocodile et pas mal d'encre savante. L'homme, enfin, l'Homme ! Comment en faire abstraction ? Je n'entrerai dans ce débat qu'en fin de parcours, sauf à noter ceci ; pour rendre l'homme intelligible, pour favoriser l'établissement d'un système cohérent de sciences de l'homme, sciences ayant pour objet central ce qui se passe *en lui*, ne faut-il pas disposer d'une claire connaissance de ce qui *n'est pas lui*, de son bain naturel, comme de son bain social ? et si, de plus, on veut faire en sorte que les hommes vivant ensemble en une même société, acquièrent une suffisante maîtrise du système social qui fonctionne *entre eux*, ne faut-il pas consacrer à ce système, *pris en soi*, toute l'attention désirable pour le comprendre, sans se laisser brouiller par de respectables émotions, étrangères à cette démarche ? Pour donner au socialisme *un visage humain*, n'est-il pas temps de comprendre cet *objet* qu'est la société ?

Qu'est-ce qu'une société ? Comment y promouvoir le socialisme ? Comment donner à ce socialisme un visage humain ?

Ces questions m'ont conduit à un long parcours dont les résultats vont requérir un assez long exposé. Contrainte par l'intrication du réel social, à des cheminements parfois tortueux et à des itérations successives, l'investigation ne peut imposer son ordre à l'exposition. Pour celle-ci, j'ai fait choix d'une méthode propre à faciliter le travail du lecteur.

La première étape, à laquelle est consacré le présent volume, sera de dresser un tableau des principaux résultats acquis, lesquels seront énoncés, mais non démontrés. Néanmoins, ce discours sans preuves<sup>2</sup> permettra au lecteur de prendre une vue d'ensemble des problèmes que la théorie sociale doit poser et des solutions qui seront proposées. Il permettra également de présenter plus clairement, à la fin du présent volume, la progression retenue pour la seconde étape, celle où le discours doit recevoir ses preuves.

Résultats, preuves, méthode : que désignent ces vocables ? Dans une démarche qui se veut scientifique, de tels mots ne peuvent être employés innocemment. Ce qu'ils signifient, comme toute la démarche où ils s'inscrivent, doit être soumis à une stricte évaluation épistémologique. Je prendrai pourtant la liberté de différer celle-ci, pour deux bonnes et fortes raisons. La première est que la théorie sociale, même et surtout lorsqu'elle est d'inspiration marxiste, est trop souvent bardée de postulats philosophiques qui dispensent *d'aller au charbon* ; pourquoi s'embarrasser de faits laborieusement établis, alors que la pensée coule si fluide dans l'éther des concepts (ou des citations) ? Tout en sachant bien qu'il n'y a pas de faits innocents, pas de données factuelles vierges d'idéologie, j'entends néanmoins accorder aux faits la place que revendiquent, pour eux, Lénine (« Les faits sont têtus ») ou Marx épluchant méthodiquement les rapports des commissions d'enquête. Donc, c'est à mesure que des concepts anciens ou nouveaux et des faits produits par les diverses sciences sociales auront à être mis en œuvre, que devra être effectué, d'étape en étape, leur criblage épistémologique. La seconde raison est de portée plus générale encore. En dernière analyse, où les critères épistémologiques peuvent-ils s'enraciner, sinon dans la société elle-même ? Qu'est-ce que la théorie de la société – ou toute autre théorie – sinon une pratique sociale, repérable comme telle dans un domaine précis de la superstructure idéologique ? Comment, dès lors, poser *a priori* les règles du savoir pertinent ? N'est-il pas plus sage d'attendre de la théorie sociale qu'elle établisse et justifie ses normes de validation, comme celles de toute science ?

---

<sup>2</sup> Discours sans preuves, le présent volume ne comportera presque aucune référence bibliographique. Celles-ci seront données dans les prochains tomes.



Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Avertissement

*pour ceux qui n'aiment pas Marx*

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1976, la Bourse de Paris a été morose. Le Marx a faibli, le Mao s'est effondré, le Staline n'est plus coté, seul le Gramsci a gagné quelques points. Les petits porteurs de valeurs idéologiques ont délaissé les marxistes pour se replier vers d'autres compartiments plus spéculatifs. Mais cette défaveur conjoncturelle n'inquiète pas les investisseurs institutionnels de l'Université, de l'Édition et de la Politique ; pour beaucoup d'entre eux, le Marx demeure, à long terme, un bon placement.

Que les amis qui ont accompagné ma recherche de leurs conseils et de leurs critiques et qui, souvent, m'ont dit ; « mais pourquoi, diable, inscrire ce travail dans la lignée et dans le langage de Marx ? » me comprennent bien ; je ne les soupçonne pas d'être sensibles aux fluctuations de la conjoncture intellectuelle, pas plus que je ne

m'investis, du côté de Marx, par spéculation sur l'avenir. Leurs objections méritent une discussion attentive, au terme de laquelle, j'espère qu'ils approuveront – ou toléreront – le choix dans lequel je persiste.

Pour certains d'entre eux, Marx serait un penseur du XIX<sup>e</sup> siècle, enfermé dans une problématique archaïque et engoncé dans un vocabulaire désuet, ésotérique et talmudique. Son œuvre aurait un parfum à la fois romantique et scientifique, aujourd'hui démodé. Comment leur donner tout à fait tort ? Il est vrai que Marx est mort treize ans à peine après Dickens et deux ans avant Hugo, qu'il a passé la plus grande partie de sa vie à Londres, sous le règne de la reine Victoria. Il est vrai que, malgré son exceptionnelle vigilance critique, l'idéologie de son temps a pénétré son œuvre, que ses appels révolutionnaires sonnent comme du Berlioz, que la science, le progrès et le prolétariat s'exaltent sous sa plume. Mais son œuvre est-elle morte ou vive, aujourd'hui ? Lorsque nous pensons en termes de capital, de profit, de salaire, de classes, d'exploitation, d'accumulation ou de reproduction, ne faisons-nous pas usage des concepts par lesquels il nous a appris à représenter des réalités sociales bien actuelles ? Ne nous a-t-il pas rendu attentifs à des choses qui, avant lui, étaient aussi incompréhensibles que la foudre ou l'éruption volcanique pour les Grecs ou les Latins : les modes de production, les structures sociales, les charges idéologiques actives dans les discours les plus respectables ? Un seul exemple plus précis montrera ce que l'on perd à oublier – ou à ignorer – Marx. Il raisonne en valeur et nous vivons dans un monde de prix, me dit-on. Sans doute : mais le jour où l'OPEP quadruple le prix du pétrole brut, le monde devient soudain inintelligible à qui prendrait pour seuls repères les théories des prix, aussi modernes et sophistiquées soient-elles ; car la rente qui est un transfert de valeur et qui mesure un rapport de forces entre des classes sociales, jette seule quelque lumière sur cette brutale novation. Marx est du XIX<sup>e</sup> siècle, comme son contemporain Darwin et comme le jeune Freud ; les trois compères gardent bon pied, bon œil, dans leurs domaines respectifs. On peut ajouter beaucoup à ce qu'ils nous ont appris, mais avant d'en retrancher, regardons-y à deux fois. Quant à l'ésotérisme du langage marxiste – on pourrait en dire autant de Freud – vient-il de ses mystérieuses imprécisions ou de notre ignorance ? La libido et la plus-value ont fait fortune, mais qui veut comprendre les subtilités du *Trieb* ou de la *Mehrwert* doit faire un effort. Quoi de surprenant à cela ? Chacun accepte l'idée que les physiciens, les chimistes ou les biologistes aient un langage savant et précis, d'accès point commode. Mais l'atome, la molécule et la cellule sont des réalités beaucoup moins complexes que la société (ou la psyché humaine) *et tant qu'à vouloir transformer la société, autant savoir de quoi l'on parle*. C'est difficile, me répond-on, surtout si l'on prend Marx pour guide, car les choses ont chez lui des contours incertains, sa dialectique infinie embrouille les concepts. Il est vrai qu'il y prend parfois un malin plaisir – comme dans les premières pages du *Capital* – mais on doit lui pardonner ces peccadilles. En société, les idées simples ne tardent jamais à devenir fausses, car les choses qu'elles représentaient d'abord clairement se déforment et se transforment sans cesse. Le soi-disant talmudisme de Marx est au principe même de toute science sociale. Il désigne cette invention décisive ; un réseau de concepts précis et mobiles, souple filet jeté sur une réalité sociale à jamais mouvante. Faites, chers amis, l'effort de le

comprendre, vous serez payés de retour, surtout si vous n'attendez pas de lui une réponse complète et détaillée à tous vos problèmes actuels : c'est un bon instituteur, il vous aidera à poser vos problèmes et à les résoudre, mais sa science est datée ; il est mort en 1883.

Ceux qui ont fait cet effort présentent, il est vrai, une objection plus substantielle. Il y aurait, chez Marx et dans sa descendance, un déterminisme économiste, un impérialisme de l'infrastructure, une réduction des réalités sociales à leur dimension économique, toutes tendances qui sont de moins en moins supportables dans un monde où la politique est omniprésente et où la manipulation des signes et des symboles s'affiche au coin des rues, se commercialise et se télévisé. Je pourrais plaider l'innocence de Marx en la matière pour accuser Staline et bien d'autres réducteurs, mais ne le ferai pas. On peut lire chez Marx ou chez Engels, des pages très sévères contre l'économisme simpliste. On peut trouver chez eux des centaines d'analyses tout à fait étrangères à cette pente. Mais cela ne les empêche pas d'y céder trop souvent. Leur théorie de l'État est lacunaire, leur conception de l'idéologie, quoique fondatrice, est confuse et relapse : de grands éclairs sur un ciel plombé. Le jeu du marché mondial retient assez leur attention, mais le système international des États et des idéologies n'attire guère leur regard. Leur optimisme corrige pertinemment l'affligeant Malthus, mais ils voient plus distinctement la révolution industrielle européenne que la révolution démographique mondiale qui, pourtant, l'accompagne. En outre, les richesses et les nuances des fondateurs se perdent chez les épigones. Pour un Lénine ou un Gramsci qui, ayant appris à penser chez Marx, continuent de penser quand, *le Capital* refermé, ils observent le monde réel, combien de Guesde inaptes à comprendre ce que Marx veut dire et de Thorez bien décidés à ne point l'entendre – et qui, pourtant, contribuèrent à bâtir les forces politiques qui se disent, aujourd'hui, marxistes. Il y a, donc, dans les diverses orthodoxies marxistes et même chez Marx, un risque permanent d'économisme. Il faut le savoir, y être attentif, s'en défendre sans cesse. Mais il ne faut pas, pour autant, bricoler n'importe quel syncrétisme pour compléter Marx. Ni exciper de la sagesse précaire que nous donne un siècle supplémentaire d'expérience historique – et quel siècle ! – pour nier ou forclorre la novation marxiste ; l'économie, ça existe, et, en dernière instance, c'est déterminant. La pesanteur n'a jamais empêché les oiseaux de voler. La détermination en dernière instance par la structure économique n'a jamais empêché les prophètes de fonder des religions. Mais il a fallu comprendre les lois de la pesanteur – et quelques autres – pour faire voler plus lourd que l'air et il faudra comprendre les lois de la détermination en dernière instance – et quelques autres – pour faire prendre son vol à un socialisme. Laissons l'image ; il ne s'agit pas de s'enfermer dans Marx et moins encore dans l'un des marxismes, orthodoxes ou non, il s'agit de prendre élan chez Marx, de bien comprendre ce qu'il nous a appris de la société et d'apprendre, grâce à lui, à la comprendre mieux encore.

Soit, me dit-on, mais gare aux pièges ! Marx est mort et les œuvres des auteurs défunts ne vivent que par l'action présente d'appareils idéologiques qui insufflent à leurs écrits une nouvelle vie. Dans notre société, ce rôle est souvent dévolu à l'École

et à l'Université. Pas d'école, plus de La Fontaine. Pas d'université, plus de Platon. L'Université a fini par loger Marx dans le Panthéon qu'elle anime, mais elle n'est pas devenue le principal propagateur du – ou plutôt des marxismes. C'est vrai, et c'est fort bien ainsi ; le marxisme de la chaire est triste, il a lu tous les livres, mais il n'est pas toujours très attentif au mouvement présent des sociétés, ni au souci de leur transformation socialiste. Des appareils politiques qui sont souvent des partis communistes – les orthodoxes comme les hérétiques – s'emploient à diffuser leurs variantes du marxisme, avec la plus grande persévérance. D'où les pièges : comment faire entendre un discours nuancé et peut-être neuf, dans ce brouhaha ? Comment des militants soumis à la pression des divers courants communistes, peuvent-ils s'inspirer d'un propos dont la forme marxiste les exposerait à de multiples récupérations ? Comment ignorer les manipulations idéologiques et politiques qui s'opèrent souvent, en un langage marxiste prétendument scientifique ? Il y a, dans ces questions, une dimension tactique et contingente – au demeurant fort respectable – dont je ne discuterai pas ici, afin d'aller droit à l'essentiel. *La seule critique fondamentale qu'il faille inlassablement adresser au marxisme, c'est d'établir qu'il n'existe pas et qu'il ne peut pas exister.* Le marxisme, comme objet singulier, comme corpus doctrinal, comme vérité politique, cela n'a jamais existé, cela n'existera jamais. Il a existé et il existe des marxismes, c'est-à-dire des lectures de Marx ou même des discours politiques se réclamant gratuitement d'une improbable ou d'une impossible lecture de Marx. Il en existera d'ailleurs de plus en plus, car les écrits qui survivent sont comme les ancêtres des familles-à-généalogies : leur descendance se ramifie de génération en génération. Toute prétention à la propriété de Marx est infondée. Ou, pour le dire en d'autres termes, *Marx est sans cesse à exproprier pour cause d'utilité publique.* Non pas à exproprier comme on le fait d'un terrain que les autorités compétentes veulent affecter à un usage d'intérêt général, car une telle expropriation se résout finalement en un changement de propriétaire. Mais à exproprier, comme on le fait d'un bien mis hors commerce. Marx est inappropriable, *il est dans le domaine public.* Un mouvement politique peut se dire marxiste et il peut même le dire à bon droit, s'il trouve ses références chez Marx et dans l'une des lignées issues de Marx ; mais sitôt qu'il prétend être seul marxiste, ou seul vrai marxiste, son discours perd, sur ce point, toute signification scientifique et devient une manifestation idéologique a-scientifique, à combattre comme telle. Toute force politique ou syndicale qui recule saisie d'effroi ou qui fait un détour tactique, pour laisser le marxisme à d'autres, ne peut qu'y perdre, si elle est en position de compétition avec des forces qui se prétendent propriétaires de Marx.

Vient alors, la condamnation suprême : après le Goulag, Marx, c'est fini, ça n'est plus une référence possible. On voit l'enchaînement, Goulag → Staline → Lénine → Marx et on voit les ressorts : une indignation morale ô combien légitime, un « plus jamais ça » qui mérite, en effet, de figurer au tout premier rang des priorités de tout socialiste. Je ne plaiderai ni les circonstances atténuantes, ni même l'innocence de Marx. Je dirai simplement que cette condamnation est un non-sens. Marx est mort en 1883 et nul ne peut inférer, de la lettre de ses écrits ni de la logique de sa pensée, qu'il est, de près ou de loin, le père du stalinisme. Je discuterai très précisément de ce point

lorsque la dictature du prolétariat sera soumise à examen. Mais j'irai plus loin ; le Goulag et les autres aspects du stalinisme et plus généralement, l'ensemble des caractéristiques du socialisme étatique qui s'est établi en URSS sont des *réalités sociales* ; il faut, certes, en comprendre la genèse et l'histoire, mais au-delà des circonstances plus ou moins contingentes qui ont conduit à ce résultat, il faut aussi comprendre comment peut se former un socialisme étatique et comment le prévenir ; bref, il faut disposer d'une théorie sociale qui rende repérable de très loin la tendance au Goulag. Si, comme je le soutiendrai, Marx peut nous aider de façon décisive à élaborer une telle théorie sociale, il faut voir en lui non le père du Goulag, mais l'une des meilleures protections contre son retour.

Aimez-vous Marx ? Au fond de cette question saugrenue gisent les principales difficultés que la théorie sociale doit vaincre. Pour un physicien, la question ne se pose jamais d'aimer ou non Einstein, il fait usage de ses équations, les corrige autant que de besoin, et tout est dit. Mais dans l'ordre social, on n'en est pas là, loin s'en faut. Les tout premiers rudiments de la science sociale, dont nous sommes, pour une bonne part, redevables à Marx, n'autorisent encore aucune objectivité de ce genre : il nous faudra comprendre pourquoi la théorie sociale est à ce point rudimentaire, pourquoi et comment elle est aussi inextricablement mêlée à l'histoire qui se fait et au jeu des forces politiques, pourquoi et comment la société se rend opaque à ceux qui y vivent. Il faudra pour cela, en revenir à Marx, fût-ce pour convaincre ceux qui ne l'aiment pas.

# Fiches

[Retour à la table des matières](#)

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

# Fiche I

## La société (I) : objet et méthode

« maintenant t'as grandi tu sais xé qu'un concept »  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

1. La société est une réalité d'un autre ordre que la nature ou que l'homme. Chaque ordre de réalité a ses structures propres, ses lois propres. Les ordres de réalité sont discrets, les sciences qui visent à représenter chacun d'eux sont hétérogènes.

On désignera ces ordres distincts de réalité par **N** pour nature, **S** pour société et **H** pour homme.

L'utilisation de ces abréviations et de toutes celles qui seront présentées par la suite n'est pas une concession à une mode pédante. Elle vise deux objectifs précis : alléger l'exposé de passages où les mêmes *concepts* devront être employés de façon répétitive ; et, surtout, rappeler qu'il s'agit de *concepts* auxquels on aura assigné un sens précis.

Le lecteur trouvera sur les rabats de couverture une table récapitulative des abréviations utilisées.

Les coupures N/S ou N/H sont communément admises. La coupure entre S et H est beaucoup plus discutée. On en fait, ici, une hypothèse générale. Il apparaîtra, en fin de parcours, qu'elle est devenue une thèse validable.

2. La société, comme la nature se différencie en plusieurs niveaux, mais pas selon le même principe, ni avec les mêmes effets.

Dans la nature, le vivant a émergé de l'inorganique et s'est ramifié en espèces distinctes. Toutes les classes d'objets naturels partagent certaines propriétés, tandis que d'autres propriétés sont attachées, distinctivement, à chaque classe. Un même principe gouverne toutes ces différenciations ; la formation d'agencements physico-chimiques de plus en plus complexes.

Dans la société, le principe de différenciation est autre. Tous les objets sociaux – c'est-à-dire toutes les relations sociales – sont le produit de l'activité des hommes et c'est par la spécialisation de cette activité, par la *division sociale du travail*, que la différenciation s'est opérée. La formation des États a singularisé le niveau politique ; l'explosion des formes marchandes et industrielles de la production et de l'échange, a révélé toute l'importance du niveau économique, et l'on s'est peu à peu aperçu que le reste de l'activité sociale, habituellement classé sous des rubriques diverses et changeantes, présente une unité profonde et constitue le niveau idéologique de la société.

Les trois niveaux du réel social, ainsi repérables aux effets les plus massifs de la division sociale du travail, ne sont pas la marque de toute société, ils ont une histoire. Là où leur différenciation est bien établie, ils n'ont cependant jamais une valeur absolue ; toutes les relations sociales, quelle que soit leur valeur spécifique, sont activées par des hommes qui participent simultanément à de multiples autres relations sociales de tous niveaux. Si bien que, même dans les sociétés les plus nettement différenciées, la réalité sociale demeure un enchevêtrement insécable. La nature est plus discrète que la société.

3. Pour représenter la société, la méthode de Marx conduit à distinguer trois instances ; économique, politique et idéologique. Il importe de bien concevoir les liens qui unissent ces instances aux trois niveaux du réel social qui viennent d'être indiqués. Les niveaux sont des différenciations – historiquement déterminées et toujours relatives – *inscrites dans le réel social*. Les instances sont des procédures d'investigation propres à *la représentation du réel social*. C'est la différenciation réelle des sociétés qui a permis de concevoir les procédures instanciées. Ainsi, par exemple, l'économie politique est née de l'essor capitaliste qui a spécialisé le niveau économique plus clairement que jamais. Mais à partir du moment où, sur cette lancée



et au bénéfice de la critique novatrice que Marx a appliquée à l'économie politique, une théorie économique a pris forme, il est devenu possible de soumettre *toutes les sociétés* à une analyse économique, même s'il s'agit de sociétés où les relations économiques demeurent encastrées dans d'autres relations sociales plus ou moins polyvalentes. La lancinante querelle sur les sociétés primitives gagnerait beaucoup en clarté, si l'on consentait à bien distinguer le niveau économique, certainement absent de leur structure réelle, et l'instance économique dont elles sont justiciables comme toute autre société. Étant bien entendu que l'instance économique n'a certes pas pour objet de plaquer sur de telles sociétés, des concepts intemporels ou importés de sociétés ayant atteint un stade de développement tout à fait différent ; sans adhérer à toutes ses conclusions, on suivra Polanyi sur ce point fondamental de méthode où, d'ailleurs, il redécouvre Marx.

Une instance ne dénote pas un niveau du réel, mais seulement un aspect de sa représentation. Elle se réfère à des capacités propres aux divers types d'investigation auxquels on soumet le réel social. Chaque instance correspond à un procès d'investigation. La même réalité sociale est soumise à plusieurs de ces procès, à plusieurs instances.

4. Les trois instances auxquelles conduit la méthode de Marx, sont toutes trois indispensables à l'intelligence de la société, mais elles ne sont pas exclusives d'autres investigations.

L'activité des hommes en société comporte nécessairement une production destinée à assurer leur survie et sur laquelle se centre l'instance économique ; une organisation de leur collectivité, dont l'instance politique se saisit ; et une représentation du *monde* où ils vivent, dont l'instance idéologique peut connaître. On ne peut subsumer cette triple activité, sous les concepts propres à rendre compte de l'un de ses aspects. Ainsi, en concevant l'activité politique ou idéologique en termes de *production*, on fait perdre leur spécificité aux concepts nés de l'instance économique.

Chaque instance est totalisante. Elle saisit toute la société – et pas seulement l'un de ses niveaux, éventuellement différencié – mais elle la saisit sous l'angle partiel de l'une des trois activités fondamentales. D'autres saisies, plus fragmentaires, sont parfaitement licites, du point de vue de la théorie générale de la société elles ont un sens, si leurs méthodes et leurs résultats sont explicitement articulables sur ceux des instances fondamentales.

Chacune des trois instances donne donc, de la structure sociale *une représentation systématique, mais partielle et atrophiée*. Respectivement, elles caractérisent la société comme formation économique, comme formation politique et comme formation idéologique.

On abrégera ces expressions en FE, FP et FI.

5. La théorie de la *surdétermination*, selon Althusser, exprime une conséquence du [n° 4](#). Dans la réalité d'une société – une et insécable, même si la différenciation relative des niveaux y est bien établie – le système des déterminations qui opèrent en un point, ne peut jamais être réduit à ce que fait apparaître l'une ou l'autre des instances, d'autres déterminations, repérables par les autres instances, sont également à l'œuvre ; si, donc, on se place du point de vue d'une instance donnée, ces déterminations venues d'ailleurs (c'est-à-dire concevables ailleurs) *surdéterminent* ce qui se laisse apercevoir dans ladite instance.

Une permanente attention au jeu des surdéterminations est la meilleure des précautions méthodologiques contre l'impérialisme des représentations atrophiées. Par exemple, contre le risque de tomber dans un déterminisme économique.

6. Au-delà des investigations instanciées, la représentation de la société comme totalité, requiert deux démarches intégratrices.

L'une vise à articuler entre elles les représentations partielles que sont la FE, la FP et la FI. Elle tend à concevoir, dans son unité, la formation sociale.

La société est une réalité. La formation sociale est son concept,

On désignera la formation sociale par FS.

La seconde démarche a pour objet d'inscrire les FS singulières, dans le système international – ou intersocial – qu'elles forment toutes ensemble, dans un temps donné. Ce système international n'est pas à concevoir comme l'extérieur des sociétés ou comme un tissu interstitiel les conjoignant ; il est formé par les entrelacs des sociétés effectivement coexistantes, il les pénètre intimement.

7. L'espace du système international et des FS ne se réduit pas à ce qu'en peut montrer la géographie ; il est tramé par bien d'autres réseaux de relations, imperceptibles sur le terrain. Le temps des dynamiques temporelles à l'œuvre dans l'ordre S n'est que secondairement celui des astronomes et des physiciens, celui de l'ordre N ; les structures sociales qui coexistent sont loin d'être toujours *contemporaines* les unes des autres ; les décalages et les rythmes différenciés sont très souvent de règle.

Donc, l'espace social et le temps social sont à concevoir dans leurs déterminations spécifiques.

8. Dans chacune des trois instances, comme dans l'intégration de la FS et dans l'investigation du système international, la recherche tend à concevoir les types caractéristiques du développement social. « Types » et « développement social » s'éclairent l'un par l'autre.

Dans le domaine couvert par un concept déterminé – par exemple, celui de FE – apparaissent, au fil du développement social, des ensembles distinguables de relations sociales. Leur distinction s'opère selon des critères qui relèvent, en chaque cas, de la dialectique propre au concept considéré. Chacun des éléments ainsi repéré dans une typologie qui explicite la portée du concept en cause, constitue un type. À la différence de l'Idéaltype, selon Weber, un type n'est pas la magnification exemplaire de caractères arbitrairement valorisés, c'est un terme défini dans une série précise, laquelle est dialectiquement reliée à toutes les autres séries nécessaires à la conception de la FS et du système international.

Dans une série donnée, le système des conditions qui régissent la formation des divers types fonde le développement de cette série. Le développement désigne donc, à la fois, le processus par lequel les divers types sont formés et, à un stade donné, le résultat de ce processus. Le concept de développement peut s'appliquer aussi à des ensembles de séries liées entre elles. Dans son acception la plus générale, il s'applique à la totalité sociale ; ainsi de l'usage courant qui distingue les pays développés et les pays sous-développés.

Si l'on appelle histoire le passé réel des sociétés réelles – et non pas la représentation que les historiens donnent de ce passé – le développement est à l'histoire ce que le concept est à la réalité.

9. La théorie générale de la société prolonge la description normée du réel social, par la recherche des lois selon lesquelles s'opère le développement social. Rien n'autorise à penser, *a priori*, que les lois propres à l'ordre S, doivent être, en tout ou partie, les analogues ou les homologues des lois décelées dans l'ordre N par les sciences qui s'y appliquent. Ainsi, par exemple, rien n'autorise à transposer d'autorité, dans l'ordre S, la théorie de l'évolution élaborée par les sciences de l'ordre N.

Les concepts – et, a fortiori, les lois – ne s'exportent pas d'un domaine de la représentation du réel, à un autre domaine. Ou plutôt, leur exportation est métaphorique ou analogique, avec tous les risques de dérive mythique qui en résultent.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 2

---

# L'instance économique (I) : les modes de production

« *clivez vous nettement clivez puisque vous êtes* »  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**10.** L'instance économique tend à représenter l'ensemble des pratiques et des structures sociales relatives à la production de la vie matérielle de la société. Le concept central à partir duquel elle s'organise est celui de mode de production.

On écrira **MP** pour mode de production.

Bien que Marx ait poussé très avant l'analyse du MP capitaliste et l'élaboration du concept de MP, une grande confusion règne, dans les divers courants marxistes, quant

à l'extension exacte de ce concept. Les quatre variantes principales, incompatibles entre elles, se résument ainsi :

1. Pour les uns, le MP est le concept central, non pas de l'instance économique, mais bien de l'analyse sociale tout entière. Une société donnée se définit essentiellement par le MP qui la caractérise. Le MP est le concept de la société. Autrement dit  $MP = FS$ .
2. D'autres atténuent cette position, ils admettent que, dans une société donnée, plusieurs MP coexistent et s'interpénètrent sous la prédominance de l'un d'entre eux. Autrement dit  $nMP = FS$ .
3. D'autres encore se souviennent que Marx a forgé le concept de MP pour analyser la base économique de la société, base sur laquelle des superstructures politiques et idéologiques *variables* peuvent être assises. Pour ceux-ci, donc,  $MP = FE$ .
4. D'autres, enfin, tout en centrant l'application du concept de MP dans la seule base économique, reconnaissent, comme l'a fait Marx dans *le Capital* ou dans ses écrits historiques, que la base économique d'une société est hétérogène, c'est-à-dire formée de plusieurs MP, généralement soumis à la prédominance de l'un d'entre eux. Pour ces derniers,  $nMP = FE$ .

La discussion de ces variantes est lourde de conséquences. On établira la validité théorique de la quatrième, hors laquelle les structures politiques et idéologiques d'une société deviennent impensables.

**11.** Avec Balibar, on spécifiera le concept de MP comme la relation duelle entre des propriétaires de moyens de production et des travailleurs qui mettent ces moyens en œuvre. Relation duelle, c'est-à-dire dédoublée en deux aspects dialectiquement liés ; d'un côté, c'est une appropriation du donné naturel aux besoins humains, une relation de production, d'un autre côté, c'est une appropriation des moyens de production et, donc, du produit et du surplus, une relation de propriété.

Cette relation duelle s'analyse en cinq éléments ; deux catégories d'agents, les propriétaires et les travailleurs ; une catégorie apparemment formée d'objets, les moyens de production, dont on montrera qu'ils peuvent être réduits aux moyens de travail ; et, enfin, les deux types de relation déjà discernés ; la production et la propriété.

On conviendra de désigner par

<b>P</b>	les propriétaires
<b>T</b>	les travailleurs
<b>MT</b>	les moyens de travail
<b>A</b>	la relation (prépondérante) de propriété
<b>B</b>	la relation de production

**12.** La relation B ou production n'est concevable que par référence au donné naturel et aux besoins humains. La production, comme rapport entre les ordres N et S ne pourra révéler toutes ses implications qu'après que l'on aura pris une vue d'ensemble de l'ordre S. Quant aux besoins humains, on verra que leur nature théorique échappe totalement à l'instance économique et ressortit à l'instance idéologique ([voir n° 82](#)).

**13.** On établira la typologie de chacun des éléments discernables dans tout MP ([voir n° 11](#)), c'est-à-dire, respectivement, la série des types de propriétaires, des types de travailleurs, des types de moyens de travail, des types de production et des types de propriété. Cette recherche, pour laquelle de très nombreux éléments sont disponibles chez Marx, requerra néanmoins le recours à de multiples données historiques ou sociologiques. Elle sera conduite en veillant, autant que possible, à ne pas surestimer les développements inscrits dans la filière historique occidentale.

**14** Contre Balibar qui refuse de concevoir et de mettre en œuvre la combinatoire des MP (c'est-à-dire la combinatoire des éléments dont les typologies auront été établies, conformément au [n° 13](#)), on établira la pertinence théorique d'une telle combinatoire et on la mettra en œuvre.

Chaque MP constitue une combinaison originale de modalités spécifiques (c'est-à-dire de types) de chacun des cinq éléments discernés au [n° 11](#). La formule générale de tout MP est de la forme

<b>A – B – P – T – MT</b>
---------------------------

La combinatoire des MP est le développement de cette formule. Les règles qui président à ce développement et déterminent les combinaisons à retenir ou à exclure, résultent presque toutes des analyses mêmes de Marx ; celles qui n'ont pas été explicitement établies par Marx peuvent être inférées d'indications éparses dans son œuvre, à moins que, s'appliquant à des développements postérieurs à celle-ci, elles n'aient à être définies en respectant la logique profonde de son analyse. On montrera

qu'un tel respect ne doit rien à la sacralisation de Marx ; il a inventé la théorie des modes de production et les développements complémentaires qu'on peut donner à celle-ci sont comme les découvertes des chimistes qui viennent compléter le tableau de Mendeleïev, sans bouleverser son ordonnance intime.

Il faut bien voir, aussi, que les règles régissant la combinatoire des MP ne s'apparentent pas à un exercice de logique formelle. Elles sont la formalisation d'une dialectique sociale. Comme toute représentation de l'ordre S – c'est-à-dire d'un développement réel qui se poursuit – elles aboutissent à une combinatoire ouverte qui permet de comprendre la nature intime des MP révolus ou existants, d'apercevoir la gamme des combinaisons encore possibles ou déjà possibles, mais qui est, par nature, inapte à prédire ou à forclure les développements à venir.

**15.** La formule générale des MP peut également être envisagée du point de vue particulier de l'un quelconque de ses termes.

Vue de A, elle exprime un type donné de rapports de production. Vue de B, la *même* formule caractérise un état donné des forces productives. Ainsi, la célèbre contradiction des rapports de production et des forces productives, apparaît comme l'essence même de la relation duelle présente en tout MP.

La formule générale des MP dont on vient d'apercevoir la portée, en termes relationnels, n'est pas moins significative en termes de classes. Vue de T, cette formule exprime un type donné d'exploitation ; vue de P, la *même* formule caractérise l'autre face de cette exploitation.

Vue de MT, enfin, la formule autorise un raccord direct entre les relations sociales et les objets matériels-naturels, transformés en outils et qui sont, comme dit Marx, « les gradimètres du développement du travailleur et les exposants des rapports sociaux dans lesquels il travaille » (*le Capital*, I, 183).

**16.** La mise en œuvre de la combinatoire des MP oblige à importer des résultats dont l'établissement interviendra, hors les limites de l'instance économique.

Ainsi, pour tous ceux des MP où le type de P ressortit à la sphère étatique, on fera usage, par anticipation, de catégories qui seront définies dans l'instance politique ([voir n° 47](#)). Plus généralement, la dialectique des rapports entre la propriété et le pouvoir – y compris les transformations qui affectent les propriétaires quand ils se confondent avec les détenteurs du pouvoir – sera examinée au sortir de l'instance politique ([voir n° 59 sq.](#)).

De même, pour tous ceux des MP dont un ou plusieurs éléments sont marqués par l'effet, actif ou passif, d'une situation de dépendance internationale (coloniale, par

exemple), on fera usage, ici, de résultats qui seront établis par l'investigation du système international ([voir n° 101](#)).

**17.** La combinatoire définit de très nombreux MP, actuels ou potentiels. Ce sont des MP *élémentaires*, des atomes d'une réalité sociale qui se présente toujours en composés macromoléculaires. Ou, pour prendre une autre métaphore, les MP élémentaires sont des espèces distinctes, que l'on rencontre, dans le réel social groupées par genres, des variantes multiples que l'on peut regrouper selon leurs caractères principaux.

La mise en évidence de ces variantes élémentaires est théoriquement précieuse. D'une part, elle permet de concevoir finement la continuité et la discontinuité de la structure économique, de rendre intelligibles les transformations dont la FE est le siège, les embryons et les séquelles qui y apparaissent ([voir n° 23](#)). D'autre part, elle permet d'établir une liaison théorique claire entre les phénomènes qu'aperçoit l'historien et ceux, beaucoup plus agrégés, que discerne parfois le sociologue et que doit toujours discerner le théoricien politique.

Le regroupement des variantes élémentaires en types essentiels, résulte des règles mêmes de la combinatoire, établies selon le [n° 14](#). Il constitue ces variantes en *genres* ou en *macro-MP*, pour suivre les métaphores précédentes.

*Pour la suite de la recherche, on attachera le nom de MP, non pas aux variantes élémentaires, mais bien aux groupes homogènes où on les aura rassemblées, sauf à mentionner expressément le changement d'échelle, toutes les fois où la considération directe des MP élémentaires s'avérera nécessaire.*

**18.** Les résultats de cette recherche sont sèchement énoncés dans le tableau ci-après. Les difficultés objectives et les tâtonnements théoriques de l'ethnologie obligent à faire un usage circonspect du groupe dit MP communautaires (ou primitifs) :

<b>Tableau sommaire des MP</b>	
<b>MP 1</b>	– (communautaires)
<b>MP 2</b>	– tributaire (« asiatique »)
<b>MP 3</b>	– antique
<b>MP 4</b>	– paysan
<b>MP 5</b>	– artisanal
<b>MP 6</b>	– capitaliste marchand
<b>MP 7</b>	– esclavagiste
<b>MP 8</b>	– servagiste (= « féodal »)
<b>MP 9</b>	– latifondiaire
<b>MP 10</b>	– capitaliste



- |              |                                   |
|--------------|-----------------------------------|
| <b>MP 11</b> | – coopératif                      |
| <b>MP 12</b> | – étatique-capitaliste            |
| <b>MP 13</b> | – « colonial »                    |
| <b>MP 14</b> | – esclavagiste concentrationnaire |
| <b>MP 15</b> | – étatique-socialiste             |

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 3

### L'instance économique (II) : les formations économiques

*« Il en va de la psychanalyse comme de l'art du  
bon cuisinier qui sait bien découper l'animal,  
détacher l'articulation avec la moindre résistance... »*  
LACAN.

[Retour à la table des matières](#)

**19.** Seules les sociétés les plus primitives présentent une structure économique unidimensionnelle, c'est-à-dire réduite à un seul MP. Toutes les autres sociétés – notamment toutes celles que l'existence de documents ouvre au regard de l'historien – comportent une structure économique, plus ou moins complexe, mais toujours formée de plusieurs MP. Il conviendra donc d'établir les modalités de la compénétration, de l'articulation et de la transformation réciproques des divers MP coexistant dans l'espace d'une même FE et de définir la gamme des FE observables dans le développement social.

20. L'espace occupé par une FE n'est pas directement déterminé par elle. On peut concevoir l'espace propre à chaque type de MP, c'est-à-dire la capacité d'extension spatiale qui résulte de son agencement. Mais, pour concevoir, à partir de là, l'espace potentiel de chaque type de FE, il est indispensable de faire appel à des résultats qu'auront définis l'instance politique ([voir n° 44](#)) et l'exploration du système international ([voir n° 99](#)). Il apparaîtra, en effet, que la formation des aires économiques est subordonnée à celle des aires politiques.

21. Entre les divers MP qui composent une FE, on peut observer de multiples articulations, d'ailleurs variables d'un type de FE à l'autre. Avant d'inventorier cette diversité, il faut reconnaître la logique profonde qui la commande et qui permet de l'ordonner, la logique de la valeur.

On sait que Marx a fait de la théorie de la valeur, la pierre angulaire du *Capital*. On montrera que cette théorie est considérée, à tort, comme tournée principalement ou exclusivement vers le domaine de l'économie politique ; que son objet principal est de mettre en lumière les effets que les divers MP diffusent dans l'ensemble de la structure sociale. À cette fin, on montrera que les deux formes, bien distinguées par Marx, de la valeur d'usage et de la valeur d'échange, ouvrent aux sociétés où elles règnent respectivement, des possibilités tout à fait différentes.

On abrégera la valeur d'usage en **VU**  
et la valeur d'échange en **VE**.

Dans les sociétés soumises à la logique de VU, la richesse sociale et donc l'assise des activités politiques et idéologiques, demeurent enfermées dans des limites étroites. La logique de VU est celle de sociétés où l'échange économique ne s'est pas encore épuré, ni affermi au point d'orienter la production.

À l'inverse, VE exprime la rationalisation de la production par l'échange économique, désormais émancipé. La valeur des produits devient commensurable, parce qu'elle est rapportée à sa source, le temps de travail socialement nécessaire à la production de chaque produit – qui devient marchandise. La logique de VE est celle de l'échange marchand assis sur une production capitaliste et incluant la force de travail au rang des marchandises. Dans les sociétés soumises à la logique de VE, la richesse sociale se développe considérablement et l'assise de plus en plus large qu'elle offre aux activités politiques et idéologiques, autorise une complexification croissante des relations sociales et des structures où elles s'ordonnent.

On notera, en outre, que Marx se garde bien d'opposer ces deux logiques comme deux stades tranchés, discontinus, du développement social. En de multiples occurrences, il analyse la situation de sociétés où la logique régnante de VU est assaillie

par les poussées transformatrices que diffusent les MP plus ou moins orientés vers VE, qu'il s'agisse des formes simples de VE vers quoi tendent les MP aptes à une petite production marchande (MP capitaliste-marchand, MP artisanal, etc.) ou qu'il s'agisse des formes pleinement développées de VE qui sont consubstantielles au MP capitaliste (et à quelques autres, on le montrera). Et Marx analyse de même les résistances qu'opposent à la généralisation de VE, les MP orientés vers VU qui survivent sous la prédominance du MP capitaliste (celles du MP paysan, par exemple, c'est-à-dire de la petite paysannerie parcellaire).

Pour comprendre la nature et les effets des diverses articulations entre MP, observables dans les diverses FE, on est ainsi fondé à les rapporter non seulement aux pures logiques de VU ou de VE, qui se font sentir en certains cas, mais aussi à la logique de la transition complexe où ces deux formes de la valeur se mêlent en se combattant.

**22.** On montrera, de plus, que la théorie de la valeur ne doit pas être figée au point où Marx l'a laissée. L'insoluble casuistique des débats marxistes modernes sur la distinction du travail productif et du travail improductif est l'indice d'un problème à résoudre, problème que l'irruption massive des facteurs hors marché dans le développement même de la production, interdit de résoudre en s'enfermant dans le cercle des échanges marchands.

Le travail socialement nécessaire, incorporé dans VE, est celui que paie le capital et qui le valorise. Tout ce qui concourt, par surcroît, à l'efficacité du travail – c'est-à-dire les effets en retour de la science, de la formation et, s'il y a lieu, de la régulation sociale – est, pour le capital, un don gratuit, un facteur d'ambiance que la logique de VE n'intègre pas. C'était là une simplification parfaitement admissible, du vivant de Marx, à une époque où les activités sociales de recherche, de formation et de régulation demeuraient d'une ampleur très réduite. Quand ces activités deviennent majeures, et quand, de ce fait, le rôle du travail vivant, dépensé dans la production immédiate, et même celui du travail mort, investi en capital constant, décroissent relativement à l'effet produit, les simplifications liées au concept de VE ne peuvent être acceptées plus longtemps.

Dans les sociétés soumises à la logique de VU, l'organisation du travail paysan ou artisanal se réduisait, pour l'essentiel, à une poussière de travailleurs isolés ou de petits collectifs familiaux. La logique de VE a déplacé le centre de gravité du travail, via la manufacture et l'industrie, vers des formes beaucoup plus efficaces, celles des travailleurs collectifs, où se fondent tous les membres d'un atelier ou d'une entreprise. À partir du moment où des liens sociaux, non ou peu soumis aux hasards du marché, s'établissent entre ces travailleurs collectifs à l'échelle de la firme et tendent à les constituer en un super-travailleur collectif à l'échelle de la société tout entière, une autre logique de la valeur commence à s'affirmer et se mêle, en la combattant, à la logique de VE. On désignera cette nouvelle forme comme valeur de développement.

On abrégera la valeur de développement en **VD**.

La théorie de VD intègre les facteurs naguère exclus par simplification. Elle montre comment le travail socialement nécessaire se déploie dans et hors l'enceinte du marché, sous l'emprise directe du capital et, plus encore, sous l'emprise d'États devenus propriétaires d'importants moyens de production (MP 12 et surtout MP 15 – voir n° 18).

**23.** Chacune des trois logiques de la valeur – et de la production – est liée à certains types de MP. La combinaison, en une même FE, de MP à logiques différentes engendre les formes mixtes, souvent reconnues par Marx et que l'on a évoquées au n° 21. Dans chacune de ces trois logiques, ainsi que dans leurs mixtes, certaines articulations peuvent ou non s'établir entre les MP intéressés. Les logiques de la valeur déterminent non seulement la possibilité, mais aussi les formes et la portée des articulations. Pour bien discerner ces dernières, il faudra en outre anticiper sur des résultats à provenir de l'instance politique (voir n° 33) et de l'investigation du système international (voir n° 99).

45

Réduit à sa plus simple expression, le tableau des articulations entre MP se présente ainsi :

*logique de VU*

- tribut
- commerce lointain (porté par le capital marchand)

– *logique de VE*

- capital marchand générateur de *soumission formelle*
- échange marchand
- soumission coloniale
- rente capitaliste
- capital financier générateur (d'une autre forme) de *soumission formelle*

*logique de VD*

- articulation dite du capitalisme d'État
- échange planifié

*En outre*, sous le règne de ces trois logiques, deux réseaux se

développent, en se transformant et en changeant de portée de l'une à l'autre de ces logiques :

- le réseau impôt/dépense
- le réseau monnaie/crédit

On conviendra que **I/D** désigne le réseau impôt/dépense et **M/C** le réseau monnaie/crédit.

**24.** L'étude des logiques de la valeur et des systèmes d'articulations que chacune d'elles autorise, tolère ou prohibe, ainsi que l'examen des aptitudes dont les divers MP font preuve à cet égard, permettront de concevoir les divers types de FE, c'est-à-dire les divers ensembles de MP aptes à coexister et les transformations que cette coexistence fait subir au MP prédominant, comme à ceux que ce dernier se subordonne. Encore faut-il souligner que cette recherche, dont seul le schéma abstrait vient d'être indiqué, suppose en fait de multiples références aux données empiriques fournies par les historiens et aux études dont les structures économiques les plus diverses ont pu faire l'objet.

Dans le tableau qui indique, ci-après, les résultats acquis, il faut prendre garde à la terminologie. Celle-ci demeure inévitablement piégée par la tradition. Des concepts précisément définis visent à éliminer ces connotations fâcheuses, mais ils ne peuvent être résumés ici. À titre d'exemple, on indiquera seulement que la FE dite *étatique-monopoliste* n'est définissable qu'au prix d'une sévère critique du trop fameux *capitalisme monopoliste d'État*.

#### Tableau sommaire des FE

FE 1	–	(communautaires)
FE 2	–	tributaire
FE 3	–	tributaire-marchande
FE 4	–	antique
FE 5	–	esclavagiste
FE 6	–	servagiste
FE 7	–	servagiste-marchande
FE 8	–	capitaliste-marchande
FE 9	–	domaniale-marchande
FE 10	–	domaniale-capitaliste
FE 11	–	capitaliste
FE 12	–	capitaliste-monopoliste
FE 13	–	étatique-monopoliste
FE 14	–	marchande simple

FE 15	–	dite « coloniale » <a href="#">voir n°10</a>
FE 16	–	domaniale-étatique-capitaliste
FE 17	–	de transition étatique-socialiste
FE 18	–	étatique-socialiste

**25.** L'instance économique ne se réduit pas à la seule conception des MP et de leurs assemblages en FE. Tous les hommes qui, dans une société donnée, vivent *loin des rapports de production*, participent néanmoins à la distribution et à la consommation que la production enveloppe. Cette participation est perceptible, dans l'instance économique, comme *l'ombre portée* d'éléments que les instances politique et idéologique auront à spécifier. Les articulations économiques établies entre les MP ([voir n° 23](#)) débordent souvent de ceux-ci pour lier également ces éléments ; ainsi, par exemple, le circuit I/D irrigue bon nombre d'activités idéologiques et la plupart des activités politiques. Souvent aussi, les activités qui deviendront intelligibles dans les instances politique ou idéologique empruntent leurs formes aux activités inscrites dans la sphère des MP : forme prix, forme marchandise, forme artisanat, etc.

À chacun des types de FE, recensés sous le [n° 24](#), sont donc associées des ombres portées très variables de l'un à l'autre.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 4

---

### L'instance économique (III) : les classes sociales (1)

*« tu boufferas qui bouffe et tu seras bouffé »*  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

26. Les typologies des P et des T requises pour la combinatoire des MP (voir [n° 11](#) et [n° 13](#)) et enrichies par les résultats de l'étude des MP et des FE, fournissent les données premières d'une théorie des classes sociales.

À partir de ces données, on peut en effet examiner le développement dont chaque type de P ou de T fait l'objet dans les diverses FE où il figure. Ce développement inclut la stratification qui s'opère au sein même de certains types de P ou de T. Ainsi, par exemple, la catégorie des propriétaires capitalistes prend des formes différenciées et de plus en plus complexes, à mesure que la révolution industrielle substitue l'usine



à la manufacture et que la concentration du capital adjoint à l'entreprise individuelle des formes de plus en plus élaborées d'association de capitalistes.

On peut examiner aussi les configurations où les mêmes hommes participent simultanément d'une catégorie P et d'une catégorie T, tels les artisans.

On peut examiner, enfin, les processus par lesquels, dans certaines conjonctions de P et de T, c'est-à-dire dans certains MP, tout un dégradé, plus ou moins subtil, de catégories intermédiaires, vient se former, par clivage de P ou de T, et les transferts auxquels ces catégories intermédiaires peuvent être exposées ; dans une telle perspective, on étudiera, par exemple, la situation des employés, des ingénieurs, des cadres, dans le MP capitaliste et les mouvements d'embourgeoisement ou de prolétarianisation qui peuvent les affecter.

**27.** Mais il est clair que ces recherches ne peuvent être menées à bonne fin, dans les limites de l'instance économique. Pour suivre le même exemple, l'embourgeoisement ou la prolétarianisation des cadres mettent évidemment en cause des facteurs dont seule l'instance idéologique pourra rendre compte, facteurs dont la complexité interdit toute anticipation ([voir fiche 23](#)).

En outre, la recherche visée par le [n° 26](#) constitue en tout état de cause une contribution initiale à la théorie des classes sociales. Elle autorise seulement une saisie des déterminations *économiques* du système des classes sociales dans les diverses FE, alors qu'il s'agit de concevoir, dans leur unité, les déterminations économiques, *politiques et idéologiques* du système des classes sociales dans les diverses FS ([voir n° 125](#)). Les configurations des luttes de classes ne deviennent pleinement intelligibles que si l'on embrasse l'ensemble de ces déterminations.

**28.** Les éléments de l'analyse des classes sociales provenant de l'instance économique sont trop variés et trop complexes pour qu'il soit possible de les résumer, ici, en un tableau significatif.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 5

---

### L'instance politique (I) : sa problématique

*« il se pourrait, en effet, qu'une telle étude nous fit voir  
comment la justice et l'injustice naissent dans les cités »*  
PLATON.

[Retour à la table des matières](#)

**29.** Paradoxe ; nulle théorie relative à l'ordre S, n'est plus politique que celle de Marx, mais la théorie de la société, comme formation politique, demeure éparse, lacunaire et souvent implicite dans l'œuvre de Marx. Rares sont les marxistes qui ont clairement aperçu ce manque. Plus rares, ceux qui se sont employés à le combler ; surtout Lénine et Gramsci.

**30.** L'instance politique tend à représenter l'ensemble des pratiques et des structures sociales relatives à l'organisation de la vie sociale. Le concept central à partir

duquel et autour duquel elle s'organise est celui de l'État, L'instance politique produit le concept de FP, comme réseau des pouvoirs.

On peut caractériser comme suit la différence entre l'instance politique et l'instance économique. L'instance économique saisit la société dans son rapport matériel avec la nature ; tout ce dont elle a à connaître prend signification à partir de la production et des rapports de production, au cœur desquels s'inscrit la propriété (considérée, dans cette instance, en un sens ante-juridique – [voir n° 59](#)). L'instance politique saisit la société dans son rapport matériel avec elle-même, en tant qu'elle s'organise. Bien voir que si la société s'organise, cela n'implique pas que l'État soit son organisateur, il l'est plus ou moins, mais il est surtout la forme principale de l'organisation que la société se donne.

**31.** L'État est à concevoir sous un double aspect ; il est pouvoir d'État, expression des rapports de domination dont la société, divisée en classes, est le siège ; il est appareil d'État, faisceau d'outils spécialisés au service du pouvoir d'État. L'État est l'unité de ce pouvoir et de cet appareil. L'État n'est pas une institution, pas plus que le capital n'est une chose ; c'est une relation sociale (un faisceau de relations). L'État ne peut être circonscrit ; en tant que relation sociale, il pénètre toute la société, il tend à être coextensif à la FS, il en déborde dans le système international dont il est un nœud ([voir n° 97](#)).

L'État n'est cependant pas le seul pouvoir organisé sans la société, il n'est pas le tout de la FP ; la société se dote d'autres pouvoirs. Le système des pouvoirs non étatiques constitue la société civile. Dans la FP, la société civile est l'autre de l'État.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 6

---

### L'instance politique (II) : l'appareil d'État

*« Si, comme Hegel, on entreprend... de mettre sur pied un schéma qui s'applique à l'histoire entière et au monde actuel dans sa totalité..., on ne saurait se dispenser, par endroits, d'entrer dans le détail de l'histoire empirique... »*

MARX.

[Retour à la table des matières](#)

**32.** D'un pays à l'autre, dans des FS de développement comparable, le *système étatique-administratif* présente d'infinies variantes, derrière lesquelles il importe de discerner ce qui caractérise essentiellement l'appareil d'État. Pareille recherche, empirique au premier stade, doit trouver sa validation théorique, dans la cohérence interne des représentations auxquelles elle conduit et dans la cohérence externe et explicite de la typologie des appareils d'État avec les séries représentatives d'autres structures sociales liées aux appareils d'État.

**33.** Le stade empirique de la recherche s'appliquera à un ensemble de domaines définis de façon telle qu'aucune branche des appareils d'État effectivement observables ne puisse échapper à l'examen. Les travaux d'histoire et de sociologie administrative ou politique auxquels cette recherche empruntera ses données aideront à définir ces domaines, souvent bien étudiés :

- l'armée, appareil consubstantiel à l'État, et ses branches spécialisées à des fins de police ;
- l'appareil judiciaire et juridique pour l'examen duquel on fera aussi appel, par anticipation, aux résultats que l'instance idéologique tirera de l'analyse du droit ([voir n° 74](#)),
- l'appareil financier, dont l'étude rendra mieux intelligibles les réseaux I/D et M/C, déjà rencontrés au [n° 23](#) ;
- l'appareil économique, des embryons technico-domaniaux présents dans de très nombreuses sociétés, aux formes les plus développées observables dans les FE étatiques-socialistes ;
- l'appareil des affaires *étrangères*, diplomatiques, coloniales ou autres, qui imposera un recours anticipé aux résultats de l'investigation internationale ([voir n° 206](#)) ;
- l'appareil, enfin, des affaires locales, c'est-à-dire les formes spécialisées par lesquelles l'État maille le territoire qu'il contrôle.

**34.** À ces domaines classiques, l'étude empirique de l'appareil d'État, devra adjoindre, par importation de l'instance idéologique ([voir n° 70](#) sq.), la prise en considération de multiples appareils idéologiques d'État. Elle devra également prêter attention aux replis spécialisés qui se forment dans certaines sociétés pour assurer le contrôle des affaires idéologiques, replis qui constituent une autre branche de l'appareil d'État.

**35.** Pour clore cette étude empirique, l'examen devra porter aussi sur le *noyau* de l'appareil d'État, c'est-à-dire sur le domaine central d'où l'appareil d'État est gouverné et contrôlé.

**36.** Les recherches qui viennent d'être indiquées permettent de présenter, domaine par domaine, des séries d'appareils d'État élémentaires, ordonnés par types. De telles propositions portent nécessairement la marque des données empiriques auxquelles

elles sont assujetties et l'on pourrait appliquer ici une remarque qui, plus vraie encore pour les appareils idéologiques élémentaires, sera présentée à leur propos ([voir n° 74](#)).

Pour passer des types élémentaires d'appareils d'État aux systèmes généraux qu'ils forment, c'est-à-dire pour reconnaître les divers types généraux d'appareils d'État, on fera référence à tout un jeu de corrélations explicites entre les appareils élémentaires et les divers types de FE désormais connus ([voir n° 19](#) sq.).

On désignera par **AE** les appareils d'État. Le contexte indiquera s'il s'agit d'un appareil élémentaire ou d'un type général au sens du n° 36.

Lesdites corrélations ne constituent presque jamais des liens biunivoques, tels que, par exemple, un type de FE soit nécessairement associé à un type d'armée ou d'appareil financier. Mais, pour suivre cet exemple, il est clair que chaque type de FE porte des possibilités repérables ; il autorise ou non l'entretien d'une substantielle armée permanente ; il requiert ou non tel développement du réseau I/D, telle immixtion étatique dans le réseau M/C, etc. De proche en proche, ces références explicites se multiplient et elles déterminent des champs de possibilités qui, non sans souplesse, sont néanmoins bien limités.

Les divers types d'AE qui seront définis de la sorte, ne seront donc pas des systèmes incluant nécessairement un élément donné, extrait de chaque série d'appareils élémentaires. Ils repéreront des *pages de variation* à l'intérieur desquelles sont inscrits des éléments combinables entre eux de diverses façons, mais inaptes à se combiner avec des éléments inscrits en d'autres pages.

**37.** En effet, ni la typologie des AE – ni, on le verra, aucune autre structure sociale propre à la FP ou à la FI – ne peuvent être conçues par l'effet d'une combinatoire d'éléments discrets et premiers, comme l'a été la combinatoire des MP ([voir n° 14](#)). On établira cette propriété et on montrera qu'elle a pour corollaire ce que la tradition marxiste appelle, par une formule souvent interprétée de façon mécaniste et, donc, inexacte, *la détermination en dernière instance par les rapports de production*.

Au-delà des données empiriques qu'elles mettent en œuvre, les typologies comme celles des AE sont finalement assises sur celle des MP et dérivées les unes des autres. Elles se soutiennent les unes les autres dans une représentation du réel social qui tend à expliciter, analytiquement, l'intrication caractéristique du réel lui-même.

**38.** La méthode esquissée au n° 36 conduit à distinguer treize types d'AE répartis en cinq grandes classes. Chacune de ces classes regroupe un nombre variable de types d'AE qui ont en commun certaines propriétés essentielles. La plus importante de celles-ci est retenue pour désigner la classe. D'une classe à l'autre, ces propriétés sont

cumulatives ; ainsi les AE bureaucratiques sont évidemment aussi des AE militaires (c'est-à-dire dotés d'une armée permanente).

**Les grandes catégories d'AE**

Classe 1	– AE embryonnaires
Classe 2	– AE militaires
Classe 3	– AE bureaucratiques
Classe 4	– AE financiers
Classe 5	– AE planificateurs

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 7

---

### L'instance politique (III) : le pouvoir d'État

« *la tonsure du chef rend la fumée au ciel* »  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**39.** L'existence de l'État est indissolublement liée à celle des classes sociales. La FE ne peut, à elle seule, déterminer le système des classes qui fonde l'État (voir n° 27). Des relations sociales que les instances politique et idéologique auront à déceler, concourent de deux façons à sa détermination (voir [n° 55](#) et [n° 90](#)).

D'une façon spéciale, d'abord les hommes que la division sociale du travail spécialise, *loin des MP*, dans les activités spécifiquement politiques et idéologiques et dont le développement social accroît considérablement l'effectif, sont eux-mêmes pris dans des rapports de classes qui tirent le plus souvent leur forme des relations en



vigueur dans la FE, mais qui n'en constituent pas moins des classes distinctes, sinon indépendantes de celles que détermine la FE.

D'une façon générale, ensuite ; toutes les classes de la société, quelles que soient les relations sociales qui les fondent, sont prises dans un faisceau de déterminations politiques et idéologiques dont résultent, notamment, leurs identifications, plus ou moins voilées et déplacées. Ces déterminations politiques et idéologiques interfèrent avec leurs déterminations économiques, pour former leurs dispositions respectives dans la lutte des classes, ouverte ou latente, frontale ou dérivée, etc. ([voir n° 119](#)).

**40.** Ainsi conçu, dans toute sa généralité, le système des classes dont est formée une société donnée, détermine deux besoins dont la satisfaction conditionne la survie de cette société, dans son unité et dans son ordre établi ; un besoin de *domination*, afin que soit imposé, de force, le maintien de l'ordre social existant et du type d'exploitation qui est à son principe ; un besoin d'*hégémonie*, afin que soit acceptée la société telle qu'elle est.

Le type d'exploitation qui est au principe de chaque société est repérable grâce à l'instance économique. On a vu que chaque MP, considéré du point de vue de P et de T, définit activement et passivement un type d'exploitation ([voir n° 15](#)) et que chaque FE est une combinaison de MP sous la prédominance de l'un d'entre eux ([voir n° 24](#)) qui tend à faire prévaloir son propre type d'exploitation dans toute la FE.

Quant à la domination et à l'hégémonie, il convient de les analyser distinctement, malgré leur intime parenté. Ainsi, une claire conception de leur spécificité pourra précéder et enrichir la considération de leurs efficacités souvent conjointes. L'instance politique connaît des problèmes de domination, tandis que les problèmes d'hégémonie ressortissent à l'instance idéologique ; leurs rapports sont l'un des objets de la théorie générale de la société ([voir n° 126 sq.](#)).

**41.** Dans une FS donnée, les classes sociales sont porteuses d'intérêts *antagonistes*. Mais il faut aussi prêter attention, avec Engels, aux intérêts *communs* dont elles sont porteuses, que ces intérêts communs soient réels ou illusoire (voir, par exemple, *l'Anti-Dühring*, 318). L'hégémonie qui s'exerce en liaison avec une domination donnée a précisément pour effet d'enrober et de dévier les intérêts antagonistes et, plus encore, de former et d'enfler les intérêts communs ; ceci relèvera de l'instance idéologique.

Mais la gestion des intérêts communs – réels ou illusoire – dont une FS est le siège, est aussi un aspect de l'exercice d'une domination donnée. Le rapport de domination qu'exprime le pouvoir d'État se manifeste, certes, par la répression des intérêts hostiles à la domination établie, mais il inclut (et subordonne à sa fin première) la gestion des intérêts communs. Celle-ci relève donc de l'instance politique, sauf à

retrouver dans l'instance idéologique les efflorescences dont le bien commun, le pacte social ou le consensus se parent.

**42.** Dans les FS dont la FE est dominée par l'un quelconque des MP pré-capitalistes, l'essence du rapport de domination est le *redoublement* de la propriété par le pouvoir. Marx qui a bien établi cette thèse (voir, par exemple, *le Capital*, VIII, 171-174), y montre également que, dans les FS dont la FE est dominée par un MP capitaliste, la reproduction des rapports d'exploitation ne requiert plus un redoublement direct ; la logique de VE y suffit. Il en résulte un changement d'axe de la domination ; son essence est, désormais, de libérer le pur jeu de VE.

La forme et l'intensité nouvelles des luttes de classes qu'entraîne le développement du capitalisme, les nouvelles expressions politiques et idéologiques que trouvent ces luttes, obligent toutefois à dépasser ce libéralisme de VE, dépassement qui, à son tour, concourt à la maturation de la logique de VD ([voir n° 22](#)) ; la régulation du développement économique et social devient, alors, l'essence de nouvelles formes de domination.

Dans les FS dont la FE est dominée par un MP étatique-socialiste – lesquelles FS demeurent divisées en classes antagonistes – l'essence du rapport de domination tend à se déplacer derechef. La stabilisation des rapports d'exploitation existants et la régulation du développement économique et social s'y combinent et s'y combattent selon des modalités originales.

**43.** Ce qui vient d'être indiqué réduit à sa quintessence la plus abstraite une recherche qui présentera d'autres aspects. Le plus important sera de concevoir, après P. Ph. Rey, les *alliances de classes* qui se nouent au sein de chaque type de FS. Ces alliances constituent autant d'articulations politiques entre les MP où sont enracinées les classes alliées, en quoi elles concourent à la cohérence de la FE, tout en affectant plus ou moins sa dynamique. Néanmoins, leur effet principal est de qualifier la domination politique et de diversifier les *formes de régime* politique sous lesquelles cette domination s'exerce.

En effet, les alliances de classes ne sont pas réductibles à un seul schéma par type de FS ; les limites entre lesquelles elles peuvent se déplacer dépendent, cas par cas, de la nature et de la complexité des FE ainsi que de la plasticité des FP et des FI ([voir n° 53](#) et [n° 87](#)) ; dans ces limites, plusieurs formes de régime peuvent correspondre à un même type de domination.

Les alliances de classes qui sous-tendent – et font varier dans des limites définies – un rapport de domination donné, ne sont pas nécessairement réduites aux seules classes de la FS considérée. L'investigation internationale montrera sous quelles

conditions (et avec quels effets, quant aux rapports de domination considérés) des alliances de classes, de portée internationale, peuvent s'établir.

**44.** Assigner une aire donnée à un rapport de domination donné, suppose que soit explicitée la théorie des aires politiques. Celle-ci établit précisément que le rapport de domination a aussi pour caractéristique de définir l'aire de domination des classes dominantes d'un système de classes donné. En d'autres termes, elle fait apparaître *la double signification spatiale de l'État* ; nœud du système international et gardien d'une aire de domination privilégiée. Elle établit également que, dans l'aire de domination à laquelle s'applique un État donné, le rapport de domination n'est pas homogène en tous points et elle montre les conséquences théoriques et pratiques qui découlent de cette hétérogénéité.

**45.** Au bénéfice des analyses évoquées par les [n°40](#) à [n°43](#), on établira la typologie des rapports de domination. Ses résultats se laissent mal résumer en un tableau simplifié, d'autant qu'ici, plus que jamais, il importe de bien comprendre l'ensemble des déterminations qu'embrasse un type donné de domination, sans se laisser piéger par la dénomination cursive sous laquelle on est bien obligé de désigner ce type.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 8

---

### L'instance politique (IV) : l'État

*« gênent de leurs néants les possibles qui dorment »*  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**46.** Chaque type d'État correspond à un type donné de domination, associé à un AE. Plusieurs types d'AE peuvent se combiner successivement avec une domination donnée, sans que le type d'État en soit affecté. En effet, on verra que la gamme des AE associables à une certaine domination est généralement courte et que, dans cette gamme, le passage d'un type d'AE à l'autre, est surtout l'indice d'une transformation de la forme de régime.

Ainsi, le principal problème est donc de repérer les combinaisons possibles entre les types de domination et les types d'AE. Les recherches conduites jusqu'ici en

fournissent la solution, puisque les AE ont été définis par référence aux FE aptes à les porter ([voir n° 36](#)) et que les dominations sont elles-mêmes l'expression de systèmes de classes sociales à la détermination desquels la FE apporte une contribution décisive ([voir n° 39](#)), de sorte que, par référence aux FE qui les sous-tendent, la compatibilité des AE et des dominations peut être vérifiée.

Tel est du moins le premier moment d'une démarche que des vérifications complémentaires sont venues préciser et enrichir. Vérifications tirées des déterminations nouvelles dont le système des classes s'est enrichi, au-delà de l'instance économique ; tirées aussi des résultats propres à l'instance idéologique et à l'exploration du système international.

47. Le tableau des types d'État ci-après, résume les résultats de cette recherche. Comme les précédents tableaux, il appelle une vigoureuse mise en garde anti-nominaliste ; de brèves dénominations, inaptes à rassembler les déterminations qu'elles devraient résumer, n'ont qu'une valeur allusive à laquelle, seul, un exposé détaillé portera remède, le moment venu.

Tableau sommaire des États	
État 1	– (chefferie)
État 2	– État tributaire
État 3	– Cité I (ou « antique »)
État 4	– État esclavagiste
État 5	– Seigneurie
État 6	– Principauté
État 7	– Cité II (ou « médiévale »)
État 8	– État aristocratique
État 9	– État aristocratique-bourgeois
État 10	– République bourgeoise I
État 11	– République bourgeoise II
État 12	– République paysanne
État 13	– État militaire-nationalitaire
État 14	– État soviétique

48. Un exemple pris dans ce tableau permet de préciser ce qu'est une forme de régime. On observe que les types d'État 10 et 11 sont désignés comme deux formes de *république bourgeoise*. Il s'agit là de deux types bien distincts d'État. Le premier est généralement assis sur une FE 11 ou *capitaliste* ; le second, sur une FE 12 ou 13, *capitaliste monopoliste* ou *étatique-monopoliste* ([voir n° 24](#)). Dans le premier cas,

c'est une forme libérale de domination qui s'exerce ; libérale, c'est-à-dire orientée principalement vers le libre jeu de VE, vers le libre épanouissement du capitalisme industriel et financier. Dans le second cas, la domination est devenue interventionniste, elle repose sur une alliance complexe et tumultueuse de la bourgeoisie et d'autres classes sociales. La France du second XIX<sup>e</sup> siècle et des débuts du XX<sup>e</sup> siècle est un bon exemple du premier cas, tandis que la France actuelle ressortit au second cas (et il n'est évidemment pas possible de justifier ici ces exemples, ni d'analyser le processus par lequel la conversion d'un type à l'autre s'est opérée ; on retrouvera cet exemple et bien d'autres dans le volume où les résultats énoncés ici seront justifiés).

Or chacun de ces deux types d'État – à distinguer comme tels – peut se présenter sous des formes de régime très diverses. Ainsi, par exemple, le Front populaire, le régime de Vichy, le tripartisme d'après la Libération, la IV<sup>e</sup> République anti-communiste et les divers avatars de la V<sup>e</sup> République sont, sinon autant de formes de régimes, du moins les indices de la variabilité dont les formes de régime peuvent faire preuve, dans les limites d'un même type d'État, en l'occurrence la république bourgeoise deuxième façon ; les indices, aussi, des limites relativement souples à l'intérieur desquelles les alliances de classes peuvent se déplacer – et se redéplacer... – sans mettre en cause le type de domination où elles s'inscrivent.

L'étude théorique des formes de régime conduira à une analyse critique – généralement positive – des thèses de Poulantzas ; à une recherche sur *les régimes d'exception, les bonapartismes, les fascismes, les stalinismes*, etc. Pour centrer ces recherches, auxquelles l'époque contemporaine fournit chaque jour de nouveaux objets, un même objectif limitatif leur sera assigné : repérer les conditions *objectives et subjectives*, c'est-à-dire économiques, politiques et idéologiques qui sont requises pour que s'épanouisse ou se résorbe en France et dans les pays analogues, l'une quelconque des formes de régime applicables.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 9

### L'instance politique (V) : la société civile

*« j'ai un peu l'impression de planer dans les airs ; j'ai toujours peur d'être coupé de la réalité effective et de bâtir des châteaux en Espagne »*

GRAMSCI.

[Retour à la table des matières](#)

**49.** Marx a importé de chez Hegel le concept de société civile, mais, tout en le retravaillant, il n'en a guère fait usage, hors ses œuvres de jeunesse. Lénine, un peu, et Gramsci, bien davantage, se sont employés à l'élaborer.

On écrira **SC** pour société civile.

La SC est l'ensemble des pouvoirs organisés dans la société, ensemble considéré par opposition avec l'État. C'est donc, avant tout, selon la logique de l'instance politique, qu'il faut chercher le principe d'intelligibilité de cet ensemble de pouvoirs.

Cependant l'opposition entre la SC et l'État n'est pas concevable comme une séparation rigoureuse, ni comme un antagonisme permanent du pouvoir étatique qui assurerait la domination et de contre-pouvoirs, assis dans la SC et qui combattraient la domination établie. L'État et la SC se compénètrent, se soutiennent et se combattent en une dialectique variable d'une société à l'autre et qui, dans certains cas, autorise la formule de Gramsci où l'État (rebaptisé société politique) et la SC sont présentés, conjointement, comme l'État total, d'où émane une hégémonie cuirassée de coercition. Et ce, d'autant plus que la SC joue un rôle souvent décisif dans l'agencement de l'hégémonie, comme le montrera l'instance idéologique (voir n° 84). Si bien que, fréquemment, Gramsci embrasse dans un même mouvement les éléments et les effets de la SC, qu'ils ressortissent à l'instance politique ou à l'instance idéologique, comme si la SC désignait, en somme, l'ensemble de la superstructure politico-idéologique, dans son opposition dialectique à l'État *stricto sensu*.

Aucun de ces raccourcis n'est arbitraire, ni dénué de sens ; mais, pour plus de clarté, il importe de les ignorer, le temps d'établir distinctement ce que l'instance politique peut montrer de la SC.

**50.** Une part essentielle des pouvoirs sociaux non étatiques se laisse directement et totalement apercevoir dans l'instance politique. Tel est le cas de l'ensemble des associations – organisées ou non en forme de partis – qui expriment, en direction du Parlement ou de tout autre rouage étatique, un quelconque intérêt social. L'existence de tels pouvoirs, même si elle est considérablement développée par le fonctionnement d'un Parlement ou par la liberté d'association, n'est pas liée à de telles conditions.

Une autre partie des pouvoirs qui constituent la société civile est enracinée hors la formation politique. À partir de certains types de FE, les entreprises dans lesquelles s'opère la production ou les organisations directement associées à l'exercice de la production prennent une forme et un poids qui les rendent également présentes dans le fonctionnement politique de la société : ainsi, par exemple, des corporations, des syndicats, des firmes, etc. De même, les institutions qui donnent forme à bon nombre d'appareils idéologiques, contribuent également au jeu politique : des Églises se font *État dans l'État*, des associations aux vocations les plus diverses font, de quelque manière, sentir leur poids politique.

Pour analyser correctement cette prolifération de pouvoirs sociaux, il faut bien voir que l'explicitation institutionnelle desdits pouvoirs n'est qu'un indice de leur existence et non un repère décisif : la société civile est souvent riche de pouvoirs occultes, informels ou inavoués (ces derniers se concevant comme *a-politiques*).



**51.** La SC n'est jamais une collection hasardeuse de micro-pouvoirs épars. La rareté ou la prolifération de ses éléments, leurs degrés d'autonomie, leurs modes de fonctionnement, leurs objets mêmes s'inscrivent, en chaque société, dans des limites précises, au tracé desquelles l'État, la FE et la FI concourent. Cependant, les éléments de la SC demeurent toujours hétérogènes : aucun principe unifiant ne préside à leur genèse, ne guide leur activité ; leur seul dénominateur commun est l'État, à l'emprise duquel ils échappent plus ou moins. Dès lors, ce qu'il importe de saisir, c'est, à la fois, leur diversité et leur commun degré d'autonomie vis-à-vis de l'État, dans une société donnée. L'inventaire indiqué au n° 50 permettra d'observer leur diversité. Quant à leur autonomie, on peut en prendre la mesure en analysant les principaux facteurs qui la régissent.

Ces facteurs, décelables dans chacune des trois instances, peuvent être, de ce fait, regroupés en trois systèmes distincts. Le premier montrera quels degrés de liberté l'agencement de la FE procure à l'activité politique. Le second examinera, du point de vue de l'instance politique, à quelles limitations l'autorité de l'État doit se plier. Le troisième, enfin, décèlera, dans la FI, le système des appareils idéologiques aptes à infléchir l'activité politique. Cette recherche montrera que chacun des trois systèmes prend des formes distinctes, associables à divers états de la FE, de la FP ou de la FI, et que, dans une société donnée, les formes en vigueur, pour ces trois systèmes, interagissent et déterminent un certain équilibre de l'État et de la SC, *un certain rapport État/société civile* qui spécifie la FP dans cette société.

On aura noté que cette ligne d'analyse traite en quelque sorte la SC en creux : elle ne construit pas une représentation de types de SC définis en soi, mais elle dessine, pour une société donnée, l'espace plus ou moins vaste et libre où la SC pourra se déployer. Cette approche n'est pas exclusive d'autres recherches qui tendraient à caractériser, à l'intérieur de cet espace, la logique intime de la SC. On a néanmoins choisi le chemin indiqué, parce qu'il permet de pallier l'insuffisance des études empiriques, aujourd'hui disponibles sur la SC et aussi, parce qu'il permet de résoudre, d'un même mouvement, deux problèmes. L'un est de reconnaître, au moins de l'extérieur, les divers types de SC. L'autre, sur lequel on reviendra au [n° 84](#), est de définir les divers types d'hégémonie ; il apparaîtra, en effet, que les trois systèmes, définis plus haut, jouent un rôle décisif dans la conception de ceux-ci. Ainsi se trouve validée l'intuition de Gramsci ; plus la SC a d'espace où se déployer, plus cet espace est *libre* de contraintes étatiques, plus la société considérée *fonctionne à l'hégémonie*.

**52.** Il n'est pas possible de préciser ce que sont les divers types de SC, sans entrer dans l'examen détaillé de la dialectique complexe qui unit les trois systèmes définis au n° 51. On se contentera donc d'indiquer brièvement les différentes formes que peuvent prendre chacun de ces trois systèmes.

### Tableau sommaire des systèmes

Qui caractérisent la SC  
(et concourent à la détermination des types d'hégémonie)

#### *Système économique*

1. pas de système marchand
2. système marchand simple
3. système industriel marchand
4. système industriel marchand et « industrialisation idéologique (a)
5. système industriel peu marchand et « industrialisation idéologique (a)

#### *Système politique*

1. système politique étatique
2. système politique citoyen
3. système politique démocratique
4. système politique dictatorial

#### *Système idéologique*

1. système embryonnaire ecclésial
2. système ecclésial (avec embryon école/livre)
3. système école/presse
4. système école/médias

**(a)** L'industrialisation idéologique désigne à la fois l'existence d'industries productrices de marchandises idéologiques (films, presse, etc.) et la conversion des entreprises de toute nature, en appareils idéologiques (voir n°74.)

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 10

### L'instance politique (VI) : les formations politiques

*« Finalement, je compris que tous les États actuels sont  
mal gouvernés... »*  
PLATON.

[Retour à la table des matières](#)

**53.** Les divers types de SC ([voir n° 52](#)) ne peuvent s'associer indifféremment à chacun des types d'État ([voir n° 47](#)), mais la façon même dont les types de SC ont été représentés permet d'établir directement les combinaisons convenables.

Chaque type de FP définit, dans ses modalités essentielles, un agencement du réseau des pouvoirs qui s'exercent dans la société. Chaque type établit une compatibilité entre un appareil d'État, la domination de classes qu'il dessert et la société civile qui se forme autour de l'État ainsi agencé. Le rapport entre l'État et la société civile, ainsi défini, est l'une des clés de toute société. Ce rapport exprime à la fois la résultante politique du système des classes, la nature et la capacité de l'État comme pôle politique de la société et la capacité de réponse de la société à son État. C'est

également du rapport entre l'État et la société civile que découle, on le verra, la forme de l'hégémonie à laquelle la société est soumise ([voir n° 84](#)).

**54.** L'étude historique ou sociologique (ou autre) de l'organisation et du fonctionnement politiques d'une société concrète donnée, prise dans une période donnée de son histoire singulière, fait apparaître une grande quantité d'accidents secondaires et de variations plus ou moins superficielles, autour d'un type donné d'État, de société civile et de rapport entre cet État et cette SC. Une partie de ces accidents et variations devient elle-même intelligible comme particularités liées à l'une des formes de régime ([voir n° 48](#)) qui peuvent se manifester dans le type d'État en vigueur.

Mais une autre partie de ces accidents et variations présente, du point de vue de la théorie générale de la FP, un caractère inessentiel. C'est dire qu'il faut tout à la fois savoir les négliger pour bien apercevoir les traits fondamentaux de la FP dans ladite société, et savoir, aussi, les prendre en considération selon des modes d'investigation ajustés à leur échelle, dès lors que, dans un moment conjoncturel donné ou dans une aire micro-sociale donnée, leur importance relative semble devenir considérable.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 11

---

### L'instance politique (VII) : les classes sociales (II)

*« L'hameçon drapeau rouge extirpe la grenouille des  
marais où se tait le martyr du crapaud »*

QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**55.** Une variante simpliste de la théorie marxiste des classes sociales présente les classes enracinées dans la FE comme seules fondamentales. Quand cette variante se combine avec l'une des conceptions les plus erronées du MP (les cas 1 et 2 visés au n° 10), elle peut aboutir à cet ultra-simplisme ; réduire la structure des classes d'une société capitaliste développée aux seuls rapports d'une bourgeoisie et d'un prolétariat enflés jusqu'à emplir tout l'espace social...

On établira que ces variantes simplistes sont erronées. Elles prêtent à la FE le pouvoir exclusif de déterminer des classes *fondamentales* parce que la base écono-

mique est déterminante en dernière instance, alors qu'il n'y a pas de lien nécessaire entre ces deux propositions.

On veillera également à préciser l'acception dans laquelle on utilise des termes dont les valeurs relatives sont parfois fluctuantes ou imprécises dans la tradition marxiste, termes tels que ; classes, couches sociales, fractions de classe, etc. Pareille précision suppose que soient exactement relevées celles des caractéristiques structurelles qui sont ou non prises en compte dans ces divers concepts.

**56.** Dans la FP, comme dans la FE, il existe des classes sociales distinctes et opposées, qui résultent des positions structurelles distinctes et opposées où sont placés les hommes-en-société. Mais la FP comme la FE, sont des représentations du réel social ([voir n° 4](#)) et, selon *l'échelle* de ces représentations, les réalités sociales y sont théoriquement reproduites de façon variable. La conception des classes sociales n'échappe pas à cette règle tout à fait générale.

À très petite échelle, la représentation théorique ne peut mettre en lumière que des caractéristiques et des différenciations tout à fait essentielles. Alors, la FE apparaît comme formée d'une classe de travailleurs et d'une classe de propriétaires (qualifiables diversement selon le type de FE), classes entre lesquelles se laisse apercevoir, de façon surtout négative, un *résidu de classes moyennes*.

À de plus grandes échelles, la représentation théorique s'affine – elle discerne les couches sociales et les fractions de classe dont se composent les classes massives que dessinait la représentation précédente.

C'est en prêtant la plus grande attention à ces effets d'échelle que la théorie des classes sociales déterminables dans la FE ([voir n° 26](#) sq.) a été élaborée et il doit en aller de même pour les classes sociales déterminables dans la FP.

Quelle que soit l'échelle de la représentation, l'existence d'une classe sociale n'est pas fonction de son effectif, mais des clivages structurels que la théorie fait apparaître. Dans certains types de FE, vues à très petite échelle, une bourgeoisie n'en apparaît pas moins distinctement comme telle, quoique son effectif soit encore très modeste. Il en va de même, dans la FP où, avant l'essor quantitatif des AE bureaucratiques (ou plus amples encore), la *population de la FP* demeure très faible.

**57.** Les classes sociales enracinées dans la FP sont soumises à un double jeu de déterminations.

D'une part, elles constituent un système différencié d'agents qui occupent des positions variables dans les appareils d'État, qui tirent leur subsistance de procédures variées (lesquelles ne sont pas toutes la transposition de formes émanées de la FE),

qui exercent des fonctions distinctes, voire opposées, qui sont organisés en institutions diversement hiérarchisées, etc.

D'autre part, elles développent, au service de l'État ou, d'autre manière, au service de la SC, une activité qui est conditionnée par le système général des classes sociales dans la société considérée, système dont, à leur tour, elles sont partie intégrante.

Le simplisme, critiqué [au n° 55](#), tient généralement au fait que seule cette seconde série de déterminations est prise en compte (en omettant d'ailleurs de considérer les classes sociales, enracinées dans la FP, comme partie intégrante et active du système général des classes sociales dans la FS).

À très petite échelle, c'est-à-dire sous sa forme la plus synthétique, la représentation des classes sociales enracinées dans la FP les réduit à deux classes distinctes et relativement opposées (que je désigne en m'inspirant librement de Poulantzas) :

- une classe de *régnants*, détenteurs du pouvoir d'État et du contrôle de l'appareil d'État ;
- une classe de *tenants* qui peuplent l'appareil d'État.

Régnants et tenants présentent des caractéristiques très variables d'une FP ? à l'autre. Il est fréquent que tout ou partie des régnants se confonde avec une fraction d'une classe sociale dominante – ou ayant été dominante – dans la FE.

À plus grande échelle, cette représentation s'enrichit d'une multitude de caractéristiques adventices qui spécifient de multiples couches sociales.

**58.** Sauf exceptions rares et analysables comme telles, *la population de la SC* ne ressortit pas à cette analyse. En effet, elle est essentiellement constituée d'hommes qui sont déjà déterminés dans la FE (ou dans la FI) et qui, à ce titre, s'activent dans la FP. La société civile est très souvent l'ombre portée, dans la FP, par des institutions et des forces inscrites dans la FE ou la FI (voir, pour analogie, le [n° 25](#)).

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 12

### La société (II) : propriété et pouvoir

*« Le socialisme peut servir à enseigner, de façon bien brutale et frappante, le danger de toutes les accumulations de puissance étatique... »*

NIETZSCHE.

[Retour à la table des matières](#)

**59.** L'instance économique rend manifestes les diverses formes de la propriété des moyens de production, dans le développement social. La propriété qu'elle définit de la sorte n'est pas d'ordre juridique, elle constitue un rapport immédiat et pratique qui trouve *ou non* son expression juridique, selon le type de FS considéré.

L'instance politique, de son côté, rend compte du fonctionnement de l'appareil d'État judiciaire et juridique qui, dans certains types de FS, donne une forme juridique aux rapports pratiques de propriété (et étend cette forme à maints domaines autres que les moyens de production). Ce redoublement juridique de la propriété n'est pas



nécessaire à son existence même, mais dès lors qu'il existe, il conforte cette existence. Dans celles des FS où la juridification des rapports sociaux prend une très grande extension, elle peut même créer l'illusion que la propriété est d'essence juridique : c'est le cas, notamment, dans les FS capitalistes.

L'instance idéologique, enfin, rendra compte des conditions dans lesquelles se constitue un champ juridique, dans la société, et des effets qui en résultent soit dans ce *champ d'idées*, soit par exportation de ce champ vers d'autres. Mais elle rendra compte également de ceci : sous des conditions bien définissables, divers types de FS ne connaissent pas – ou guère – de juridification des rapports sociaux : dans leur cas, le redoublement de la propriété pratique (sa rationalisation, dirait Weber) s'opère par l'effet d'autres champs idéologiques et avec d'autres conséquences dans la FP : ainsi, il est des sociétés où une sacralisation religieuse de la propriété supplée à sa juridification.

L'essence de la propriété, c'est ce qu'en montre l'instance économique : la capacité de disposer pratiquement de moyens de production donnés. Ci-après, on ne retiendra d'elle que cette essence, abstraction faite de ses connotations politico-idéologiques.

**60.** Le pouvoir désigne un type de relation sociale qu'il faut essentiellement distinguer de la propriété, afin de rendre intelligible leur dialectique.

Dans son essence, le pouvoir est la capacité de disposer pratiquement d'un appareil social et, par son entremise, de conduire ou de contraindre l'activité des hommes en société. Un appareil social est un système organisé d'hommes et de moyens matériels, que ce système soit ou non institutionnalisé.

Il existe des appareils sociaux qui, par leur vocation assignée et par leur activité pratique, sont principalement concevables dans l'instance économique (les firmes, les groupes, etc.) ou dans l'instance politique (les appareils d'État) ou dans l'instance idéologique (les appareils idéologiques), mais tous sont le siège de pouvoirs qui s'exercent tant en leur sein qu'à destination du reste de la société. Pour chaque type de FS, l'instance politique rend compte du jeu de ces pouvoirs, du réseau qu'ils forment et de leur polarisation par l'État ([voir n° 51](#) et [n° 53](#)).

Mais, comme la propriété, le pouvoir est une relation sociale dont une instance singulière n'épuise pas la substance. On verra, par l'instance idéologique, comment le pouvoir se double d'hégémonie ([voir fiche n° 18](#)).

On a vu que l'instance économique ne produisait apparemment aucun repère en termes de pouvoir et que la propriété semblait suffire aux besoins de cette instance : mais il faut y regarder de plus près, en se limitant, pour simplifier, au seul pouvoir d'État.

**61.** Dans certains types de FS, la propriété et le pouvoir sont des relations parfaitement identiques et, donc, confondues. En laissant de côté le cas des sociétés pré-étatiques, plus ou moins primitives, sur lesquelles l'ethnologie ne jette encore que des lumières imprécises à cet égard, on peut considérer que tel est le cas, à la limite, dans les micro-sociétés du haut Moyen Âge occidental, où la propriété servagiste du domaine et le pouvoir seigneurial sur ce domaine, sont confondus en une même main. Mais précisément, il s'agit là d'un cas limite, né de la dégénérescence de l'État. Les propriétaires s'approprient ceux des attributs et des pouvoirs de l'État précédent qui demeurent à leur portée.

En règle tout à fait générale, la propriété et le pouvoir sont des relations distinctes et contradictoires : le pouvoir (d'État) soutient, enveloppe et contient la propriété. Il la soutient : c'est là le ressort premier du *redoublement* qui fonde la relation de domination étatique ([voir n° 42](#)). Mais ce faisant, il enveloppe et contient la propriété : il la *normalise* en lui donnant forme juridique : il réprime les empiètements de propriété dont les propriétaires se rendent réciproquement responsables : par l'effet des luttes de classes qui imposent des normes limitatives à l'exercice absolu des droits de propriété, il en vient à limiter ses capacités pratiques.

En d'autres termes, la contradiction entre la propriété et le pouvoir se noue de la sorte :

- d'une part, la propriété fonde des rapports de production qui contribuent décisivement (mais non exclusivement : [voir n° 55](#)) à la détermination du système des classes lequel, à son tour, fonde le pouvoir d'État, donc la propriété fonde le pouvoir qui la soutient ;
- d'autre part, le pouvoir émané du système des classes doit en gérer les luttes, ce qui le porte à sacrifier certaines prérogatives de la propriété, s'il n'est pas d'autre moyen de maintenir, pour l'essentiel, le système de propriété établi : donc le pouvoir canalise et corrode la propriété.

**62.** Cette contradiction rebondit dans les FS où le pouvoir d'État devient substantiellement ou totalement propriétaire des moyens de production. Les types de MP et les types de FE auxquels ce renversement conduit, ont été examinés dans l'instance économique ([voir n° 18](#) et [n° 24](#)). Mais il faut y revenir, car les instances économique et politique, conduites séparément, risquent de laisser échapper l'essentiel de ces phénomènes où la différence entre l'économique et la politique tend à s'abolir. Et pour y revenir de façon tout à fait éclairante, il faut s'arrêter au cas le plus proche de la limite où l'État devient le propriétaire quasi exclusif des moyens de production (FE de type étatique-socialiste et État de type soviétique).

Dans sa forme la plus nette, cette fusion de la propriété et du pouvoir est nécessairement une absorption de la propriété dans le pouvoir, car le pouvoir est une relation sociale plus vaste, plus riche, articulant beaucoup plus d'aspects de l'activité sociale que ne peut le faire la propriété. Déjà le pouvoir enveloppait la propriété, ici, il l'inclut. Les conséquences inévitables en sont :

- un renforcement énorme *du pouvoir du pouvoir*, de sa capacité, de son poids sur la société ;
- la formation sournoise de comportements de semi-proprétaires chez ceux qui, parce qu'ils représentent l'État propriétaire, se trouvent de la sorte placés dans une certaine *capacité pratique et immédiate* vis-à-vis des moyens de production ([voir n° 59](#)).

En termes empruntés au vocabulaire politique banal, cela donne nécessairement une base objective à un totalitarisme bureaucratique, et à de multiples délits contre la propriété socialiste. Il faut un improbable miracle dans la sélection sociale des dirigeants pour échapper à la première conséquence et la seconde appelle nécessairement de périodiques campagnes d'endoctrinement et de purge.

**63.** Ancrées dans cette nouvelle contradiction, les sociétés dites socialistes (c'est-à-dire les sociétés à FE de type étatique-socialiste et à État de type soviétique) cherchent à la dépasser dans les directions suivantes :

- par des adaptations de la forme de régime ([voir n° 48](#)) : équilibrage relatif des grands appareils d'État, « parlementarisation virtuelle » du Comité central du Parti (Gramsci), direction collégiale, etc. ;
- par une modeste construction de contre-pouvoirs et de semi-proprétés à l'échelon des collectifs concrets du travail (des firmes) : c'est la variante yougoslave, modérément autogestionnaire ; elle a néanmoins quelques vertus positives, parce que, par le biais des collectivités locales associées à la propriété des firmes, elle fait aussi jouer, indirectement, les rapports de nationalité et pas seulement les rapports de classes, dans la texture de la FE ;
- par une fusion locale des organes de pouvoir et des organes de propriété (les communes chinoises), jointe à un dosage original des campagnes d'endoctrinement et des purges.

On montrera qu'aucune de ces solutions, ni de leurs diverses variantes, ne surmonte de façon satisfaisante la nouvelle contradiction propriété-pouvoir, encore que, d'une expérience à l'autre, d'importantes différences actuelles et potentielles soient d'ores et déjà à noter.

Surmonter de façon satisfaisante la contradiction propriété-pouvoir est l'une des questions les plus décisives de la construction du socialisme – et, tout aussi bien : de la transition au socialisme et de la stratégie visant à amorcer cette transition. On aura donc à y revenir à plusieurs reprises, sous divers angles.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 13

### L'instance idéologique (I) : sa problématique

*« ... nous sommes ici . pour commencer à éclaircir le continent balafre usé sanglant fonctionnant l'échelle des corps dans le courant comment forcer la tête à le laisser être à prendre conscience de tous les claviers qui la modulent objectivement quel orgue à démonter à refaire quel boulot les nœuds les boulons les dépôts les jointures les pattes antiques le cu féodal le thorax bourgeois et puis la lutte... »*

SOLLERS.

[Retour à la table des matières](#)

**64.** Marx a découvert l'idéologie, comme Freud a découvert l'inconscient il en a décelé maints symptômes, il a pratiqué une méthode qui la révèle (*la critique*), mais il n'en a pas produit la théorie – pas plus que Freud n'a produit la théorie de l'inconscient.

La *critique* de Marx s'est exercée, tous azimuts, de la philosophie du droit de Hegel à l'économie politique et aux thèses et discours politiques, tel le programme de

Gotha. Toujours, elle a établi que les idées que les hommes se font de leur action et *du monde*, ne sont ni le moteur unique ou premier de leurs actes, ni la représentation fidèle et vraie de ce qu'ils sont et font.

Marx a donné, surtout dans ses œuvres de jeunesse, une conception qui assimile l'idéologie à l'illusion et à l'erreur et en fait la source de l'aliénation. Sans jamais se départir de cette première conception – dont on montrera qu'elle n'est pas pertinente – il en a formulé, par la suite, une seconde qui est relative aux conditions sociales de formation de l'idéologie, conception qui, chez Engels plus que chez Marx, s'est vulgarisée comme théorie du reflet.

Dans les divers courants marxistes, la conception de l'idéologie a connu des malheurs divers. La révélation, en URSS et ailleurs, du fonctionnement idéologique du marxisme et le déplacement opéré par la *révolution culturelle* chinoise, ont néanmoins permis à cette conception de mûrir, notamment chez Gramsci et Althusser. Cependant, malgré sa grande dette envers cette tradition marxiste, la théorie de l'idéologie qui va être proposée présente quelques innovations : la *critique* dira s'il est bon de les retenir.

**65.** La conception de l'idéologie oblige à revenir sur la coupure H/S ([voir n° 1](#)). Peut-on rendre l'idéologie intelligible, sans se préoccuper de ce qui se passe dans l'ordre H, c'est-à-dire *dans la tête et dans le corps* de chaque homme ? On montrera que cette question appelle une réponse tout à fait affirmative.

En chaque homme s'opère une activité qui est vécue sur le mode du « je pense que... » et que les sciences de l'ordre H s'emploient à rendre intelligible. Mais, qu'elles attaquent le problème par l'étude de l'activité corticale, sensorielle ou manuelle, par l'analyse de la psyché, par l'observation des comportements ou par des délices imaginaires de l'introspection, elles n'ont encore produit que des résultats lacunaires, non cohérents et faiblement théorisés. À supposer qu'elle doive être fondée sur une connaissance claire de la réalité humaine, l'intelligence de l'idéologie nous demeurerait donc interdite.

Pourtant l'expérience immédiate de la vie sociale suggère une autre hypothèse : comme les hommes sont entraînés, en masses, par les mêmes courants idéologiques, on est fondé à rechercher, dans l'ordre S, c'est-à-dire dans l'interaction des hommes, ce qu'est l'idéologie. Et ceci d'autant plus qu'il n'est pas besoin de connaître les hommes *de l'intérieur*, ni de préjuger des résultats acquis ou à venir des sciences de l'ordre H, pour disposer des données élémentaires, sans lesquelles, en effet, l'idéologie serait inintelligible.

Ces données élémentaires constituent le *toujours-déjà-donné de toute société*. Dire que l'espèce animale humaine vit en collectivité, dire qu'elle est formée d'individus distincts, dotés chacun d'un certain appareillage cortical, sensoriel et manuel,

dire que chacun de ces individus est relié aux autres et *au monde* – mais aussi séparé des autres et du monde – par une sorte de filtre symbolique, dire que cette espèce est faite d'animaux qui parlent, qui pensent, qui symbolisent, dire que chacun des membres de cette espèce porte en soi une référence inconsciente à la *loi* sociale qu'il a dû *intérioriser* dans le processus même qui l'a relié, par le langage, à la collectivité des autres hommes, c'est dire très exactement ceci : il existe une société.

Naturellement, les références qui viennent d'être faites aux principales caractéristiques constitutives des hommes-en-société, ont été formulées en des termes inspirés par l'état actuel des sciences de l'ordre H et, à ce titre, elles sont sujettes à révision. En des vocabulaires plus anciens, on savait déjà que l'homme est un animal politique, d'une espèce langagière, etc., en de nouvelles formulations, on saura sans doute à l'avenir, dire mieux et plus précisément ce qu'il en est. N'importe : dans l'activité sociale repérable par l'instance idéologique, on part de ceci qui n'a pas à être établi, ni à être compris, que les hommes parlent, pensent, etc.

D'ailleurs, en maintenant fermement la distinction entre H et S, comme ordres distincts du réel, on a de bonnes chances de faire progresser la connaissance des deux côtés. Si l'on sait clairement et distinctement comment l'idéologie est produite et opère, dans la société, la conception de la pensée et de l'inconscient ne peut qu'y gagner. Et réciproquement. Malgré les imprécisions multiples dont il fait preuve, le champ de curiosités qui s'est ouvert *entre Marx et Freud* atteste la fécondité de recherches fondamentales envisageant tout à fait distinctement l'ordre S ou l'ordre H.

**66.** La conception de l'idéologie oblige également à revenir sur le rapport entre le réel et sa représentation ([voir n° 3](#)).

Se représenter le réel – *le penser* – est une façon d'être et une activité individuelles. Mais c'est aussi et d'autre manière, une activité sociale : les arts, les lettres, les sciences, les religions, les philosophies et bien d'autres choses encore, en sont à la fois l'indice et le résultat. La coupure H/S conduit à considérer la représentation du réel dans ses seules manifestations sociales. Sous cet angle, il convient de ne jamais perdre de vue ceci : entre le réel, de quelque ordre qu'il soit, et sa représentation, quelle qu'en soit la forme sociale, il existe un jeu complexe de relations prodigieusement intriquées.

Relation *d'appartenance* : l'activité sociale de représentation du réel fait elle-même partie du réel social, tandis qu'à l'inverse, le réel n'est absorbé dans la représentation que dans l'imaginaire des solipsistes.

Relation *d'appropriation* : selon des formes très diverses, l'activité sociale de représentation du réel permet aux hommes d'appréhender leur monde, de s'y reconnaître, de s'employer à le transformer, de se transformer eux-mêmes en s'employant de la sorte, etc.

Relation de *connaissance* : les sciences qui s'emploient à *découvrir les lois* (ou à déceler les structures ou à dire le sens, etc.) de quelque élément, secteur ou champ du réel, n'échappent pas à la règle générale : elles produisent elles aussi des représentations du réel, même si ce sont des représentations régies par des procédures exigeantes et soumises à des vérifications réglées. Les règles sociales qui normalisent ces procédures et ces vérifications, c'est-à-dire qui constituent les méthodes scientifiques, ressortissent elles-mêmes à la relation d'appartenance et à la relation d'appropriation. D'où il résulte que le seul critère d'une science ou d'une théorie, c'est la pratique : la réponse du réel à la représentation ne s'entend que dans la pratique.

**67.** Au bénéfice des remarques précédentes, on définira l'instance idéologique comme l'analyse de l'ensemble des pratiques par lesquelles et des structures dans lesquelles les hommes-en-société se représentent le monde où ils vivent.

Cette définition inclut tout l'espace social de la représentation, tout ce que les hommes en société peuvent penser. Elle correspond donc à la plus extensive des trois acceptions auxquelles on peut réduire les significations couramment mais imprécisément attachées au mot idéologique :

1. On désigne comme idéologique toute la partie de la superstructure sociale qui n'est pas politique et comme idéologie tout ce qui s'y passe.
2. On désigne comme idéologies des systèmes d'idées quel qu'en soit l'objet ou le degré (il y aura de la sorte une « idéologie chrétienne » incluse dans « l'idéologie religieuse », etc.).
3. On désigne comme idéologie les systèmes d'idées que l'on juge fausses ou artificielles ou intéressées et dont on croit déceler l'existence chez quelque agent social.

Convention d'écriture : on distinguera ces trois acceptions, respectivement, par

**I 1**                      **I 2**      **et**      **I 3**

L'instance idéologique doit rendre compte de l'ensemble I 1 et, à ce titre, elle doit rendre intelligibles les systèmes et sous-systèmes de type I 2 et les critiques et invectives de type I 3.



**68.** Le privilège couramment accordé aux acceptions de type I 2 – même dans la pensée savante, ou marxiste, ou les deux – entraîne deux conséquences néfastes :

- il conduit à rechercher d'impossibles frontières entre les divers I 2 et à établir d'impossibles filiations entre eux ou vers d'autres éléments de la pratique et de la structure sociales : la théorie du reflet, impossible tentative pour établir des liens nécessaires entre les cathédrales gothiques et le servage (termes pris métaphoriquement, on s'en doute), est le fruit amer de cette démission : l'inaptitude à concevoir l'idéologie d'abord comme un phénomène social total :
- il incite à réduire l'idéologie à certains domaines, arbitrairement sélectionnés, de la pratique sociale : la parole, l'écrit, l'image, etc. y trouveront place : mais souvent seront omis les mœurs, les manières, les savoir-faire, les savoir-dire, les rituels, les gestuelles, etc. tous domaines dont pourtant l'ethnologie, l'anthropologie et la sémiologie, nous ont appris à discerner la charge idéologique.

Si bien que l'instance idéologique ne s'enfermera pas dans les domaines nobles de la parole et de l'écrit, mais visera l'ensemble des domaines sociaux où, de façon claire et consciente comme de façon traditionnelle et inconsciente, les hommes-en-société parlent et agissent l'idéologie.

Cet ensemble énorme de paroles, d'œuvres, d'actes, de gestes, etc., en quoi consiste l'idéologie, au sens I 1, sera désigné sous le nom de discours social. Mais il est essentiel de ne jamais oublier que ce discours est agi autant que parlé.

**69.** Pour bien ordonner l'instance idéologique, il est d'ailleurs opportun de commencer par se rendre sourd au discours social. Cette surdité méthodologique permettra de concentrer d'abord toute l'attention sur les structures sociales qui portent et colportent ce discours. Par ce moyen, l'investigation pourra débiter par l'étude de ce que Gramsci appelle *l'infrastructure matérielle de l'idéologie*, c'est-à-dire, essentiellement mais non exclusivement, par l'étude des *appareils idéologiques*.

Cette base établie, l'analyse du discours social et des champs idéologiques dans lesquels il fleurit, pourra à son tour être menée à bien.

En possession de ces deux séries de résultats, on pourra aborder ce qui – comme le pouvoir dans l'instance politique – apparaîtra décisif dans l'instance idéologique, à savoir : *l'hégémonie*.

Alors seulement pourra être précisée la conception de la FI et des divers types qui la caractérisent dans le développement social.

Pour mémoire : les indications données au [n° 37](#) sur les liens de dépendance qui unissent la conception de la FP à celle de la FE pourraient être reprises, ici, *mutatis mutandis*. En effet, il apparaîtra que l'hégémonie est, comme la domination (sa cousine dialectique), un transformé de l'exploitation (économique).

Mais toute la différence entre cette conception et la théorie mécaniste du reflet tient à ceci : l'ensemble du système des classes sociales (qui n'est pas déterminé par la seule FE) est la médiation par laquelle s'opère chacune de ces transformations et, par chacune d'elles, il se crée « à l'étage au-dessus » une zone d'autonomie relative à l'égard des déterminations « venues des étages inférieurs ». Encore faut-il prendre ces métaphores avec une extrême prudence : la topologie de la FS est beaucoup plus complexe que celle d'une maison à étages...

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 14

### L'instance idéologique (II) : les appareils idéologiques

*« et par jeux de concepts incliner cette foule de bêtes au  
réseau des classifications »*

QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**70.** Tous les hommes participent à la production et à la reproduction du discours social (ou idéologie, au sens I 1 – [voir n° 67](#)). Mais une partie seulement d'entre eux est spécialisée, par la division sociale du travail, dans quelque branche particulière de cette activité : ceux-là constituent les appareils idéologiques.

On désignera par **AI** les appareils idéologiques. Le contexte indiquera s'il s'agit d'un appareil élémentaire ou d'un type général, au sens du [n° 75](#).

Les AI sont généralement institutionnalisés ou, plus exactement, ils sont pris dans des institutions avec lesquelles il serait tout à fait inexact de les confondre. Ainsi, l'AI scolaire ne peut être confondu ni avec certains rouages de l'Éducation nationale (les lycées, les universités, etc.) ni même avec l'ensemble de ce qui ressortit au ministère de ce nom. En outre, les institutions peuvent occulter l'existence des AI. Au niveau d'analyse où il devient souhaitable de dépister, par exemple, un AI philosophique ou un AI historique (historiographique), il devient nécessaire d'opérer des découpages dans les institutions existantes et de transgresser leurs frontières. Ainsi, l'AI historique pourra être repéré dans l'école, la presse, la radio-télé, le CNRS, etc.

C'est qu'en réalité – c'est-à-dire dans l'intrication du réel social – les AI n'existent pas comme tels. Tout comme les MP sont inextricablement enchevêtrés dans le concret de la FE, les AI sont irrémédiablement mêlés dans le concret de la FI. Les uns et les autres sont des concepts théoriques, construits pour rendre intelligible un réel confus et qui peuvent être conçus à *différentes échelles* (voir également les [n° 17](#) et [n° 56](#)).

**71.** Contrairement à Althusser, on s'interdira de poser *a priori* que tous les AI sont toujours des AIE, c'est-à-dire des appareils idéologiques d'État. On montrera que l'argument qu'il tire de Gramsci, à cet égard, résulte d'une contraction (ou d'un aplatissement) de la représentation de la FS, à laquelle Gramsci procède parfois, contraction qui aboutit à rendre indiscernables la FI ? et la FI, alors qu'au contraire, il est indispensable de produire des représentations claires et distinctes de ces deux formations, pour rendre *ensuite* intelligible leur très complexe et très intime dialectique.

**72.** Pour conduire à des résultats significatifs – c'est-à-dire intégrables dans une conception de la FI tout entière – l'étude des AI doit satisfaire à trois conditions :

- ne laisser échapper aucun des agents sociaux qui participent à la (re)production du discours social ;
- donner de chacune des catégories entre lesquelles ces agents sont analytiquement répartis, une typologie correcte ;
- rendre concevable le système général que forme l'ensemble des AI (et des autres éléments) ainsi analysés.

On reprendra ci-après chacune de ces trois conditions.

73. La première condition oblige à revenir sur la situation des hommes ordinaires, c'est-à-dire non spécialisés dans quelque AI et à constater ceci : le discours social ne s'adresse jamais à des individus isolés.

Les hommes-en-société ne vivent pas isolément leur rapport à l'idéologie qui circule dans leur société. Ils sont toujours pris dans des formes de convivance, variables selon leur âge, leur statut familial, leur métier, leur habitat, etc. Ces formes de convivance ne sont nullement arbitraires et ne dépendent que très marginalement d'initiatives individuelles : elles sont déterminées par l'agencement social en vigueur, c'est-à-dire par les modes de production, par les structures politico-administratives, etc., c'est-à-dire encore par des dispositifs repérables selon les types de FS.

Dans une société donnée, ces formes de convivance disposent les hommes en *réseaux idéologiques* plus ou moins interconnectés, réseaux qui, pour ce qui est de la circulation du discours social, constituent une trame de l'espace social.

L'étude des divers types de réseaux idéologiques, associables aux divers types de FS, mettra en œuvre des données déjà élaborées dans l'étude des aires économiques et politiques (voir [n° 20](#) et [n° 44](#)) ou dans celle *des travailleurs collectifs* (voir [n° 22](#)) ainsi que des données nouvelles relatives aux vecteurs matériels – ou *médias* – qui permettent la circulation de l'idéologie, de la plus ancienne tradition orale à la plus récente transmission télévisuelle.

74. Prises ensemble, la première et la seconde des conditions posées au [n° 72](#), conduisent à une recherche extrêmement délicate. Il s'agit en effet de n'omettre aucune activité sociale chargée d'idéologie (fût-ce le sport ou la médecine... ) et d'ordonner cet ensemble énorme et disparate, en catégories assez peu nombreuses pour que leur étude puisse demeurer maîtrisable : mais aussi en catégories suffisamment homogènes pour que leur typologie – au fil du développement social – puisse au moins être esquissée.

Le mépris dans lequel une tradition idéaliste tient ces recherches fait en outre que les matériaux disponibles sont rares. Que d'histoires des religions, mais que de lacunes dans l'étude de l'infrastructure matérielle des églises ! Que d'histoires des idées, et qui planent dans un espace imaginaire où des essences s'accouplent ou s'affrontent, sans que leur substance fasse souci à quiconque ! C'est donc en avançant sur un terrain souvent en friche, que l'on proposera une classification générale et que l'on esquissera des typologies détaillées. Comme cette partie de la recherche sera plus vulnérable que toute autre, on prendra la précaution de la rendre très « modulaire », de telle sorte que la mise au rebut des « modules » insatisfaisants ne risque pas d'entraîner une déchirure générale de la trame conceptuelle de la recherche.

La recherche ainsi ordonnée s'appliquera aux catégories suivantes :

- appareils des églises,
- appareils scolaires,
- appareils dits de l'édition (des copistes à la presse),
- appareils des arts et loisirs,
- appareils des sciences,
- appareils d'assistance (y compris médicale),
- appareils des associations (y compris l'examen du fonctionnement idéologique des partis, syndicats, etc.).

Cette recherche entraînera également un nouvel examen des appareils juridiques et plus généralement, une étude du fonctionnement idéologique des divers éléments de l'AE. Elle se traduira aussi par une étude du fonctionnement idéologique des firmes, capitalistes ou non, notamment de celles qui ont pour objet la production de marchandises idéologiques. Elle se traduira, encore, par l'étude des *quasi-appareils* qui se dessinent, de façon souvent très souple, entre les réseaux primaires et les AI spécialisés (*en bas* de la FS – conteurs, rebouteux, etc., *en haut* de la FS : salons, cours, etc.). Elle portera, enfin, sur le fonctionnement idéologique des familles.

Dans toute cette recherche un vaste ensemble de données socio-historiques sera mis en œuvre.

75. La troisième condition posée au [n° 72](#) conduit à définir les règles selon lesquelles les divers types d'appareils et de quasi-appareils peuvent se composer en systèmes généraux. Ces règles font référence à des données déjà établies par les instances économique et politique, ou à des connexions (nécessaires ou possibles) dont la nature aura été mise en lumière lors de l'établissement de la typologie des diverses catégories visées au [n° 74](#). Elles permettent de distinguer dix types d'AI, à l'instar des AE sont définis comme des *plages de variation* ([voir n° 36](#)) et qui peuvent être rangés en quatre classes.

#### Les grandes catégories d'AI

Classe 1	– AI embryonnaires
Classe 2	– AI religieux
Classe 3	– AI scolaires
Classe 4	– AI « gouvernés »

Les termes par lesquels ces classes sont désignées pourront surprendre. Le fait est qu'en cette matière peu étudiée, aucune tradition n'est venu créer une accoutumance. Mais l'essentiel sera de prêter attention à ce qui se laisse tant bien que mal désigner par ces mots et que seule une présentation détaillée pourra rendre perceptible.

**76.** Les divers types d'AI entretiennent avec la population des réseaux idéologiques ([voir n° 73](#)) des rapports qui ne se réduisent jamais à l'accouplement d'AI actifs et de réseaux passifs. Entre AI et réseaux, la dialectique se réduit à deux moments principaux : les effets d'habitus et les effets de publics.

On montrera que la théorie de l'habitus, selon Bourdieu, rend fort bien compte de l'éducation idéologique des hommes dans la vie sociale (à condition toutefois d'opérer dans cette théorie une nette coupure H/S). La structuration des hommes par la famille, l'école, l'Église, l'armée, le parti, etc. – c'est-à-dire l'établissement de leurs compétences, de leurs croyances, savoirs et préjugés – apparaît de la sorte comme l'effet dynamique et durable de la dialectique AI/réseaux. De là vient que, jamais, les hommes n'entretiennent un rapport naïf avec le discours social. Ils sont socialement disposés non à l'entendre, mais à le trier...

On montrera également que les divers types d'AI entretiennent des rapports très différents avec leurs publics respectifs, selon qu'il s'agit de publics d'appartenance (les chrétiens du Moyen Âge occidental), de publics de clientèle (« on va au cinéma, ce soir ? ») ou de publics d'adhésion (« je suis gaulliste, moi, monsieur ! »). Les publics d'appartenance sont contraints à recevoir tel élément du discours social, émané de tel appareil, par le seul fait de vivre en telle société. Les publics de clientèle entrent dans un rapport marchand avec un appareil idéologique donné. Quant aux publics d'adhésion, ils illustrent mieux que les autres la portée des habitus culturels, tout en formant aussi, parfois, un terrain d'élection pour l'étude des novations dans le discours social ([voir n° 89](#)).

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 15

### L'instance idéologique (III) : le discours social et l'hégémonie

*« En somme, rien de plus culturel que l'atmosphère, rien de plus idéologique que le temps qu'il fait. »*

BARTHES.

[Retour à la table des matières](#)

77. La surdité methodologique au discours social peut désormais cesser ([voir né 69](#)). Mais aussitôt, quel brouhaha ! Même les plus primitives des sociétés dont Lévi-Strauss et d'autres décryptent le discours magico-mythique sont fort bavardes, quant aux sociétés contemporaines... Si bien qu'il importe de préciser derechef ce qui est visé, afin de ne pas s'égarer dans le dédale des recherches, spécialisées et souvent pertinentes, qui ne peuvent contribuer que très indirectement à l'élaboration d'une théorie de la société et d'une stratégie socialiste.



La théorie de la société vise à rendre intelligibles l'agencement et la dynamique des structures sociales. Elle se sépare donc de celles des réflexions politiques, sociologiques, historiques, économiques, etc., qui portent principalement sur les conjonctions momentanées et sur les mouvements browniens dont le discours social est le siège. Elle prête plus attention à la *géologie* du discours social qu'à sa *météorologie*. Seules les conjonctures de *crise hégémonique* ([voir n° 84](#)) lui importent vraiment, en tant que conjonctures. Mais le chemin qui, par-delà les péripéties conjoncturelles, conduit aux structures du discours social, n'est pas facile à tracer. Faut-il prêter une attention prioritaire aux *langages* dans lesquels il est proféré ou aux *codes* dont il peut être chargé ? Faut-il se tourner vers les *champs* spécialisés entre lesquels ce discours semble se fragmenter ? Ces voies et bien d'autres valent un détour : leur discussion permettra de centrer définitivement la recherche.

**78.** Le statut de la langue (du langage « naturel ») a fait couler beaucoup d'encre marxiste. On montrera que ce débat byzantin se rapporte à un faux problème: *le langage n'est ni de la base, ni de la superstructure*, il est consubstantiel à toute société ([voir n° 65](#)).

On attachera d'autre part un grand prix aux recherches sémiologiques qui ont révélé dans maintes pratiques sociales – et qui pourraient révéler dans toute pratique sociale – la présence active, et souvent inconsciente, de sous-systèmes symboliques « structurés comme le langage » et porteurs de codes décriptables, sous-systèmes qui, généralement, communiquent de quelque manière avec le langage « naturel » (généralement, mais pas toujours : il est, par exemple, de purs systèmes gestuels). Néanmoins, on veillera à ne retenir de ces recherches que ce qui échappe à la tentation du formalisme pur (et vide) et à la transgression naïve de la frontière H/S. Ce qu'on en retiendra contribuera directement à établir *le fonctionnement de la loi dans le discours social* commun ([voir n° 65](#) et [n° 80](#)).

**79.** L'étude des *domaines, disciplines* et *branches* où sont produits des discours idéologiques spécialisés conduit à présenter deux nouveaux concepts : celui des *champs* idéologiques et celui du *discours social commun*.

La lourde tradition idéaliste qui présente l'Art, la Religion, la Science, etc., comme des entités bien distinctes, dotées d'une essence et d'une existence propres, est à critiquer. Encore faut-il conduire cette critique jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à concevoir ce que signifie exactement l'aphorisme de Marx : « l'idéologie n'a pas d'histoire ». Cet important détour accompli, il apparaîtra que les domaines spécialisés et changeants que constituent les arts, les religions, les sciences, etc. sont le produit des stratégies contradictoires des appareils idéologiques : ce sont des *champs* idéologiques, des champs de force tendus entre les appareils qui les polarisent.

De tout AI émane un discours singulier qui tendrait à occuper tout l'espace social, n'était l'activité des autres AI et des réseaux idéologiques ([voir n° 73](#)). C'est dans cet enchevêtrement d'émissions contradictoires, encore compliqué par les effets d'habitus et par les effets de publics ([voir n° 76](#)), que se forme et se déforme un système de champs idéologiques, c'est-à-dire une gamme de domaines aux relations et aux frontières mouvantes.

Tel est, du moins, le premier aspect de la détermination des champs, laquelle s'enrichit par des effets secondaires dont les deux principaux sont :

- les stratégies adaptives de ceux des AI qui, dès leur formation ou à un stade ultérieur de leur histoire, tendent d'eux-mêmes à spécialiser le champ qu'ils visent (ainsi d'une École qui se veut laïque, d'une Église qui s'abstrait de ses anciennes visées séculières, d'un art qui se veut « art pour l'art », etc.) ;
- les effets en retour du réel que tel AI vise à représenter (ainsi les pratiques scientifiques trouvent dans une définition, sans cesse reprise, de leur objet, leur point d'ancrage).

Guidé par ces analyses, on montrera par divers exemples, dont certains d'un intérêt politique direct (les stratégies des partis, par exemple), comment opère le système des champs idéologiques. La nature des *intérêts sociaux*, des *mouvements sociaux*, des *forces politiques*, des *forces idéologiques*, s'en trouvera précisée.

Cette recherche sur les champs idéologiques permettra d'établir quel est, dans chaque type *d'infrastructure matérielle de la FI* ([voir n° 69](#)) le ou les champs dominants, c'est-à-dire celui ou ceux dont les discours singuliers tendent à *donner forme* à l'ensemble du discours social. La pensée mythique, l'omniprésence de la religion médiévale (en Occident) sont des exemples de ces formes. Dans le discours social contemporain on verra comment la « scientification-technicisation » se mêle à la « juridification-politisation », etc.

**80.** Mais cette recherche permettra surtout d'établir ceci : aucun discours social singulier ne peut être inscrit dans un champ clos, aucun ne peut être abrité d'une *contagion générale*.

Malgré les apparences, cette contagion n'est ni accidentelle ni superficielle. Elle n'est pas due principalement à l'importation de concepts, d'idées, de méthodes, de techniques, d'un domaine à l'autre. Elle résulte du fait que *tous les discours spécia-*

*lisés sont profondément et comme secrètement enracinés, en chaque société, dans un tuf commun, dans un discours social commun.*

Ce discours social commun n'est absolument pas réductible au seul langage « naturel », il est beaucoup plus riche et divers. Il est fait d'un tissu serré de représentations communément répandues, d'idées reçues, de manières, de mœurs, de façons, de modes, de styles, de rites, de gestes, en quoi *communient* les membres d'une même société. De ce vaste syncrétisme qui est « parlé-agi » en société, l'essentiel est très généralement pratiqué de façon tout à fait inconsciente.

On aura reconnu dans ce discours social commun ce que certains ethnologues définissent comme culture. On peut s'en faire une idée intuitive en supposant qu'après avoir acquis une bonne connaissance littéraire et pratique de la langue d'un pays suffisamment différent du nôtre (le Japon, par exemple) et avoir appris tout ce que l'histoire, l'ethnologie, la littérature, etc., peuvent en dire, on se rend dans ce pays : tout ce qui restera à maîtriser pratiquement pour y vivre tout à fait comme un Japonais constitue le cœur même du discours social commun japonais.

Mais l'essentiel n'est pas de se référer de la sorte à l'une des acceptions du concept de culture : c'est d'établir en quoi cette culture, ce discours social commun irradie dans tout le discours social, dont il est le *commun dénominateur*.

Plus précisément, on établira les conditions de formation du discours social commun, c'est-à-dire les conditions sous lesquelles il devient commun à l'ensemble d'une société. On montrera que ces conditions sont intimement liées à la formation des réseaux idéologiques ([voir n° 73](#)).

**81.** À partir de ce concept de discours social commun, la structure essentielle du discours social, c'est-à-dire de l'ensemble de l'idéologie qui circule dans une société donnée, peut devenir intelligible.

On a déjà vu comment les champs où se déploient les discours spécialisés, sont des effets des stratégies contradictoires des AI ([voir n° 79](#)). Mais ces stratégies contradictoires ont un effet souterrain bien plus grand encore : *elles modulent le discours social commun*, elles lui donnent des formes d'une importance décisive dans toute vie sociale.

Pour bien aborder ce point, il doit être clair que le contenu du discours social commun n'est pas le résultat immédiat de l'activité actuelle des AI : c'est par une lente sédimentation historique que se constitue ce discours social commun, toujours lourdement chargé de séquelles séculaires ou millénaires : les sédiments récemment reçus par l'effet des AI les plus prégnants (école, église, famille, etc.) sont eux-mêmes faits de plus de matériaux archaïques réactualisés, que de véritables nouveautés.

On étudiera les modulations du discours social commun du point de vue de chacune des trois instances : économique, politique et idéologique, et ceci oblige à une précision préalable. Il faut bien voir que tout ce qui concerne le discours social commun ressortit à l'instance idéologique : ce discours et ses modulations constituent la substance la plus essentielle de la FI, le cœur de l'idéologie, au sens I 1. Ce discours est soumis aux pressions et contre-pressions de tous les appareils idéologiques, que ces AI soient spécialisés ou qu'il s'agisse d'appareils économiques ou étatiques fonctionnant *aussi* comme appareils idéologiques ([voir n° 74](#)). Voilà donc une première raison de l'examiner du point de vue de chacune des instances. En outre, ce discours social commun, pour autant qu'il « parle » de la société (il ne « parle » pas que de cela, mais aussi de la nature et de l'homme et de choses imaginaires), « parle » donc de l'économique, du politique, de l'idéologique. D'où une seconde raison de le soumettre à ce triple examen instancier. Pour être tout à fait précis – et pour s'en tenir à l'exemple de ses rapports avec l'instance économique – il faut dire non pas : « le discours social commun – parle – de l'économique » (cela n'est vrai que dans certains types de sociétés tout à fait contemporaines), mais bien : « le discours social commun “ parle ” dans l'économique », c'est-à-dire est présent dans toutes les pratiques économiques (et cela est vrai en toute société).

**82.** Dans l'économique, le discours social commun « parle » essentiellement des *besoins*. Autrement dit, le système des besoins (dont on a vu le rôle essentiel et mystérieux qu'il joue au cœur de la relation B – [voir n° 12](#)), est une modulation du discours social commun.

On montrera par l'effet de quels AI cette modulation s'opère et avec quels résultats. On établira de la sorte quels systèmes de besoins sont produits à divers stades, spécifiquement repérables, du développement social.

Les étapes socialement significatives par lesquelles s'est effectué le passage des besoins « naturels » ou *naïfs* des sociétés primitives au système des besoins *stimulés*, caractéristique de notre société, sont ainsi repérables, de même que les conditions sociales (combien lourdes) d'une maîtrise des besoins par des procédures autres que le rationnement...

**83.** Du point de vue de l'instance politique, le discours social commun « parle » patrie. Plus précisément, ses modulations y apparaissent comme les formes mêmes de l'intégration/identification du peuple d'une société.

Intégration et identification sont les deux faces d'un seul et même processus : d'un côté, il est saisi du point de vue de l'État et il indique la forme et le degré d'homogénéisation de la population, de l'autre côté, il est saisi du point de vue du peuple lui-même et il dit ce que ce peuple dit de lui-même (et si ce second aspect est nommé *identification*, cela ne préjuge en rien du rapport qui existe – probablement – entre les

fonctions et les formes sociales de l'identification et les fonctions et les formes individuelles de l'identification). On montrera par l'effet de quels AI – et d'abord de l'État lui-même – ces modulations s'opèrent et quels sont les types d'intégration/identification qui en résultent, soit pour la collectivité sociale tout entière, soit par un jeu différentiel au sein même de cette collectivité.

Cette recherche rend compte de la formation des tribus, des ethnies, des *nations*. Elle porte donc aussi sur les formations plus complexes : sociétés à nationalités multiples, diasporas, etc. Elle rend compte également de la formation des ordres (ou états), des castes, etc. Elle rend compte enfin des conditions sous lesquelles les identifications de *classe* deviennent possibles et avec quels effets.

**84.** Dans leurs différentes formes, les systèmes de besoins et les systèmes d'identification collective sont donc deux aspects d'une même réalité intime qui est le discours social commun modulé par les stratégies contradictoires des AI fonctionnant dans la société considérée. Aussi importants soient-ils, ces deux aspects sont pourtant surclassés par les modulations du discours social commun qui se laissent apercevoir du point de vue de l'instance idéologique.

De ce point de vue, ce dont les stratégies contradictoires des AI semblent charger le discours social commun (la culture commune) pourrait être caractérisé comme des systèmes de *valeurs*, répondant noble des systèmes de besoins. Une telle analyse est tout à fait licite et peut produire des résultats significatifs : elle met sur la piste des morales, des préférences, des légitimités qui, sous des formes variables, sont opérantes en toute société. S'en tenir là serait néanmoins insuffisant. En effet, l'instance idéologique doit aussi permettre de saisir derrière les besoins, les identités et les valeurs, le principe commun à ces efflorescences culturelles diversifiées. Ce principe, c'est *l'hégémonie* qu'exercent la ou les classes dirigeantes, hégémonie fondée dans la structure des classes et qui, portée par l'action des appareils idéologiques, se monnaie dans les modulations spécialisées du discours social commun que l'on a déjà repérées.

L'hégémonie désigne une relation aussi essentielle que la domination ou l'exploitation. On montrera qu'elle synthétise les résultats les plus fondamentaux des stratégies contradictoires des AI, qu'elle met en jeu l'ensemble des pouvoirs dont la société est le siège et que, par conséquent, le repérage des grands types d'hégémonie peut s'effectuer, en observant les interactions des divers systèmes d'action déjà mis au jour, lors de l'étude de la SC ([voir n° 52](#)). Ce faisant, on montrera aussi, comment l'existence du discours social commun et sa modulation hégémonique fondent la théorie de l'idéologie *dominante* et comment la rupture ou la syncope de l'hégémonie peut advenir et provoquer une *crise hégémonique* : en quoi l'on retrouvera l'une des intuitions les plus fécondes de Gramsci. Mai 1968 offrira un bon exemple de syncope de l'hégémonie.

Les résultats auxquels conduit l'étude des types d'hégémonie ne peuvent être utilement résumés ici, pour des raisons identiques à celles qu'a exposées le [n° 45](#).

**85.** L'étude du discours social et de l'hégémonie semble se cantonner au niveau I 1, mais en fait son exposé offrira maintes occasions de spécifier et d'illustrer le jeu des idéologies au sens I 2 ou I 3 ([voir n° 67](#)).

Chacun des systèmes d'échelle I 2 est inscrit dans un *champ* idéologique ([voir n° 79](#)) qui lui imprime sa marque et détermine des formes *locales* de validation. Les croyances religieuses, les goûts esthétiques, les savoirs scientifiques, etc., apparaîtront, de la sorte, comme des effets déterminés par les champs spécialisés où ils prennent forme et force.

Ainsi, la vaine recherche d'une frontière, plus ou moins étanche, entre la science et l'idéologie, cédera la place à une question pertinente qui est de comprendre la nature et la portée des formes de validation propres aux divers champs idéologiques, au fil du développement qu'impriment, à ces derniers, les stratégies contradictoires des AI qui les sous-tendent. S'agissant plus spécialement des sciences, cet examen portera sur les procédures par lesquelles elles tendent à vérifier les théories qu'elles forment, c'est-à-dire à les dé-relativiser. Pareille dé-relativisation apparaîtra comme l'effet dialectique de deux mouvements distincts : celui par lequel elles opèrent l'adaptation de leurs théories aux réponses pratiques du réel ([voir n° 66](#)) et celui par lequel elles se défendent de la contagion d'effets venus d'autres champs idéologiques et se déprennent du discours social commun. Dialectique qui est à placer sous le signe de la dé-relativisation, car elle désigne un processus infini, qu'aucune vérité absolue ne clôturera jamais. Ainsi, les débats de la forme science/idéologie deviennent intelligibles ; ils désignent le second aspect de cette dialectique : la défense des « vérités » scientifiques contre les « vérités » religieuses ou politiques, etc. : plus profondément, la défense des « vérités » scientifiques contre les automatismes inconscients induits par le discours social commun.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 16

### L'instance idéologique (IV) : les formations idéologiques

*« Les indigènes eux ne fonctionnent guère en somme qu'à coups de trique, ils gardent celle dignité, tandis que les blancs, perfectionnés par l'instruction publique, ils marchent tout seuls... »*

CÉLINE.

[Retour à la table des matières](#)

**86.** Pour bien apercevoir ce qu'est une FI, il est utile de revenir sur les concepts de FE et de FP. En repérant, dans une société, l'existence d'un certain type de FE ([voir n° 24](#)) on désigne, par-dessous la multitude des phénomènes dont se compose la vie économique de cette société, l'agencement structurel le plus général de son économie, celui qui donne à toutes les pratiques économiques leur orientation, leurs formes, les limites où elles s'inscrivent. Le repérage de la FE ne dispense pas des recherches précises nécessaires à qui veut connaître la nature particulière des industries ou des techniques, la gamme concrète des consommations, le mouvement des prix et des revenus, etc. Mais il donne à ces recherches leur cadre, leur assise et aussi leurs

limites de validité. Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour la FP et pour la FI. Le repérage de cette dernière ne fournit pas une recette miraculeuse qui dispenserait des recherches spécialisées, indispensables à qui veut rendre compte des mentalités, des folklores, des mœurs, des doctrines, des théories, etc. qui se déploient dans les divers champs idéologiques. Mais il donne à ces recherches leur cadre, leur assise et leurs limites de validité. Ce faisant, il rompt le superbe isolement où se complaisent toutes les démarches intellectuelles, naïves ou savantes, teintées de métaphysique, d'idéalisme, de spiritualisme, etc. : cet isolement résulte toujours, en dernière analyse, d'un déconditionnement arbitraire de l'idéologie (d'ailleurs niée comme telle et métamorphosée en quelque essence – voir n° 74). Le repérage de la FI, caractéristique d'une société donnée, c'est aussi, *ipso facto*, la mise en lumière des liens organiques qui unissent toute la vie idéologique aux rudes contraintes émanées de l'économie et de la politique et, plus généralement, du système de classes en quoi se réduisent finalement toutes les structures sociales.

**87.** La formation idéologique d'une société – ou FI – désigne l'agencement structurel où sont inscrites toutes les activités sociales par lesquelles les hommes en société se représentent leur *monde*, que cette représentation soit élaborée et consciente ou qu'elle soit indirecte et inconsciente, comme c'est le cas, par exemple, lorsqu'elle est incorporée en des rites, codes et gestuelles dont le sens est « vécu » plus que conçu.

La FI prend des formes distinctes, au fil du développement social. Ces formes peuvent être définies par référence aux types d'AI (voir n° 75), aux formes des réseaux idéologiques (voir n° 73) et aux types d'hégémonie (voir n° 84). Ces divers éléments sont liés entre eux et liés à d'autres éléments déjà repérés précédemment, telles les diverses logiques de la valeur (voir n° 21 et n° 22). Par une procédure dont on fait ici l'économie, l'ensemble de ces corrélations permet d'établir une typologie des FI. Au bénéfice d'observations plusieurs fois formulées déjà (notamment au n° 47), le tableau ci-après résume ces résultats.

#### Tableau sommaire des FI

FI 1	– théocratique
FI 2	– religieuse
FI 3	– citoyenne
FI 4	– juridique
FI 5	– coloniale
FI 6	– fasciste
FI 7	– communiste



**88.** Les recherches visées par les fiches précédentes, tout comme l'établissement de la typologie des FI ont obligé à examiner derechef ce que sont, dans l'ordre social, les espaces et les temps auxquels on se réfère.

L'étude des aires idéologiques fait apparaître la nature et la forme des espaces où s'inscrivent les réseaux idéologiques (les formes de convivance – voir [n° 73](#)) et des espaces qu'influencent les AI. Comme pour les aires économiques ([voir n° 20](#)), il apparaît que le maillage politique de l'espace géographique, dans un système international donné, constitue un type d'aires – les aires politiques ([voir n° 44](#)) – qui sont prépondérantes et qui tendent à se soumettre toutes les autres structures spatiales. De ce point de vue, les processus d'intégration/identification ([voir n° 83](#)) prennent tout leur sens : la nation fonctionne comme principe réducteur, au bénéfice d'un État qui enclôt un marché.

Cependant, plus encore que pour les aires économiques, les retards de l'intégration nationale, les héritages de phases antérieures du système international ([voir n° 105](#)), les impulsions données par le marché mondial et les formes nouvelles que prennent les luttes idéologiques dans l'agencement actuel du système international et par l'effet des vecteurs idéologiques désormais disponibles (ciné, radio, télé, [voir n° 75](#)), viennent désaccorder les aires politiques et les aires idéologiques : des aires de civilisation se dessinent, comme porteuses d'une intégration/identification plus lâche mais plus vaste que la nation et des courants idéologiques internationaux y deviennent repérables.

**89.** Plus délicate est la conception des temporalités distinctes dont l'espace idéologique est affecté. La nature et la force des habitus ([voir n° 76](#)), l'inégale pérennité des AI, engendrent des inerties, au regard desquelles le jeu des luttes idéologiques et la maturation des crises hégémoniques apparaissent comme facteurs de changement.

Dans cette perspective, l'essentiel paraît être d'une part, de repérer les processus sociaux par lesquels l'innovation s'opère dans l'idéologie (ce qui conduit à étudier le prophétisme, le militantisme, la critique scientifique, la création littéraire ou artistique, etc.) et d'autre part, de déterminer les conditions dans lesquelles la reproduction idéologique entre en crise, ce qui conduira de la *crise hégémonique à la révolution culturelle*.

Hormis les quelques indications données dans les n<sup>os</sup> précédents, il n'est pas possible de résumer les résultats de la présente recherche. En particulier, la présentation des types de FI ne peut être que détaillée.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 17

### L'instance idéologique (V) : les classes sociales (III)

*« l'homme peut désormais savourer son prochain »*  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**90.** Qu'elle ressortisse ou non à l'appareil d'État, la population de la FI ne peut être assimilée mécaniquement aux intellectuels.

Le curé, l'instituteur, le scientifique, sont des travailleurs idéologiques : mais le sacristain et le garçon de laboratoire le sont aussi... Le travail idéologique n'est pas une activité éthérée : dans des formes sociales données, c'est une activité dont l'objet premier est de concourir, directement et spécialement, à la circulation et à la maintenance de systèmes donnés de représentations (I 2), bref à la reproduction de l'idéolo-

gie (I 1). Cette activité est généralement le fait d'intellectuels collectifs (au sens où Marx parle des travailleurs collectifs). La fille de salle est aussi indispensable au système hospitalier que l'ingénieur au système usinier.

En outre, à confondre les travailleurs de l'idéologie avec les seuls intellectuels, on retomberait dans une ornière ancienne, celle où l'idéologie semble n'être faite que d'œuvres et de paroles ([voir n° 68](#)). Et l'on s'exposerait aussi à prendre pour des travailleurs idéologiques de plein exercice, tous ceux dont le travail, de forme intellectuelle, vient s'insérer dans quelque travailleur collectif investi dans une pratique économique, comme c'est le cas de bon nombre d'ingénieurs et de cadres.

**91.** Une autre illusion d'optique à éviter est de considérer que les travailleurs idéologiques formeraient, par nature, un ensemble *beaucoup* plus divers et fragmenté que l'ensemble des classes économiques (c'est-à-dire des classes déterminées par et dans la FE).

Cette illusion de l'extrême diversité des fonctions remplies dans la FI, des institutions où elles s'exercent et même des rites distinctifs qui accompagnent cet exercice (on se déguise beaucoup dans le travail idéologique : blouses blanches, robes noires, habits verts, etc.), cette illusion, donc, tient à ceci : ceux qui décrivent, peignent, romancent ou analysent la société, appartiennent toujours à quelque secteur de la FI et, à partir de leur position structurelle dans la société, ils jettent sur celle-ci un regard myope et prévenu. Ils discernent finement les différences dans ce qui leur est proche et ils confondent dans des *masses* indistinctes les classes qui sont simplement plus lointaines (et généralement tenues pour inférieures ... ).

En fait, la diversité des métiers, des fonctions, des institutions où elles s'exercent, est tout aussi grande dans la FE (depuis l'essor capitaliste) et dans la FP (depuis la *révolution bureaucratique* au sens de Max Weber) qu'elle ne l'est dans la FI. Si bien que cette apparence illusoire n'autorise nullement à postuler que les classes idéologiques seraient plus éparses et plus disparates que les classes bourgeoise, ouvrière, paysanne ou autres. Cette illusion s'efface si l'on adopte une position méthodologique correcte quant à *l'échelle* de la représentation ([voir n° 56](#)).

**92.** Dans ses traits les plus fondamentaux, la situation des classes repérables dans l'instance idéologique peut se caractériser de la sorte :

- a) dans toutes les FS, la majeure partie de la *population de la FI* relève de l'appareil d'État et enrichit donc de catégories supplémentaires la classe des *régnants* et celle des *tenants* ([voir n° 57](#)),

- b) toutefois, dès que le capital marchand se développe dans une FS et *a fortiori* lorsque le capitalisme y perce, une fraction substantielle de la FI s'agence selon ses normes, dans l'artisanat des professions libérales, des lettres, des arts, des jeux, des sports, des enseignements et des loisirs marchands et dans le capitalisme des industries idéologiques (livre, film, disque, etc.), des classes aux statuts analogues à ceux de la FE sont alors observables,
- c) aux côtés de ces deux formes principales (étatique et marchande) des mixtes et des séquelles subsistent très généralement, en particulier dans les organisations ecclésiastiques déconnectées de l'appareil d'État.

*Les régnants* et les *tenants* dont il vient d'être fait mention ne doivent pas être conçus comme deux classes intemporelles. D'un type de société à l'autre, leur ampleur, leur recrutement, leur statut, connaissent des variations très grandes et dont l'examen sera mené de façon détaillée. Cette analyse montrera comment ces classes se sont formées dans la domesticité des classes dominantes et comment, par des chemins divers et qui parfois anticipaient sur l'évolution des structures économiques, elles ont, le plus souvent, pris la forme de classes salariées.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 18

---

### La société (III) : domination et hégémonie

*« S'il était aussi facile de commander aux âmes qu'aux langues, il n'y aurait aucun souverain qui ne régnât en sécurité et il n'y aurait pas de gouvernement violent, car chacun vivrait selon la complexion des détenteurs du pouvoir et ne jugerait que d'après leurs décrets du vrai ou du faux, du bien ou du mal, du juste ou de l'inique... »*

SPINOZA.

[Retour à la table des matières](#)

**93.** À mesure que progressent les instances économique, politique et idéologique, leur effet principal se dessine : chacune de ces instances aide à repérer la structure générale de la société qui est une structure de classes, dont la forme va caractériser chaque type de FS ([voir n° 126](#) sq.).

Dans les FS les plus primitives, où la nécessité de produire les moyens de subsistance de la société mobilise la presque totalité des hommes, cette structure de classes se réduit pratiquement à ce qu'en montre l'instance économique. Mais, au fil du développement social, le surplus consacré à l'entretien de la FP et de la FI s'accroît

considérablement et la structure des classes n'est plus déterminable dans la seule FE : les populations de la FP et de la FI en viennent à constituer des classes massives, virtuellement majoritaires, cependant que les déterminations politiques et idéologiques viennent *surdéterminer* (et diversifier) toutes les classes sociales où que soit leur ancrage premier.

**94.** Considérée du point de vue de l'instance économique, cette structure de classes est un système d'exploitation ([voir n° 15](#)). Considérée du point de vue de l'instance politique, elle est un système de domination ([voir n° 45](#)). Considérée, enfin, du point de vue de l'instance idéologique, elle est un système d'hégémonie ([voir n° 84](#)).

Cependant l'exploitation, la domination et l'hégémonie ne sont pas des relations synonymes, ni même homothétiques. Chacune d'elles exprime la réponse d'une société donnée à des problèmes distincts : comment assurer la subsistance sociale ? comment maintenir son organisation ? comment rendre acceptable ce qu'elle est ? Ainsi pour passer, dans quelque ordre que ce soit, d'exploitation à domination ou à hégémonie, une transformation est à chaque fois nécessaire. Le pouvoir (c'est-à-dire l'exercice de la domination) n'est pas la propriété (c'est-à-dire l'exercice de l'exploitation), on l'a vu ([n° 59](#)). De même, l'hégémonie n'est pas la domination, mais son transformé.

**95.** À la limite, on peut concevoir l'hégémonie comme ce qui dispense de la domination : les sociétés où le consensus est fort et stable, sont aussi celles où la domination peut se faire la plus légère. Mais cette limite n'a été atteinte en aucune société. Aucune ne peut durablement surmonter les contradictions qu'entretient le système d'exploitation en vigueur, sans corseter le consensus de quelque coercition.

Atteindre cette limite où la société pourra détendre de plus en plus systématiquement les rapports de domination, jusqu'à pouvoir viser leur effacement, c'est le cœur même du socialisme.

Non pas du socialisme qui se réaliserait par la simple appropriation collective des moyens de production : quand celle-ci aura enfin trouvé sa forme adéquate, elle sera seulement de nature à détendre le système d'exploitation, puis à favoriser sa lente résorption, laquelle s'achèvera seulement par l'établissement d'une division sociale du travail, mobile et volontaire...

Atteindre cette limite, c'est le cœur du socialisme au sens le plus profond où l'entendent Marx et Lénine (le dépérissement de l'État) et Gramsci (l'établissement d'une société réglée). C'est dire à quel point la collectivisation des moyens de production – étape préhistorique du socialisme – se convertit en erreur dramatique quand elle s'opère par étatisation...

Une attention toute particulière sera portée au traitement des thèmes qui viennent d'être évoqués, tant pour justifier leur caractère tout à fait essentiel, que pour les empêcher de verser dans l'utopie.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 19

### Le système mondial (I) : sa problématique

« ... attendez un peu le tiers-monde l'effritement de votre grenier mais ça s'ra pareil la loi du maître et de l'esclave attendez attendez... »

SOLLERS.

[Retour à la table des matières](#)

**96.** Le monde est une construction historique.

Le monde ici visé n'est ni *l'univers naturel*, ni la planète Terre. Ce n'est pas non plus le monde des *conceptions du monde*, où les espaces imaginaires, nés dans le discours social, viennent s'adjoindre à l'univers réel. C'est une pluralité effective de sociétés contemporaines. La terre peut donc porter plusieurs mondes de sociétés – comme ce fut le cas, par exemple, à l'époque où Rome et la Chine déployaient simultanément leurs prestiges dans deux mondes tout à fait distincts. Mais elle peut aussi n'en porter aucun, ou, comme aujourd'hui, être presque devenue un monde unique.



**97.** Dans les instances précédentes, il a toujours été impliqué que chaque société constituait une FS complète, avec sa FE, sa FP, sa FI, et aussi une FS unique ou isolée. Cette hypothèse simplificatrice doit maintenant être éliminée : toute FS est toujours prise dans un système mondial.

Ce système mondial n'est autre que l'ensemble des interactions et des articulations qui lient entre elles les sociétés d'un même monde. Mais, comme elles lient des sociétés différentes, c'est-à-dire inégalement développées sous plusieurs rapports, ces articulations ne peuvent être conçues comme une sorte de ciment international qui jointerait des entités dont, par ailleurs, les caractéristiques essentielles demeureraient exclusivement ou principalement l'effet de leur organisation interne.

Les sociétés sont prises dans un système mondial qui émane d'elles et qui les pénètre intimement, si bien que leur développement (c'est-à-dire leur structure et leur histoire) s'en trouve très profondément marqué. Le système mondial, formé de sociétés inégales, est toujours hétéroclite et dissymétrique.

**98.** La conception du système mondial a pour objet d'en repérer la structure propre et de définir les effets qu'en subissent les diverses FS qui y sont inscrites. Elle doit en outre reconnaître les diverses formes prises par les systèmes mondiaux, au fil de l'histoire.

À cette fin, une première démarche peut être accomplie, en prolongeant dans l'espace international, les analyses qui ont permis de concevoir successivement les FE, les FP et les FI. Mais on sait que les instances qui ont produit ces concepts, aboutissent nécessairement à des représentations partielles et atrophiées de la FS ([voir n° 4](#)) parce que, dans sa réalité, chaque société est une totalité insécable dont les pratiques et les structures mêlent confusément ce que l'analyse y distingue comme économie, politique ou idéologie. Il en va de même dans l'espace international où le commerce n'est jamais purement économique, ni la guerre purement politique, ni le rayonnement culturel purement idéologique. On abordera donc l'étude des articulations internationales, en considérant autant que possible la plénitude de leurs effets, même si, par commodité, on continuera de progresser par une démarche encore instancielle.

Il conviendra de compléter – et même de préparer – cette démarche par l'examen des formes et des effets du peuplement mondial. Dans l'étude interne des FS, on a jusqu'ici délibérément négligé les problèmes de population, pour des raisons théoriques précises, mais complexes, qui seront présentées plus loin ([voir n° 138](#)). Mais, pour rendre intelligible le système mondial, il est indispensable d'anticiper cette recherche démographique. Dans l'ordre interne, c'est une simplification temporairement admissible que de prendre la population pour un stock donné. Mais dans l'ordre

international où les flux de population jouent souvent et de diverses manières, un rôle de premier plan, pareille simplification serait, dès le départ, inadmissible.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 20

### Le système mondial (II) : les articulations internationales

« là-bas on dit qu'il est de longs combats sanglants »  
VERLAINE.

[Retour à la table des matières](#)

**99.** La sédentarisation de la population, processus presque achevé dans le système mondial actuel, s'est opérée de façon lente et chaotique et elle a progressé par plaques. D'énormes flux migratoires, vécus par les populations fixées comme assauts ou invasions, sont longtemps demeurés de règle.

Dans toutes les zones où des *Völkerwanderungen* étaient achevées, les mouvements de population se sont poursuivis, à moindre échelle, par la traite d'esclaves, l'implantation plus ou moins contrainte de peuples-hôtes et la projection de colonies

de peuplement réduisant la pression démographique dans les FS d'origine. Ces dernières projections ont pris une ampleur énorme pendant la période d'accumulation primitive du capital en Europe : elles ont donné naissance aux *enfants de l'Europe* qui peuplent les Amériques et autres dominions.

Ensuite, ce courant s'est inversé : favorisés parfois par la mise en accumulation primitive de sociétés *périphériques*, mais toujours appelés par l'appétit de forces de travail additionnelles dans les *centres* déjà capitalistes, les *soutiers de l'Europe* ont relayé les enfants partis de l'Europe.

Simultanément, les partitions politiques fréquentes dans le système mondial contemporain, ont entretenu une longue tradition : celle des déplacements massifs de population répondant aux ajustements locaux des dominations, voire des hégémonies. L'ensemble de ces mouvements a été et demeure générateur d'articulations internationales multiples : flux économiques ; brassages culturels : tensions raciales, ethniques, nationalitaires ; diasporas, irrédentismes, etc.

Par-dessous ces mouvements, la diffusion de la révolution démographique ([voir n° 138](#)) induite par l'essor du capitalisme, soumet les systèmes mondiaux actuels ([voir n° 110](#) et [n° 111](#)) à de très inégales pressions démographiques, lourdes de ruptures potentielles.

**100.** Le commerce est né aux confins des sociétés avant de se déployer en leur sein. Il a été lointain et exceptionnel avant d'être quotidien et général. Mais il ne constitue pas la plus ancienne des articulations économiques internationales. Le tribut, transposé des rapports internes à certaines sociétés ([voir n° 23](#)), a été appliqué, hors sa sphère d'origine, comme articulation d'États vassaux ou dépendants sur les plus anciens empires. Mais il reste que le commerce, d'abord porté par le capital marchand, est devenu avec l'essor des MP capitalistes proprement dits, la forme la plus apparente de l'articulation économique majeure : le *marché mondial*, marché qu'il faut d'ailleurs concevoir non comme la somme des commerces extérieurs effectués par les différentes nations, mais comme l'interconnexion, tendancielle générale, de leurs marchés nationaux. Le marché mondial n'est pas l'autre des marchés nationaux, il est l'asymptote de leurs développements combinés. D'où, à un stade suffisant de ces développements, la formation des firmes dites multinationales, ce qui est deux fois inexact : elles sont potentiellement mondiales par leurs aires d'application et fortement nationales par leur référence à un État qui est leur protecteur politique.

L'essor des formes capitalistes développées sur le marché mondial (commerce, firmes, banques, etc.) s'est accompagné d'une transplantation dans l'ordre international de l'une des articulations économiques qui joue un rôle clé dans la structure interne des FE : la rente. Au sein d'une FE, celle-ci est le ciment de l'alliance entre la bourgeoisie capitaliste et les séquelles des classes dominantes antérieures (propriétaires fonciers), tout en servant aussi à créer d'illusoirs intérêts communs entre la

bourgeoisie et ses classes-appuis de petits propriétaires paysans (ou fonciers et immobiliers) ([voir n° 43](#)). Transposée dans le système mondial, elle est le ciment de l'alliance entre les classes dirigeantes d'États, riches en matières premières dont l'exploitation est concédée, et les États capitalistes via les firmes « multinationales ».

**101.** De toutes les articulations économique-politiques, la plus lourde de conséquences historiques a été la colonisation moderne. Non celle des colonies de peuplement projetées vers des espaces encore libres ou peu peuplés, mais celle qui s'est traduite par l'annexion politique de zones souvent très peuplées et, de proche en proche, par un partage du monde entre quelques puissances. Phénomène dont il conviendra d'observer toutes les phases et toutes les formes, y compris celles des « colonisations internes » (Lénine).

On notera, à ce propos, que des FS (et, donc, des FE) très diverses peuvent être soumises à la colonisation. La FE 15, dite coloniale, constitue un cas particulier, celui où l'intervention de la puissance coloniale forge une structure économique d'un type original ([voir n° 24](#)).

**102.** Les articulations internationales, de nature essentiellement politique, sont avant tout guerrières. Des guerres les plus anciennes aux alliances stratégiques et aux guerres froides ou périphériques de ce temps, leur examen est très révélateur, à maints égards, et notamment à celui-ci : la théorie marxiste (ou léniniste) de l'État, considéré comme résultante et gardien du système de classes, interne à une FS ([voir n° 40](#)), est certes lacunaire et appelle donc correction : mais, nonobstant la très pertinente théorie léniniste de l'impérialisme ([voir n° 108](#)), la conception de l'État comme nœud du système mondial – comme gardien d'une aire de domination dans les joutes internationales – fait encore plus défaut. On montrera la portée de ce défaut, notamment en étudiant l'échec des internationalismes, fussent-ils prolétariens.

Mais par-delà leur dominante guerrière et stratégique, les interactions politiques internationales ont aussi d'autres effets. Le bâti d'appareils politiques d'apparence internationale, tels l'ONU ou le FMI, s'inscrit de la sorte comme une étape dans un développement qui, *du droit des gens à l'aide au Tiers-Monde*, formalise et ritualise les rapports de force sous-jacents à un état donné du système mondial.

Parmi les articulations les plus récentes, une attention toute particulière sera portée à des sous-systèmes comme celui du marché commun et celui que forme la juxtaposition de *plusieurs* « socialismes dans un seul pays ».

**103.** S'agissant, enfin, des articulations internationales à dominante idéologique, la difficulté sera, comme dans l'instance idéologique, d'échapper aux illusions nées des théories idéalistes toujours hégémoniques.

Dessous le tracé capricieux des aires langagières ou religieuses et des zones où semble régner une même civilisation, il s'agira d'apercevoir ce qui, dans le développement historique des sociétés qui occupent ou occupèrent ces espaces, s'est enraciné de la sorte : par exemple, il s'agira de retrouver l'Empire romain et le colonialisme européen sous la religion chrétienne, etc. Et ce, non pas pour retracer la généalogie des phénomènes, mais pour bien comprendre leur nature et leur force actuelles dans les divers systèmes mondiaux. Par exemple, pour bien apprécier les étapes et les formes de la *nationalisation* des Églises.

Les articulations idéologiques ne sont d'ailleurs pas faites uniquement de sédiments historiques. De puissants appareils idéologiques nationaux opèrent sur le « *marché mondial de l'idéologie* » et il importe de repérer « l'effet Hollywood » ou « l'effet Institut Pasteur », etc.

Reste, aussi, à donner une analyse précise de ces sortes d'*étoiles idéologiques* qui sont apparemment à l'origine de rayonnements diffus et durables: une cour du Roi-Soleil, une révolution de 89 ou d'Octobre, etc. C'est dans la formation même du discours social commun ([voir n° 80](#)) et dans l'action d'appareils idéologiques aptes à moduler ce discours (des salons des Lumières aux partis internationalistes de ce siècle) que cette analyse trouvera ses clés.

**104.** Il ne faut surtout pas concevoir les articulations internationales comme quelque chose qui marquerait uniquement la structure des sociétés dépendantes. En développant chacune des analyses visées ci-dessus, on montrera quels effets en résultent pour les pays dominants, que ces effets affectent la composition de leurs populations, la forme de leurs entreprises ou de leurs réseaux I/D et M/C ([voir n° 23](#)) ou la forme de leurs appareils d'État ([voir n° 33](#)).

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 21

### Le système mondial (III) : ses formes

*« je suis l'Empire à la fin de la décadence »*  
VERLAINE.

[Retour à la table des matières](#)

**105.** Un système mondial n'est ni une juxtaposition d'États, ni un ensemble aléatoire d'articulations internationales. Il tire sa forme de la prépondérance exercée par un ou plusieurs États et des réactions de soumission/révolte que cette prépondérance entraîne. Par-dessous cette prépondérance étatique, chaque système mondial se caractérise en outre par l'importance décisive qu'y prennent certaines articulations économiques, idéologiques ou politiques.

On désignera par **SM** un système mondial.

Autrement dit, la prépondérance qui s'exerce au cœur de chaque SM n'est pas, principalement, le résultat d'une politique délibérée. C'est d'abord un effet objectif de l'inégal développement des capacités économiques et de l'inégale efficacité des structures politiques et idéologiques dont sont dotés les divers États d'un même système. Cette prépondérance primaire est éventuellement redoublée par des politiques efficaces, et amplifiée ou masquée par des idéologies plus ou moins adéquates.

Une forme de SM ne correspond que de façon indirecte à une période historique. D'une forme à l'autre, les SM ont une extension différente et c'est seulement dans les périodes où un même SM rassemble tous les États dans son aire propre et, donc, les implique dans la même histoire, qu'un tel SM correspond à une période historique donnée.

C'est dire que, le plus souvent, des États contemporains dans le temps abstrait du calendrier, vivent en fait des histoires distinctes dans des SM différents.

Pour la clarté des indications qui vont suivre, il est utile d'énoncer dès à présent les diverses formes de SM :

<b>Tableau des SM</b>	
SM A	– dit antique
SM B 1	– mercantiliste
SM B 2	– mercantiliste et colonialiste
SM C 1	– impérialiste en construction
SM C 2	– impérialiste en crise
SM C 3	– néo-impérialiste
SM C 4	– (...s'élabore sous nos yeux...)

**106.** La première forme connue est le SM que, cédant à l'usage scolaire, on désignera comme antique. Dans les vallées de l'Euphrate, du Nil, du Gange ou du fleuve Jaune, des systèmes étatiques ont pris forme et se sont ordonnés au sein d'empires puissants et souvent aptes à une longue vie. Le SM antique tend à agencer autour d'un *empire du Milieu* un réseau fluctuant d'États médiocres et vassaux et de peuplades migrant sur ses marges et qui, parfois, brisent le *centre du monde*. Mais d'autres empires renaissent, souvent sur les mêmes sites et sous des dynasties naguère barbares.



**107.** Ce modèle récurrent est menacé d'érosion par le commerce lointain, lequel tend à donner forme à un nouveau SM que l'on peut dire mercantiliste. Les Phéniciens, les Grecs, les Génois et les Vénitiens, les Hollandais et autres Hanséates, les Malais, les Arabes, etc. ont, en diverses régions et périodes, esquissé un tel SM. Le plus souvent ces esquisses ont été gommées par le retour de flamme des empires centraux et des SM de type A, non sans laisser derrière elles d'importants sédiments, religieux notamment.

Le SM mercantiliste n'a trouvé de forme durable qu'en devenant colonialiste, lorsque le capital marchand assis en divers pays d'Europe a conduit ces États à tisser le réseau des colonies espagnoles, portugaises, hollandaises, puis anglaises et françaises. C'est que, dessous cette poussée coloniale, deux changements majeurs s'étaient opérés *au centre* : l'établissement de FE servagistes et latifondiaires (et non plus tributaires ou esclavagistes), FE durablement perméables à l'essor du capital marchand : et la formation d'États distincts dont aucun ne s'est révélé apte à surclasser les autres. *L'équilibre européen* a remplacé *l'empire du Milieu* et, dans le bâti séculaire de cet équilibre, les identifications nationales se sont forgées par le fer et par le sang.

Dans cette forme plus développée, dite B 2, le SM mercantiliste et colonialiste se caractérise donc comme un système d'États nationalitaires, en conflit permanent et projetant leurs comptoirs, leurs colonies de peuplement et leurs *routes des Indes*.

**108.** Le SM mercantiliste et colonial (B 2) s'est transformé progressivement en système *impérialiste*, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

La révolution industrielle, la maturation du capital industriel, puis du capital financier, ont été les agents des transformations opérées *au centre*. À la périphérie, leur action s'est fait sentir dans cette première étape de l'impérialisme (C 1), par une nouvelle poussée de l'expansion coloniale qui a abouti à un complet *partage du monde* et à la destruction du dernier SM de type A qui subsistait, celui dont la Chine était le centre.

Cependant, cette nouvelle forme de SM n'est pas que colonialiste. Elle est aussi marquée par une première vague de décolonisation politique, celle des *enfants de l'Europe*. La révolution américaine a donné l'exemple et la révolution française a fourni des modèles et des idéologies à ce mouvement par lequel l'Amérique Latine et les dominions anglo-saxons ont échappé à la tutelle coloniale ancienne. Le nouveau SM impérialiste a ainsi pris ses caractères propres : capitaliste, occidental, chrétien et blanc. Il a réservé à une vingtaine de pays le « *monopole de l'histoire* ».

**109.** Bref monopole, d'ailleurs. Le SM de forme C 1 a volé en éclats, de par l'effet de la première guerre mondiale et de la révolution d'Octobre. Malgré les illusions des vieilles puissances occidentales, rêvant encore, à la fin des années 1920, à leur magistère perdu, un nouveau SM s'est alors établi, que caractérisent :

- le premier « *socialisme dans un seul pays* » des Soviétiques,
- l'affirmation de la nouvelle prépondérance américaine,
- la formation d'un jeu triangulaire d'antagonismes (en termes idéologiques courants : entre les démocraties, les dictatures fascistes et la patrie du socialisme) qui s'est résolu dans et par la seconde guerre mondiale,
- la lente maturation, puis l'explosion en chaîne, après la seconde guerre mondiale, des luttes anti-colonialistes.

Dans la texture même des zones dominées, ce SM a produit deux effets majeurs : la prolifération d'États indépendants à mesure que s'achevait la décolonisation politique et la mise en accumulation primitive de vastes zones de ce que, par contraste, on a alors dénommé le Tiers-Monde.

Ce SM qui, pour l'essentiel, s'établit de 1914-1917 aux années 1950 (mais il faut prendre ces dates comme des repères grossiers, [voir n° 112](#)) correspond à l'ère des guerres et des révolutions annoncée par Lénine. C'est la phase C 2, celle de la crise de l'impérialisme.

**110.** Peu à peu, après la seconde guerre mondiale, cette crise a connu une sorte de rémission et un nouveau SM de type *néo-impérialiste* (C 3) s'est bâti. Le succès de la révolution chinoise et la première vague des décolonisations anti-impérialistes peuvent en marquer l'origine, mais la bombe d'Hiroshima, les accords de Yalta, la mise en route du plan Marshall, en sont également les repères initiaux. C'est dans les années 1945-1950 que commence cette nouvelle phase dont on établira qu'elle est désormais achevée.

Les caractéristiques de ce SM sont l'établissement du duopole stratégique USA-URSS : l'établissement de plusieurs « *socialisme dans un seul pays* » : le rejet des guerres à la périphérie du système, dans les aires où la décolonisation politique s'achève, la surdétermination de ces guerres, comme de toutes les articulations internationales de toute nature, par le duopole : et, enfin, la capture des nouveaux États indépendants dans un réseau serré de dépendances nouvelles (liens marchands et aides économiques, militaires, culturelles, etc.).

**111.** *Le développement du sous-développement* résume assez bien cette phase C 3 où la croissance du centre capitaliste et les tâtonnements des zones socialistes contrastent de plus en plus violemment avec la stagnation économique et l'inflation démographique du Tiers-Monde. Sous le duopole stratégique (que la prolifération atomique menace de diverses parts – et d'abord de Chine), les rivalités occasionnelles de l'Amérique, de l'Europe et du Japon et même le schisme russo-chinois, ne sont que des contradictions secondaires au regard de celles qu'engendre et envenime le développement du sous-développement.

C'est en partant de cette hypothèse de travail que l'on envisagera les formes que pourrait prendre le prochain SM, selon que l'une ou l'autre des contradictions secondaires deviendra explosive ou que la primauté de la contradiction principale se fera plus directement sentir. Il semble d'ores et déjà établi que la phase C 3 s'achève : la crise monétaire et inflationniste internationale, la cassure de la croissance d'après-guerre et, plus encore, le succès de l'OPEP, en sont les symptômes économiques : le reflux de la puissance américaine qui s'est amorcé au Vietnam, le sourd travail dont l'Europe du Sud et l'Afrique australe sont le siège, en sont les signes politiques avant-coureurs, l'effondrement des internationales politiques et religieuses centrées sur l'Europe, le *baby-krach* du monde occidental, en sont les indices idéologiques.

**112.** Il importe de bien concevoir les divers SM qui viennent d'être évoqués, même les plus récents, non comme des étapes se succédant nécessairement l'une à l'autre, mais comme des systèmes aptes à coexister dynamiquement quand, à la différence des SM de forme A, ils deviennent jointifs, voire coextensifs.

L'exemple du Portugal peut aider à saisir ce point. Le Portugal des XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles a été l'un des agents les plus actifs de la construction du SM de forme B 2 centré sur l'Europe et, dans ses rapports avec son aire coloniale propre (amputée au Brésil dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle), cette forme B 2 est demeurée très longtemps de règle. Cependant, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Portugal est entré dans l'aire d'influence de la Grande-Bretagne, pour n'en plus sortir jusqu'à sa révolution d'avril 1974 : simplement, cette influence s'est affaiblie comme s'affaiblissait l'Angleterre. Du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, le Portugal s'est donc trouvé au centre d'un système colonial de forme B 2 (qui s'est tardivement et faiblement modernisé à partir des années 1960) et, simultanément, à la périphérie d'un SM de forme C 1, puis C 2, puis C 3, où il jouait un rôle mineur et dépendant, dans l'orbite anglaise, puis anglo-américaine. Puissance coloniale *et* pays sous-développé : c'est une autre façon de dire la contradiction dont il vise aujourd'hui à sortir.

Cet exemple est généralisable. En considérant un SM, on définit une période historique, significative pour l'aire géopolitique à laquelle ce SM s'applique directement, mais, en considérant pour une région donnée et une période donnée, l'enchevêtrement

éventuel des SM multiples et hiérarchisés dont cette région relève, on définit le système local des contradictions internationales qui sont nouées dans cette région et dans cette période.

Pareille analyse peut rendre intelligible ceci (qui n'est nullement métaphorique) : les Français et autres Européens de l'Ouest viennent de vivre, pendant toute la phase où le système C 3 s'appliquait à eux, dans la Suisse de notre monde... : ou encore ceci : les Libanais, les Palestiniens et les Israéliens revivent, *mutatis mutandis*, la « question macédonienne »...

**113.** Dans les aires géo-politiques placées en position dominée, soit par l'effet d'un SM, soit par leur position dans un enchevêtrement de SM, une attention toute particulière doit être attachée aux processus de disruption, de désarticulation, puis de reconstruction des FS.

En d'autres termes, les situations de colonisation et de dépendance dévient la formation locale des FE, brisent les États locaux, inhibent les processus locaux d'identification ([voir n° 83](#)) selon des modalités et avec des effets qui sont analysables. Si bien que les nouveaux États dépendants sont des constructions étonnamment fragiles et malformées dont le *sous-développement* est loin d'être réductible à quelque retard de la production économique : ces sociétés ont à conquérir tout leur être, leur identité nationale, leur forme étatique, autant qu'à autocentrer leur économie. Les matériaux techniques, humains et culturels dont la décolonisation (avec ses remue-ménages, ses inhibitions et ses découpages artificiels) les fait héritiers, sont fort inégalement adaptables à cette fin.

Le scoutisme de l'aide au Tiers-Monde comme B.A., le cynisme de l'aide au Tiers-Monde comme prime d'assurance contre la turbulence, sont, à cet égard, d'une égale naïveté. C'est par le fer et le sang que ces nations nouvelles se forgeront, comme leurs devancières (ce qui parfois leur est advenu dans la lutte anticolonialiste même), à moins que...

Ce que pourrait être une véritable aide politique à la maturation *sociale* (c'est-à-dire de toute la FS) dans les nouveaux États dépendants du Tiers-Monde, demeure à inventer, comme le socialisme...

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 22

### La société (IV) : retour sur sa problématique

*« ... en passant par l'Arizona ou la steppe sans oublier  
l'hélice éclairée debout de la biologie moi qu'est-ce que tu  
veux cette aventure me passionne... »*

SOLLERS.

[Retour à la table des matières](#)

**114.** À ce point du parcours, s'achève le moment analytique, celui par lequel ont été données des images partielles et atrophiées de la société ([voir n° 4](#)).

En effet, la société prise dans son unité réelle, n'est pas concevable comme une activité économique *plus* une organisation politique, *plus* un bouillonnement idéologique, le tout dûment *inscrit dans* un certain système mondial. La société est comme l'homme qui achète un journal : par cet acte *économique*, il acquiert une marchandise *idéologique* à forte charge *politique*, tout cela d'un même mouvement. Les représentations fragmentaires et spécialisées dont on dispose désormais ne peuvent prendre

tout leur sens que si elles se composent en une représentation multidimensionnelle de la réalité sociale : tel est l'objet central de la théorie de la société.

À vrai dire, la représentation la plus totalisante de la société ne se présentera ni comme une image simple, ni comme une image unique. Mais si l'on accepte qu'une fort longue hélice enchaînant, selon des rythmes complexes, des maillons diversifiés, soit nécessaire pour représenter la macromolécule porteuse du code génétique, on peut admettre que l'embrouillamini des relations entre des millions ou des milliards d'hommes puisse requérir une image assez complexe... Ce sera en fait une image double : celle d'un système de classes et celle d'une formation sociale.

**115.** L'un des aphorismes les plus célèbres de Marx, celui qui fait des luttes de classes le moteur de l'histoire, donne lieu à un malentendu permanent, non pas chez les bonnes âmes que l'existence des classes dérange et qui la nient de mille manières, mais bien chez de forts bons esprits qui conçoivent parfaitement l'existence des classes sociales, mais doutent néanmoins que l'histoire puisse *se réduire* à leurs luttes. Il est vrai que le romantisme, dont Marx n'était pas indemne, a pu parer ces luttes de couleurs flamboyantes, jusqu'à déformer leur concept. La guerre, civile ou non, la manifestation, la grève, qui sont des explosions de luttes de classes ouvertes et violentes, passent alors pour leurs symptômes essentiels, voire exclusifs et, dans cet éclairage, l'existence triviale et quotidienne des luttes de classes devient invisible. Les luttes de classes, c'est aussi le quotidien du travail, l'État dans toutes ses manifestations, le chatoiement des idées : c'est la vie sociale même.

Chacune des instances précédentes a poussé aussi loin que le permettait sa logique propre, l'investigation des relations sociales, des structures qu'elles composent, des classes qu'elles déterminent, si bien qu'il s'agit maintenant de ressaisir ces analyses en une conception claire de chaque société comme système de classes sociales. Telle est la première image théorique globale que l'on peut donner de la société.

**116.** Une seconde image théorique, tout aussi globale, et représentant la même totalité sociale est celle que l'on appellera la formation sociale, parce qu'elle unifie et condense toutes les déterminations déjà repérées dans les FE, FP et FI. La formation sociale, c'est la structure d'une société en tant que système intégré, en tant qu'*objet social*.

**117.** Il n'y a aucune vraie différence entre ces deux images. Elles ne sont pas, entre elles, comme la forme et le contenu (la forme structurelle logeant son contenu en classes d'hommes), ni comme les pratiques par opposition aux structures (quoi qu'en pense Poulantzas). *Un système de classes sociales est une formation sociale et réciproquement*. Si l'on continue de représenter les deux termes de cette identité par des images distinctes, c'est simplement par défaut de souplesse de l'algèbre

représentative dont on fait usage. S'il fallait traiter de quelque aspect de l'État aux prises avec une Église ou un parti et agissant sur (ou agi par) une économie et, dans le même moment, dans la même représentation, expliciter les tensions de classes qui jouent dans chacun de ces aspects, on surchargerait la représentation jusqu'à la rendre illisible. Mais ce n'est là qu'un défaut d'accoutumance (ou, d'autre manière, un effet sournois de l'idéologie dominante) : nous ne sommes pas encore entraînés à penser l'impôt, la religion, la science ou le négoce comme opérations qui, par-delà toutes les médiations requises en chaque cas, sont *des rapports de classes en acte*. La dualité de la représentation ne nie pas l'unité du réel social : elle compose avec l'un de ses effets, la capacité de méconnaissance dont l'idéologie est la source.

**118.** Une fois établies ces représentations de la totalité sociale, la présente recherche pourra se boucler, c'est-à-dire reprendre les questions qui l'ont motivée : comment une société se reproduit-elle et se transforme-t-elle ? et, donc, qu'est-ce que le socialisme et comment le mettre en œuvre ?

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 23

### La société (V) : les classes sociales (IV)

*« Le propre des démocrates petits-bourgeois, c'est leur répugnance pour la lutte des classes, leur rêve de pouvoir s'en passer... »*

LÉNINE.

[Retour à la table des matières](#)

**119.** À tout lecteur averti, les fiches 4, 11 et 17 auront semblé décevantes. Même si ce qu'elles disent des classes sociales est jugé pertinent, il reste qu'elles demeurent inabouties, suggestives peut-être, mais nullement concluantes. Ce n'est point un effet de hasard. Pour concevoir dans la plénitude de leurs déterminations (ou, du moins, dans leurs déterminations principales) les classes qui composent une société donnée, deux conditions doivent être remplies et elles ne pouvaient l'être jusqu'à présent : l'une est d'embrasser d'un même regard toutes les classes d'une même société, ce que l'investigation instancielle interdisait par construction : l'autre est de pouvoir saisir en même temps la situation des diverses classes et le retentissement qu'a, sur cette situation, l'idéologie dans laquelle ces classes sont immergées.



**120.** Pour remplir la première de ces conditions, il faut pouvoir considérer tout à la fois, l'ensemble de la FE et l'ensemble des appareils étatiques et idéologiques qui coexistent dans une même société, bref, il faut pouvoir saisir la situation de toutes les classes qui forment, dans une société donnée, l'ensemble de sa population.

Or il n'existe pas de corrélations mécaniques permettant d'associer nécessairement à tel type de FE, tel type d'AE ou tel type d'AI. Néanmoins, les liaisons entre ces représentations partielles, établies par les diverses instances, ne sont pas non plus parfaitement arbitraires. La compénétration souvent très intime entre l'AI et l'AE offre de multiples repères. Et ces appareils eux-mêmes sont inégalement appelés, requis, tolérés ou rejetés par chaque type de FE. En outre, les systèmes d'articulations que l'on a mis au jour, en diverses occasions (voir notamment [n° 23](#) et [n° 99](#)) ont très souvent des effets qui débordent de leur instance d'origine et qui, donc, signalent des connexions partielles plus ou moins nécessaires. Si bien qu'au total le jeu combiné et réfléchi de ces divers indices permet de dessiner non pas les corrélations mécaniques, déjà discutées, ni même des correspondances terme à terme qui seraient plus complexes, mais bien *des limites* de variation relative. À telle FE peuvent être associés l'un quelconque des types d'AE ou d'AI inscrits dans une série donnée et aucun autre, pour des raisons à chaque fois très précises. Ainsi, de proche en proche, des zones de corrélations probables se dessinent. Elles suffisent à satisfaire la condition ici étudiée, c'est-à-dire à donner une image assez précise de la structure de classes d'une société donnée : que, par exemple, la FE domaniale marchande par quoi se caractérise la France des XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, soit déjà dotée d'une armée réglée ou soit encore en train de la construire, voilà qui ne fait varier sa structure de classes que dans des limites assez courtes. Mais il va de soi que l'étude des appareils et de leurs liens avec la FE, dans une société donnée, peut être poussée beaucoup plus loin.

**121.** La seconde des conditions posées au [n° 119](#) est plus complexe. Aussi faut-il d'abord en préciser l'enjeu.

Les déterminations repérables par les diverses instances permettent de concevoir la situation des classes, c'est-à-dire leur place structurelle dans l'agencement social. Cela suffirait à définir le système des classes sociales si celles-ci étaient composées d'hommes à la tête vide. Mais ils pensent et se font une certaine idée de leur situation dans la société, idée dont il faut tenir compte. Comment ? et quel compte ?

Comment ? La tradition marxiste est porteuse de deux réponses que je récusé toutes deux, parce qu'elles sont théoriquement mal fondées. L'une est de faire référence à la *conscience de classe*. Pour Marx, ce que je viens d'appeler la *situation* d'une classe, définit une classe *en soi* ; celle-ci ne devient une classe *pour soi*, elle n'est donc pleinement constituée, que si les hommes qui partagent une même situation de classe en prennent conscience. Ce que je récusé dans cette conception – ou du moins, dans certaines de ses variantes, celle de Lukacs notamment – c'est de

transgresser la coupure S/H, de faire appel à la psychologie des individus pour rendre compte d'un processus social massif.

La seconde réponse (à laquelle les écrits de Mao Tsé-toung ont donné une grande vigueur, mais ils n'étaient pas sans précédents) fait référence, presque exclusivement, à la réaction politique des hommes à leur situation de classe. Je récusé, dans cette analyse, la réduction de la position de classe à ses seules manifestations politiques : le fait que celles-ci soient en outre appréciées, de façon toujours circonstancielle, par un parti qui s'érige en gardien des positions *justes* n'est qu'une circonstance aggravante ([voir n° 123](#)).

**122.** Ni la conscience individuelle, ni la ligne d'un parti ne sont des éléments premiers dans la détermination des positions de classe. Les hommes qui composent chacune des classes sociales y figurent indépendamment de leur volonté et quelque conscience qu'ils en aient. La place objective qui leur est faite constitue leur situation de classe. Mais ces mêmes hommes sont toujours pris dans les plis et replis d'un discours social commun ([voir n° 80](#)) dont l'une des principales modulations constitue le système des identifications sociales ([voir n° 83](#)). En toute société, ce système d'identification détermine un jeu de positions de classe qui métamorphosent de façon très diverse le jeu des situations de classe.

(Précision de vocabulaire : dans la langue usuelle, situation et position sont souvent de parfaits synonymes : ici, une distinction formelle les sépare : la situation des classes désigne, on l'a vu, leur place objective : la position des classes désigne un facteur *subjectif*, l'image plus ou moins transposée que l'idéologie véhicule, quant à la situation des classes.)

Les systèmes d'identification qui ont cours dans les sociétés précapitalistes transposent les situations de classe en hiérarchies différenciées : castes, ordres, états, etc. Cela ne signifie évidemment pas qu'il s'agirait alors de sociétés sans classes : ce sont des sociétés dont les classes sont occultées.

Les classes sociales et l'électricité existaient dans la Grèce antique, même si cette dernière était métamorphosée en foudres de Zeus et les premières, habillées en statuts personnels finement différenciés dans une représentation où le développement social ultérieur nous a appris à discerner des éléments juridiques, politiques ou religieux.

Il est bien établi que l'ascension zigzagante des bourgeoisies marchandes, manufacturières et industrielles, relayée par la maturation du mouvement ouvrier, a servi de révélateur aux classes sociales. C'est par ce processus séculaire que les classes ont fait leur entrée dans les systèmes d'identifications sociales, bien des millénaires après être apparues dans la texture sociale. (Noter au passage que l'émergence des classes dans le discours social commun est contemporaine de celle des nations – [voir n° 134](#).)

La formation d'identités de classe a été le résultat de luttes de classes conduites par des organisations de classe, devenues permanentes. C'est à ce point que la greffe marxiste a pris : elle a donné à cette poussée spontanée et confuse une certaine rigueur théorique. Cependant, ces nouvelles identifications n'ont pas supplanté les identités anciennes : leur combat s'est longuement poursuivi et il est loin d'être achevé. D'autant qu'aucun garant n'est jamais venu et ne viendra jamais établir une parfaite adéquation entre les situations objectives des diverses classes d'une même société et les positions où celles-ci se trouvent placées par (et dans) le système des identifications en vigueur dans cette même société.

**123.** Il faut rappeler, en effet, que les identifications sociales, comme toutes les autres modulations du discours social commun, sont le résultat des stratégies conflictuelles des appareils idéologiques ([voir n° 81](#)). Les identifications de classe sont les effets de l'action de syndicats, de partis, etc., dont la stratégie et le discours singulier ont été plus ou moins pertinents et plus ou moins contrecarrés par la stratégie et le discours singulier d'autres appareils idéologiques de toutes sortes. Le parti dit « prolétaires », l'Église dit « tous frères », l'État dit « citoyens », l'École dit ce qu'elle peut et, au bout du compte, les hommes se savent, se pensent, se croient ceci ou cela.

On ne peut même pas se représenter l'apparition d'identifications de classe comme un processus qui, dans la durée, tendrait à ajuster de mieux en mieux ses effets. La dialectique sociale ne laisse aucune place à de telles simplifications. Tandis qu'une certaine théorie des classes s'incarnait dans les représentations par l'effet du mouvement ouvrier, la société poursuivait sa transformation et distançait le schéma théorique vieilli : d'où, par exemple, les difficultés de maints PC à dire, aujourd'hui, ce qu'est le prolétariat, dans leur pays. Par ailleurs, à l'instar du mouvement ouvrier, de multiples autres catégories sociales, correspondant *ou non* à des classes ou groupes de classes homogènes, ont été dotées d'organisations propres et d'idéologies différentielles. Ainsi, par exemple, les classes paysannes ne sont plus « le sac de pommes de terre » dont parle Marx dans le *18 Brumaire* ; elles tendent désormais à s'assembler en organisations inter-classes et à se forger une identité plus ou moins commune : dans le système des positions de classe, une classe paysanne tend à s'inscrire, bien qu'elle n'ait pas de répondant simple dans le système des situations de classe.

La correspondance n'est pas nécessairement meilleure dans les pays où le pouvoir se réclame du marxisme. Le rôle éminent que jouent les références aux classes sociales dans l'idéologie dominante de l'URSS, masque mal l'allergie de cet État à toute analyse scientifique des situations de classe et la renaissance sournoise d'un système d'identifications où des ordres hiérarchisés se dessinent sous le manteau du prolétariat. Dans les limites de l'information disponible, on peut penser que la Chine résiste mieux au second de ces dérapages.

**124.** La théorie de la société ne peut pas se payer de mots, même s'il s'agit de mots naguère chargés d'une claire signification théorique. Pour concevoir le système des classes dont se compose une société, il faut, tout à la fois :

- construire une représentation précise de la *situation* de toutes les classes sociales, saisies dans leur antagonisme fondamental et dans les entremêlements conflictuels seconds qui brochent sur cet antagonisme (voir n° 120) :
- construire une représentation non moins précise de la *position* de toutes les classes sociales, telle qu'elle est révélée et travestie dans le discours social commun, par le jeu des identifications sociales différentielles :
- déterminer, pour la société considérée, les rapports qui existent entre cette situation et cette position des classes, leurs degrés et leurs formes de concordance ou de discordance relatives, la nature, la force et la direction des inhibitions, des dynamismes et des déviations qui en résultent, etc.

C'est seulement dans la mesure où ces objectifs sont atteints que l'on dispose, dans la représentation de la structure des classes à quoi l'on aboutit, d'une image significative de la société totale.

**125.** Pour les besoins de la présente recherche, on esquissera, sous une forme schématique, une typologie des structures de classes observables dans le développement historique. Mais il va de soi qu'une telle esquisse appellera une vigilance critique, historique et théorique toute particulière.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 24

### La société (VI) : les formations sociales

*« Il est évident que nous n'allons pas cependant produire ici l'analyse complète d'une formation sociale, même schématiquement. Faute de place, sans doute. »*

BALIBAR.

[Retour à la table des matières](#)

**126.** Selon que l'on considère la totalité d'une société en mettant l'accent sur les classes *vivantes* qui la meuvent ou sur les réseaux de relations sociales par où chemine cette *vie*, on représente la même réalité sociale comme système de classes (ainsi qu'il vient d'être fait) ou comme formation sociale. Sous ce dernier angle, l'essentiel est de comprendre comment la société est intégrée et dirigée, comment elle est agencée en une totalité *organique*. Étant bien entendu, toutefois, que la vie et l'organicité sociales n'ont rien de commun avec leurs homonymes biologiques et que l'objet spécifique de la recherche est, ici, de concevoir *l'intégration* et la *direction* d'une société.

**127.** Réduite à sa plus simple expression, l'intégration d'une société se caractérise toujours par la liaison complexe de trois termes : une exploitation, une domination, une hégémonie. Ces trois termes expriment chacun un certain rapport (un système de rapports) entre les classes dont la société est formée. On peut également les désigner comme propriété, pouvoir et idéologie dominante. Cette trinité relationnelle, quoique émanée d'un même système de classes, ne se laisse pas plus facilement réduire à l'unité, que les trinités théologiques... Les liaisons des trois termes varient considérablement d'une FS à l'autre et, dans toutes, leur complexité est grande. Entre les formations tributaires où l'exploitation se confond avec la domination (comme l'avait fort bien vu Marx pour qui le tribut « porte en germe » ce que deviendra d'une part la rente et d'autre part l'impôt) et les formations servagistes où ces deux mêmes termes sont derechef unifiés parce que les propriétaires fonciers sont, en quelque sorte, devenus propriétaires des lambeaux d'un pouvoir tombé en déréliction, les écarts sont néanmoins considérables, ne serait-ce qu'en ce qui concerne la capacité d'extension du système.

On établira la gamme des liaisons possibles entre les trois termes : exploitation, domination et hégémonie, on s'appuiera, à cette fin, sur l'ensemble des analyses précédemment produites, ce qui revient à dire que l'on caractérisera les divers types de FS, comme autant de combinaisons singulières de types issus respectivement de la série des FE, de la série des FP et de la série des FI. Le tableau des résultats acquis de la sorte ne peut être présenté ici : coupé des analyses qui le sous-tendent et en donnent le sens, ce serait un pur schéma nominaliste, une taxinomie d'apparence purement formelle.

**128.** En toute société, les trois termes fondamentaux de la vie sociale sont toujours observables. Mais leur unification, leur intégration est susceptible de degrés. Elle n'est pleinement réalisée que dans les sociétés dirigées.

La direction d'une société n'a rien à voir avec un quelconque dirigisme ou une quelconque planification (encore que ces formes de politique économique soient, assez souvent, les indices d'une société dirigée). Elle ne se confond pas davantage avec l'exercice du gouvernement, ni avec la qualité des performances gouvernementales. Elle répond à une condition beaucoup plus fondamentale. Une société est dirigée quand une classe sociale (ou, à tout le moins, des fractions significatives de celle-ci) est en mesure d'entraîner à sa suite un bloc suffisant du système des classes et quand elle entraîne ce bloc dans un mouvement qui transforme la société, consolide le bloc des classes et affaiblit, divise ou élimine, ses antagonistes.

Mais attention : *il importe de lire toute la phrase précédente en commençant par la vider de toute intentionnalité.* Quand la bourgeoisie manufacturière recueille l'appui rentier de la propriété foncière, aide à accélérer l'éviction des paysans et recueille l'appui d'une fraction minoritaire de la classe ouvrière et de larges fractions

des classes moyennes urbaines, comme ce fut le cas dans l'Angleterre des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, elle est la classe dirigeante de cette société, sans que sa direction ait fait l'objet d'un programme préalable, d'alliances politiques en bonne et due forme, etc. Son action pratique sur le terrain a créé des conditions qui, lentement puis en avalanche, ont entraîné tout le pays dans une certaine voie et qui, chemin faisant, ont trouvé leur expression politique et idéologique. Un système marché-parlement-nation-empire de configuration tout à fait originale s'est ainsi formé.

**129.** Cette théorie de la direction qui chemine chez Marx et Lénine a été, pour l'essentiel, élaborée par Gramsci, son concept du *bloc historique* en est l'élément le plus célèbre. Mais Gramsci donne également, dans son analyse du développement politique de l'Italie, de l'unification au fascisme, un bel exemple de ce qu'est une société non dirigée, une société où le capitalisme avance lentement, par l'effet d'une *révolution passive* et demeure entravé par l'archaïsme du Midi et des Îles : une Église vieillie et crispée, un système politique bancal, une économie peu dynamique, tels sont les symptômes d'une intégration superficielle et non dirigée, où l'exploitation oscille entre la rente et le capital, où la domination pare de formes parlementaires la pérennité d'anciennes élites aristocratiques et où l'hégémonie est nationaliste sans souder une nation, impérialiste sans ressort et catholique parce que Rome est toujours dans Rome.

**130.** Pour caractériser la formation sociale anglaise que façonne la révolution industrielle, il a été fait usage d'une formule (marché-parlement-nation-empire) dont les termes ne doivent rien au hasard. On dit *marché* et non pas *capital* – bien que l'instance économique ait pleinement validé les vues de Marx pour qui le capital est, dans les sociétés où il s'applique, la plus centrale de toutes les relations économiques. On dit *marché* parce que le propre d'un État est d'asseoir dans une aire donnée la domination qu'il exprime : en l'occurrence, *marché* et *empire* expriment la prééminence des Britanniques sur leur marché et sur le marché mondial. On dit *parlement* et non pas *État*, parce que l'institution parlementaire (et tout ce qui s'ensuit, en l'occurrence) donne sa forme spécifique à l'État local et exprime l'essence même du rapport entre cet État et la société civile ([voir n° 53](#)).

Il faut néanmoins se garder, ici plus que jamais, des pièges sémantiques : caractériser une FS ce n'est pas faire choix, dans le dictionnaire, d'une gamme judicieuse de mots : c'est inscrire les caractéristiques fondamentales de cette FS (son mode d'intégration et de direction) *dans une série* ; la vérité d'une FS se reconnaît moins aux mots qu'on emploie pour la dire, qu'aux différences qu'elle manifeste d'avec les autres FS.

**131.** Il serait faux de croire que toute société est *dirigée*, on l'a vu. Une société non dirigée est, dans le système mondial dont elle relève, plus un objet qu'un sujet de l'histoire... Mais il serait tout aussi faux de croire que toute société est bien *intégrée*.

La dépendance internationale désintègre les sociétés. Le cas est patent dans les sociétés coloniales où un pouvoir importé, plus ou moins vite suivi d'une accumulation primitive et d'une culture également importées, se mêle à ce qui peut survivre des formes locales antérieures, d'exploitation, de domination et d'hégémonie, et engendre des composites variables, jamais stables ni aisément restabilisables après décolonisation.

À des degrés divers, toutes les situations de dépendance économique, politique ou culturelle sont, de même, capables de décentrer et de déstabiliser une société, bref de déconstruire son intégration.

Il ne faut pas hésiter à pousser très loin cette ligne de réflexion : la clé de nos poussées régionalistes ou de notre intégration européenne est à chercher de ce côté. En effet, s'en tenir à l'examen des situations de dépendance, coloniales ou autres, c'est faire choix d'un horizon court, celui où s'inscrivent les systèmes mondiaux de type C ([voir n° 105](#)). Or, quelle que soit la filière où s'est inscrite son histoire, chacune des sociétés contemporaines est née d'une longue chaîne d'amalgames forcés dont sont issues des intégrations plus ou moins réussies.



Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 25

### La société (VII) : classes et nations

*« le diamant c'est probable engendre des virus »*  
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**132.** On a montré que les classes et les nations sont, les unes et les autres, des formes d'identification sociale, résultant de modulations du discours social commun, par des AI aux stratégies contradictoires (voir n° 83). Est-ce à dire que ces formes seraient de même nature, de même échelle et de même poids ? Et comment se relient-elles ou s'opposent-elles ? Ces questions théoriques sont lourdes de conséquences politiques.

**133.** La nation n'est pas une idée, elle n'a rien d'éternel.

Forme d'identification collective, la nation ne se réduit pas à une pure idée, sans autre substance qu'elle-même. Elle est, dans le discours social, le sédiment historique

d'un *vécu-ensemble* multi-séculaire, actualisé par de multiples AI. L'école, la presse, les partis, les églises, etc., répètent sans cesse aux Français qu'ils sont français et en quoi ils le sont. Cette identification est la forme idéologique explicitant l'appartenance durable à un même État. Essentiellement, *la nation est le discours de l'État*.

(Pour mémoire : on a déjà repéré les multiples replis et discordances qui, dans l'histoire des sociétés, éloignent la nation de sa limite idéale : celle où toute la population d'une même FS se reconnaît tout entière dans une seule et même nation : [voir n° 83](#).)

Discours de l'État, mais pas de n'importe quel type d'État. Les communautés pré-étatiques ont, semble-t-il, une organisation et des identifications fondées sur un système de parenté et d'alliance. Leur transformation en nations s'est opérée par des médiations telles que la tribu et l'ethnie. Dans le registre idéologique, la nation est un produit plus élaboré que les identifications antérieures, mais elle n'est jamais totalement libre de celles-ci. Avec des séquelles parfois tribales, souvent ethniques ou déjà provinciales, la nation prend forme dans les États portés par le capitalisme ascendant. Elle devient ensuite le discours de tout État, dans les SM dominés par le capitalisme. Elle y devient même parfois une forme d'identification où sont projetées des ethnies (ou des groupes d'ethnies) aspirant à (re)conquérir leur autonomie étatique.

Dans cette dynamique millénaire, la nation n'est pas le terme ultime (dans l'ordre S, il n'y a jamais de terme ultime). On analysera la crise des systèmes d'identification nationaux et multinationaux pour déceler ce dont elle est porteuse : une possible rupture entre l'identification nationale et la référence à l'État qui l'a constituée, partant, la possible formation d'identités collectives plus larges, enveloppant la nation comme la nation a enveloppé l'ethnie ou la province.

Ainsi, la nation n'a rien d'éternel : c'est l'une des formes historiques d'identification collective, produite dans certains types de FS, dans certains SM.

**134.** On a vu que le concept de classe sociale est ambivalent : il désigne tout à la fois la situation de classe, la position de classe et la dialectique de ces deux réalités sociales distinctes ([voir n°122](#)). Au sortir de la transition multi-millénaire qui a transformé une espèce animale en notre espèce animale-humaine-sociale, toutes les sociétés sont formées de classes, mais certaines seulement sont le siège d'identifications sociales différentielles en termes de classes.

De ces identifications différentielles, on peut dire, comme de la nation, qu'elles ne sont pas de pures idées – la chose est bien claire – et qu'elles n'ont rien d'éternel : d'autres identifications différentielles, tels les lignages, les castes, les ordres, les ont précédées et, à l'horizon de la société sans classes, elles sont appelées à s'effacer.

La maturation des identifications (différentielles) de classe a été le fruit d'un discours critique et minoritaire. Elle exprime ce que les organisations du mouvement ouvrier, engendré par le capitalisme, ont réussi à faire entendre contre les autres AI qui entretiennent le discours social dominant. Puis, au-delà d'un certain seuil de croissance du mouvement ouvrier, ce nouveau type d'identifications est devenu contagieux, l'affirmation d'une classe jouant ainsi le rôle de révélateur d'identité pour les autres classes. Mais la contagion s'est accompagnée de récupérations et de déformations, comme il était inévitable : les identités différentielles résultent des stratégies contradictoires d'AI finalement mus par les luttes de classes.

On a pu dire que les classes et la nation sont contemporaines ([voir n° 122](#)) en ce sens que ces identifications ont pris forme dans la même période historique, par l'effet, plus ou moins indirect, de l'essor capitaliste.

**135.** Toute problématique classes/nation fait donc jouer deux plans distincts. Le premier plan met en rapport l'État, en tant que pôle politique et idéologique d'une certaine FS, et les classes sociales, prises dans l'ensemble de leurs déterminations (*situations* objectives et *positions* identitaires).

Le deuxième plan met en rapport la nation, comme discours de l'État, et les classes comme formes d'identifications différentielles exprimant, dans certaines FS, la *position* d'une ou de plusieurs classes sociales.

Le premier de ces plans revient à considérer la FS comme un système de classes, sous la houlette d'un État. Il représente en quelque sorte, le réel de référence pour le second plan où un type d'identifications différentielles, les classes, est mis en rapport avec un type d'identification collective, la nation.

Une part essentielle des affrontements politiques et idéologiques se joue entre ces deux plans. L'État, comme système de domination de classe, nimbe d'unité nationale la compression ou la répression des classes dangereuses pour l'ordre établi. Il tend, avec succès, à faire prévaloir l'identité collective. À l'inverse, certaines des forces politiques nées dans le mouvement ouvrier ou formées plus ou moins à son exemple, tendent à privilégier l'identité différentielle des classes exploitées ou dominées qu'elles représentent (ou visent à représenter) en les solidarisant, d'un pays à l'autre, à l'encontre des solidarités nationales. Telle est, du moins, la plus simple des figures, celle dont les limites sont, respectivement, *l'union sacrée* et *l'internationalisme prolétarien*.

De la problématique classes/nation, ainsi esquissée, on étudiera les figures principales, en référence à l'agencement des SM, à la nature et à la forme des alliances internationales de classes ([voir n°100](#)), à la forme et à l'action des organisations politiques et idéologiques internationalistes. Cette recherche portera notamment sur les formes initiales d'internationalisme qui n'étaient pas relayées par un appui

étatique : sur les novations, parfois dramatiques, qu'introduit, dans l'internationalisme, l'apparition de relais étatiques, sur les chances nouvelles et les risques nouveaux que procure à l'internationalisme la multiplication des relais étatiques, selon qu'ils sont plus ou moins distincts, autonomes, voire antagonistes.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 26

### La société (VIII) : la dynamique sociale

*« le singe (ou son cousin) le singe devint homme lequel un  
peu plus tard désagrégea l'atome »*

QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

**136.** Toute société se reproduit. Aucune ne se reproduit jamais à l'identique. Aucune n'a jamais pu choisir son mode de reproduction. Ouvrir la possibilité d'un tel choix est l'une des ambitions du socialisme.

On va reprendre, ici, ces divers thèmes, hormis le dernier qui trouvera place dans la fiche suivante.

**137.** Toute société se reproduit. Encore faut-il bien concevoir ce que cela signifie : Marx donne trop souvent à penser qu'il y aurait quelque analogie essentielle entre la reproduction des hommes qu'inclut la société et la reproduction des relations sociales qui la constituent.

Dire de la société qu'elle se reproduit, c'est dire que les systèmes de relations sociales qui forment sa structure sont *pérennes*. Les hommes qui, par leur activité, actualisent ces relations, sont *périssables*, mais ils sont relayés par d'autres hommes comme supports vivants des relations sociales préexistantes et, de ce fait, ils reproduisent la société.

La reproduction de la société, c'est sa conservation. La reproduction des hommes, c'est leur remplacement. *Le cœur de la reproduction sociale, c'est donc l'ajustement des nouveaux flux d'hommes au système social préexistant.*

**138.** La reproduction de la population participe, certes, des lois de l'ordre N mais elle n'en est pas moins soumise, en tous ses aspects, aux déterminations émanées des sociétés où elle s'opère.

L'étude des diverses phases de la révolution démographique – qui, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, affecte successivement la mortalité puis la natalité, non sans décalages générateurs d'énormes croûts de population – mettra en évidence l'influence décisive qu'exercent, à cet égard, les divers types de FS et de SM ([voir n° 99](#)).

Les systèmes de parenté et d'alliance par lesquels sont soudées des communautés plus larges et plus stables que celles de la soi-disant *famille naturelle* constituent la forme initiale d'une intégration sociale qui s'enrichit ensuite d'autres bouclages, plus souples et de plus vaste contenance, comme les divers types d'État. Cette forme demeure vivace, dans les sociétés les plus complexes. Partout, elle concourt à un certain réglage social de la procréation, réglage auquel, de proche en proche, tous les systèmes de relations sociales, y compris les systèmes idéologiques, apportent leurs contributions contradictoires. C'est pourquoi rien n'est moins simple que la démographie, Marx l'a bien noté.

Le cœur de la reproduction sociale consiste en ceci que des nouveau-nés en quantité suffisante doivent être mis en état de relayer, en temps utile, les générations anciennes, C'est donc à bon droit qu'Althusser et d'autres ont mis l'accent sur le fonctionnement des AI comme reproducteurs de la force de travail (et de toutes les autres qualités d'activité humaine requises par la structure sociale – omettent-ils de préciser). À bon droit également que Bourdieu et d'autres ont mis l'accent sur le système de formation et sur la constitution des habitus ([voir n° 149](#)). Encore faut-il bien voir que l'adaptation des flux de population nouvelle à la société préexistante et pérenne, n'est pas qu'une affaire d'école ou de formation. À tout âge et en toute activité sociale, l'adaptation d'une population transitoire à une société pérenne est sans cesse en œuvre.

**139.** C'est seulement en toute première approximation que l'on peut évoquer une pérennité structurelle, comme il vient d'être fait. Aucune société ne peut se reproduire, se conserver, à *l'identique*.

Une société qui se reproduirait à l'identique aurait une population et une pyramide démographique stables, une division sociale du travail exactement figée et immuable et un environnement naturel et international parfaitement stables et neutres à son égard, toutes conditions impossibles à remplir. Par le défaut d'une ou de plusieurs de ces conditions et par les conséquences cumulatives d'un tel défaut, chaque société est le siège d'une *reproduction transformatrice* dont les modalités et les conséquences sont elles-mêmes un effet de la structure propre à cette société. *La structure d'une FS n'est pas un moule fixe, c'est la matrice d'une reproduction transformatrice.*

**140.** Toutes les FS soumises, de façon prépondérante, à la logique de VU ([voir n°21](#)) tendent à se reproduire, en oscillant dans d'étroites limites, au gré des accidents naturels (climatiques, épidémiques, etc.) et des fluctuations du croît démographique.

Leur point d'équilibre est néanmoins soumis à des poussées externes : les guerres qui détruisent ou amalgament des peuples et forcent à modifier les agencements étatiques : le commerce lointain, véhicule de besoins marchands, de religions et d'idées nouvelles et, plus généralement, l'ensemble des articulations internationales ([voir fiche 20](#)). Dans les zones soumises à un empire central (SM de type A : [voir n°105](#)), une dynamique sociale de *l'éternel retour*, marquée de longues oscillations, se substitue de la sorte aux fluctuations singulières de micro-sociétés relativement isolées.

**141.** Dans les aires et dans les périodes où le capital marchand, puis le capital manufacturier et industriel réussissent à percer, c'est-à-dire où la logique de VE s'affirme peu à peu ([voir n° 21](#)), la reproduction sociale change de modèle. Aux transformations oscillantes, se substituent des transformations évolutives. Le MP capitaliste ronge, puis subvertit les autres MP et les forces productives qu'il libère diffusent de tous côtés leurs effets. Les besoins marchands, les États nationalitaires, les projections coloniales et impérialistes, la formation massivement transportée de la famille à l'école, et toute l'ébullition idéologique corrélative, deviennent les formes d'une reproduction sociale dont le caractère transformateur s'affirme de plus en plus.

L'équilibre des sociétés soumises à une telle reproduction puissamment transformatrice est beaucoup plus délicat que celui des sociétés précédentes. Moins menacées par les accidents naturels, moins facilement subverties par les affrontements guerriers, ces sociétés courent, en revanche, le risque d'être perpétuellement *en retard sur elles-mêmes* : par exemple, de n'avoir plus le type d'État qui convient à leur type d'économie, ou de n'avoir plus les systèmes idéologiques (I 2) qui peuvent convenir à leur État ou à leur économie. Comme toute société, ces FS tendent à se reproduire purement et simplement, à se conserver. Mais les tensions transformatrices

qui les dynamisent ne souffrent pas cette stabilité passive. Ces sociétés en viennent donc, non sans essais et erreurs, à découvrir des formes de stabilité active, des amortisseurs et des répresseurs de type nouveau : leurs systèmes politiques se font plus souples et plus envahissants, leurs hégémonies, insidieuses ou brutales, se font sentir jusqu'au tréfonds de la société, leurs économies deviennent objet permanent de politique, etc.

Néanmoins, elles sont, en permanence, le siège de tensions dont l'accumulation peut devenir explosive : elles sont exposées à des révolutions.

Dans ce processus, Gramsci met l'accent sur ce qui conduit à la rupture : c'est sa théorie de la *crise hégémonique*. Touraine, pour sa part, met l'accent sur ce qui constitue le *système d'action historique*, c'est-à-dire sur les conditions et possibilités de *diriger* (au sens des [n° 126](#) sq.) une telle société.

**142.** Mais aucune société n'a encore jamais pu choisir son mode de reproduction, maîtriser sa croissance, contrôler ce que Gruson appelle ses *décisions de longue portée*, bref, s'orienter vers un avenir choisi dans la gamme de ses possibles. C'est qu'en effet, aucune société n'est encore soumise, de façon prépondérante, à la logique de VD ([voir n° 22](#)). D'ailleurs, le serait-elle, qu'une partie seulement des conditions requises pour qu'une société maîtrise son *système d'action historique* serait accomplie : ce serait une société maîtresse de ses rapports ordinaires avec le donné naturel, maîtresse aussi de sa production et de la part de ses besoins qui est à satisfaire par des produits matériels (par du naturel transformé – et non par du social). Mais ce ne serait pas encore, pour autant, une société maîtresse de son État, ni de son discours social. D'autres conditions que la socialisation de l'économie sont requises, à l'échelle locale et mondiale, pour que l'avenir social cesse d'être subi.

**143.** La reproduction des FS et des SM, tout comme leur structure en général, constituent des processus qu'un usage fautif (bien qu'il ait ses titres de noblesse chez Marx) conduit souvent à analyser en termes d'évolution.

Parler d'évolution sociale, c'est faire usage d'une image banale ou c'est se référer explicitement à une loi de l'ordre N, celle dont Darwin et ses successeurs ont établi le sens et la portée. Les *espèces* sociales, c'est-à-dire les types de sociétés, ne ressortissent pas à cette logique naturelle.

Vaut-il mieux parler de développement social ? On prend alors le risque d'être piégé dans une dialectique de forme hégélienne, selon laquelle telle configuration sociale, riche de telles contradictions, est supposée porteuse d'un dépassement nécessaire de ces contradictions, par la maturation de telle nouvelle configuration sociale, alors que le mouvement réel des sociétés ne ressortit pas à cette logique conceptuelle *a priori*. C'est pourquoi, dans la présente recherche où l'on ne s'est pas interdit de



recourir au concept de développement, on lui a assigné une tout autre portée : révélateur d'une logique, mais non porteur d'une nécessité ([voir n° 8](#)).

L'histoire réelle des sociétés réelles ne suit pas la route pré-tracée d'un développement nécessaire, ni l'évolution pleine de hasards et de nécessités d'un patrimoine génétique. Elle a d'autres lois qui ne sont ni celles de la nature, ni celles de l'esprit humain.

**144.** L'évolution des espèces naturelles s'opère par l'effet d'une combinatoire fermée, traversée par des accidents aléatoires, à la suite desquels une combinatoire transformée mais toujours fermée, continue d'opérer.

On montrera que le mouvement historique réel des sociétés s'opère, lui, par l'effet d'une combinatoire ouverte. Il suffit, par exemple, d'examiner une FS, du point de vue des rapports de classes qui l'animent, pour apercevoir que les formes d'identification de classes et les types d'alliances ou d'affrontements entre les classes, sont toujours inscrits, dans une société donnée entre des limites, parfois étroites, parfois plus larges, limites telles que tout n'est pas possible, mais entre lesquelles s'ouvre toujours l'espace d'une histoire ouverte.

Ainsi, l'aventure sociale révèle sa spécificité. La société, cet objet opaque et massif secrété par l'activité des hommes et qui les lie entre eux et contraint leurs vies singulières, est un objet qui se transforme, indépendamment de leurs volontés, mais par la résultante de leurs activités. Sa transformation est toujours inscrite dans un champ de possibilités, prédéterminé par la structure sociale préexistante et par le SM qui la contient. Ce champ de possibilités n'est jamais univoque. Il s'est quelque peu élargi quand, dans quelques FS européennes, la logique de VE a surclassé celle de VU. Le projet socialiste (dont la logique de VD est une composante) est de l'élargir plus encore et de rendre moins aléatoire la trajectoire effective de la société dans le champ des possibilités qui lui sont ouvertes.

Robert Fossaert, La société.  
Tome I : Une théorie générale (1977)

## Fiche 27

### La société (IX) : le socialisme

*« La pensée de Freud est la plus perpétuellement ouverte à la révision. C'est une erreur de la réduire à des mots usés. Chaque notion y possède sa vie propre. C'est ce qu'on appelle précisément la dialectique.. »*

LACAN.

[Retour à la table des matières](#)

**145.** Un recensement critique des acceptions prises par le terme socialisme permettra d'en déceler les significations multiples et de repérer les équivoques, nées des superpositions de sens : bouquet d'idéologies politiques (I 2) non dépourvu de fleurs vénéneuses : étape, supposée consécutive au capitalisme, dans un développement social, supposé nécessaire ([voir n°143](#)) : type de société identifié par sa seule FE, elle-même caractérisée par une propriété étatique des moyens de production, pratiques variables de mouvements politiques divers.

Pour lever toute équivoque, il importe de toujours situer explicitement le socialisme dont on traite au regard des trois types de réalités sociales par lesquelles il peut se définir, soit en se référant exclusivement à l'une d'entre elles, soit en se référant à plusieurs ou à toutes et à leur dialectique :

- un état ou une série d'états de la structure sociale ;
- un mouvement ou un ensemble de mouvements politiques qui tend à (ou prétend) conduire une ou plusieurs sociétés historiques données, vers un tel état ;
- un ou plusieurs systèmes idéologiques associés par des liens variables (d'inspiration, de légitimation, de brouillage, etc.) à un ou plusieurs de ces mouvements politiques.

L'objet dont on traitera enveloppe l'ensemble de ces déterminations. Mais, dans la présente fiche, on ne fera référence pour l'essentiel qu'au socialisme comme état de la société.

**146.** Dans cette perspective, le socialisme est généralement conçu par opposition au capitalisme. Or le capitalisme ne définit pas un état singulier de la FS, mais un sous-ensemble dans la série des FS: on montrera, en effet, que, nonobstant leur réel dénominateur commun, les sociétés capitalistes ressortissent à des types distincts.

Parmi les traits qui donnent à ce dénominateur commun sa réalité, on note assurément la présence d'un MP capitaliste, prépondérant dans la FE, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent, mais on doit noter également un certain type de rapports entre la société d'une part et d'autre part la nature et l'homme. Toutes les sociétés capitalistes s'opposent, en effet, aux formes sociales antérieures, en ceci qu'elles ont réussi à réaliser une certaine *domestication scientifico-technique de la nature et une certaine individualisation de l'homme*. Ce dernier trait a été fortement souligné par Marx, pour qui l'individu, au sens où nous l'entendons, au sens où nous le vivons, est un effet social historiquement déterminé.

**147.** Avant d'en venir au socialisme, comme état de la société, il faut produire des justifications. Qu'est-ce qui autorise à parler des sociétés socialistes à *venir* éventuellement, sans tomber dans quelque travers a-scientifique ou anti-scientifique, qui rendrait la démarche subjective, moralisante ou volontariste ?

On montrera que ce qui autorise à tenir pareil discours s'inscrit dans l'espace théorique suivant :

- les formes sociales déjà reconnues sont le siège d'une reproduction transformatrice ([voir n° 141](#)) dont on peut apercevoir les *tendances* :
- parmi ces formes sociales déjà reconnues, des sociétés post-capitalistes qui se disent socialistes et dont on aura montré qu'elles participent effectivement d'un certain socialisme étatique, existent et s'offrent à une *réflexion critique à base expérimentale* :
- le développement social – au sens de combinatoire ouverte qu'on lui a reconnu au [n°144](#) – autorise l'investigation du champ des possibles ouvert par la dynamique des sociétés capitalistes et étatiques-socialistes – investigation certes délicate, mais qu'il n'est pas impossible de garder du rêve,
- encore que le rêve lui-même soit, en l'espèce, une forme licite, dès lors que les forces sociales, présentes au départ d'une transition vers un socialisme, sont perméables aux agents du rêve, ou mieux : du projet, sous la forme de mouvements politiques (et autres) de nature et d'insertion adéquates.

Tendances, critique, possibles, projet : c'est dans cet espace que peut se dessiner non pas la voie royale vers un unique état social futur, tenu pour idéal, mais les voies, tortueuses ou non, vers un nouveau sous-ensemble dans la série des FS, vers l'espace dit socialisme. Lequel est donc à reconnaître non comme un paradis ou une fin de l'histoire (ou de la préhistoire ...), mais comme une autre collection de FS dont certaines pourront être vécues comme bonnes et dont d'autres sont ou pourraient être vécues comme infernales. Pour la théorie de la société, il n'est aucun âge d'or ni passé ni futur. *Le ciel social est vide.*

**148.** Dire du socialisme qu'il est un état de la structure sociale ou, plus exactement, un sous-ensemble dans la série des FS, c'est prendre position dans un débat où se trouvent mêlées la théorie dans ce qu'elle a de plus essentiel et la politique dans ce qu'elle a de plus contingent. Faut-il, comme Marx dans la *Critique du programme de Gotha*, considérer le socialisme comme la transition du capitalisme au communisme ? Faut-il, comme Lénine dans *l'État et la Révolution* prolonger cette thèse, en spécifiant plus que ne l'avait fait Marx, que la *dictature du prolétariat* est le fondement même de cette transition socialiste ?

On montrera que ces analyses de Marx et de Lénine sont, au plus haut point, entachées d'un évolutionnisme injustifié : et que la discussion sur la dictature du prolétariat est lourde de pièges sémantiques et masque – parfois même à ses partici-

pants – une sacralisation des écritures marxistes ou une légitimation obstinée de l'une ou l'autre des expériences étatiques-socialistes, en cours dans notre SM.

Certes, à un très haut niveau d'abstraction, il est possible de subsumer les diverses formes de domination politique, observables dans les divers types de FS capitalistes, sous la rubrique générale de la dictature de la bourgeoisie. Et, au même niveau d'abstraction, il est alors légitimement possible de désigner les nouveaux rapports de classes, caractéristiques de l'ensemble des FS socialistes, existantes ou possibles, et, donc, les nouveaux rapports de domination politique, propres à ces FS, comme entrant dans la catégorie générale de la dictature du prolétariat. Mais, qu'il s'agisse de comprendre une FS donnée ou de concourir à l'élaboration de la ligne politique d'une force politique donnée, cette généralité lointaine et vague sera d'un faible secours d'autant qu'elle ne dit rien du vaste domaine, souvent absent de la réflexion politique de Marx ou de Lénine, domaine auquel Althusser, après Gramsci, a consacré beaucoup de ses soins : celui de l'idéologie.

**149.** Je soutiendrai que, dans l'espace esquissé au [n°147](#), le socialisme est à caractériser comme une série de FS distinctes qui, avec des bonheurs divers, se traduiront par :

- un déplacement du rapport établi par le capitalisme entre S et N ou H ([voir n°146](#)) et la création d'un nouveau rapport entre la société et elle-même ;
- un réagencement général des structures sociales pour permettre ce déplacement et cette création.

Ces deux points sont à reprendre.

**150.** Tant que prévaut la logique, marchande et industrielle, de VE ([voir n° 21](#)), la domestication scientifico-technique de la nature s'accompagne d'une indifférence aux dégâts écologiques qui est porteuse, à termes variables, d'une dégradation irréversible du donné naturel. Les conditions primaires de la reproduction de l'espèce humaine sont, de la sorte, potentiellement menacées. On montrera ce que la transformation de ce rapport S/N implique comme bouleversements, progressifs ou révolutionnaires, dans l'agencement intime du SM et des FS. Un nouveau rapport de la société à la nature, asservissant la domestication scientifico-technique de celle-ci, à une maîtrise plus exigeante des conséquences, directes ou indirectes, de l'exploitation du donné naturel, sera peut-être l'un des leviers et certainement la conséquence d'une suffisante transition au socialisme.

Tout aussi profonde est la transformation à attendre du rapport S/H. L'individualisation de l'homme produite par le capitalisme est tissée de contradictions déchirantes : la force de travail comme marchandise, la division sociale du travail de plus en plus émietlée, sont les fruits amers d'un processus qui, dans le même temps, crée aussi des citoyens, des personnes, des individualités plus ou moins aptes à s'épanouir dans leur singularité. On peut entrevoir le sens d'un nouveau rapport S/H, mais on ne peut se cacher combien son établissement sera tâtonnant et complexe : protéger les hommes des aléas naturels et sociaux sans les rendre inaptes aux risques et aux responsabilités : extirper la division sociale du travail étroite, rigide et subie, sans perdre l'efficacité qui l'accompagne, cultiver la différence sans plonger la société dans l'anarchie, etc. Les arrière-petits-enfants de nos petits-neveux auront encore à faire en tous ces domaines...

**151.** Pareils déplacements des rapports entre S et N ou H impliquent une transformation substantielle des rapports que les sociétés entretiennent entre elles et avec elles-mêmes.

On a indiqué (voir présentation) en quoi et pourquoi les sociétés entretiennent, avec les réalités de l'ordre S, un rapport a-critique. Chaque société vit son rapport avec les autres sociétés sur le mode de l'affrontement et de la fatalité et son rapport avec elle-même, sur le mode de l'autojustification et de la conservation.

Une véritable gestion du donné naturel *en bon père de famille* (comme dit Marx), une réelle priorité à l'épanouissement des hommes, singuliers et transitoires, passent par la maturation de sociétés entretenant entre elles et avec elles-mêmes, un permanent rapport critique, c'est-à-dire considérant leurs structures sociales comme un permanent objet d'investigation et de réforme et leur système mondial comme un héritage à transformer.

**152.** Les fins qui viennent d'être évoquées participent évidemment d'un certain type de discours idéologique : déjà Marx, dans les rares occasions où il traite du communisme, avait en vue des fins de ce genre et, de façon générale, on peut dire que les AI influencés par le mouvement ouvrier ont aidé à leur propagation, leur ont donné une force sociale. Néanmoins, dans la plupart des traditions socialistes, on met habituellement beaucoup plus l'accent sur les transformations requises dans l'agencement des sociétés et du système mondial, pour que ces fins aient chance de se concrétiser. Ce déplacement d'accent est politiquement légitime : politiquement : c'est-à-dire du point de vue de l'action dans et sur la société.

On montrera que les transformations sociales requises pour l'aménagement de sociétés socialistes sont :

- de rendre dominants, dans la FE, les modes de production fondés sur une appropriation et une gestion collectives des moyens de production (socialisation et autogestion opposées à étatisation et direction centralisée) ;
- de renforcer continuellement, dans la FP, les pouvoirs agencés distinctement hors l'orbite de l'État, jusqu'à favoriser le dépérissement de celui-ci ;
- de bâtir, dans la FI, des appareils idéologiques divers, autonomes à l'égard de l'État et opposés entre eux, de façon telle que soit élargi au maximum le champ de la critique sociale (spécialement en matière de formation, d'information et de ce qu'il est convenu d'appeler les affaires culturelles) ;
- de faire dériver le SM, vers des formes de solidarité et de coopération internationales préparant un dépassement des cloisonnements étatiques-nationalitaires, hérités de l'histoire.

On soulignera naturellement les contradictions majeures qui opposent entre elles ces différentes orientations, dans la situation de départ, c'est-à-dire dans le monde actuel. La collectivisation de la propriété des moyens de production n'a été expérimentée que sous une forme étatique, incompatible avec le développement de leur gestion collective, ou avec le renforcement de la société civile contre l'État (à quoi se réduit, dans ses toutes premières phases, le processus visant au dépérissement de l'État). La pression du SM incite les États – et spécialement les États expérimentant de nouvelles formes socialistes – à se renforcer plus qu'à dépérir. Le registre nouveau où s'inscrivent les luttes de classes, en phase de transition au socialisme, rend spécialement délicate la recherche d'un point d'équilibre entre le consensus et la critique, entre la novation et la légitimité, entre l'expérimentation et la sécurité, dans l'agencement de la FP et de la FI. L'acuité dramatique et dramatiquement croissante des inégalités internationales (économiques, politiques et idéologiques) surcharge les différences de civilisations de valeurs complexes et hérisse d'obstacles la recherche d'un développement plus harmonieux.

**153.** C'est pourquoi la transition au socialisme ne peut être, localement et mondialement, qu'un très long processus historique, rempli d'aléas et coupé de discontinuités majeures. Guerres, crises et révolutions demeureront, longtemps encore, les marques de nos avènements probables.

Une telle perspective, jointe à l'analyse qu'a donnée Marx du rôle des poussées révolutionnaires et à l'expérience pratique qu'en ont faite Lénine et d'autres, une telle

perspective, donc, explique pourquoi la révolution – politique et culturelle – continuera d'occuper une place centrale dans la doctrine socialiste.

Entre la théorie de la société et la doctrine socialiste, la distance qui existe, sur ce point, méritera une investigation très attentive. Du point de vue de la première, attentive au repérage du champ des possibles, rares sont les conjonctures où aucun cheminement social autre que la convulsion guerrière ou révolutionnaire, ne soit praticable. Du point de vue de la seconde, l'impatience révolutionnaire apparaît souvent, avec bien des justifications historiques réelles, comme la conseillère la plus expédiente. La responsabilité politique est d'établir entre ces deux discours, une tension créatrice dont on montrera quelle peut être la portée *hic et nunc*.

**154.** La référence faite au [n°147](#), aux expériences socialistes déjà en cours implique une discussion très attentive du sens et de la portée de celles-ci. Cette analyse, jointe à celle du système mondial actuel et de ses lignes « d'évolution » possibles et à celle des tendances dont les FS comme la France et ses voisines d'Europe occidentale sont porteuses, conduira à apprécier les chances et les risques d'une *révolution contrôlée*, tentative originale dont on montrera que l'Europe actuelle pourrait en être le terrain. (On parlera de révolution contrôlée au sens où les physiciens parlent de *fusion contrôlée* de l'hydrogène.)

Mais on se gardera de laisser croire que cette approche nouvelle du vieux dilemme : *réforme ou révolution* constitue notre avenir nécessaire ou probable. Pareille formule n'a de sens que si, comme on l'établira, elle s'inscrit dans le champ des possibles et que si elle répond à l'attente de forces politiques suffisantes et en devient la ligne stratégique.

**155.** On espère qu'au terme de ce parcours, ceci aura été établi : ce qui fait l'originalité historique et la responsabilité politique du mouvement socialiste, c'est qu'il est (qu'il peut être...) l'agent d'une expérimentation sociale, l'accoucheur de cette nouveauté : un projet de transformation sociale, inscrit dans un champ de possibilités théoriquement reconnues, un projet converti en force matérielle par son enracinement dans une *base de classes* pertinente, un projet dont on se sera efforcé d'actualiser le contenu.



# Programme

« Jusqu'à maintenant, je n'ai fait que des bagatelles... »  
MARX (1866 ...)

[Retour à la table des matières](#)

Le discours sans preuves qui vient d'être présenté, porte en lui-même sa première justification. En résumant de façon itérative un texte à venir, il donne une idée, d'ailleurs très simplifiée, des questions redoutablement enchevêtrées auxquelles la théorie sociale doit répondre et il laisse apercevoir, à grands traits, les réponses qui seront progressivement produites. À sa façon, il illustre la formule par laquelle Althusser caractérise toute société : *un tout complexe structuré à dominante* (*Pour Marx*, 161 sq.). Il manifeste aussi le projet d'examiner ce que sont, ce que furent et ce que pourraient devenir les structures des sociétés dont l'histoire porte trace.

Encore faut-il bien entendre ce que signifie pareil projet. Il ne s'agit pas d'écrire une histoire universelle à la Pirenne ou à la Toynebee, ni d'échafauder une économie

structurelle qui embrasserait, à travers les siècles, tous les systèmes sociaux, ni de compiler une sociologie générale qui matérialiserait le rêve de Comte : bref, il n'est pas question de produire une petite « cosmologie » portative des objets terrestres, bien que celle de Queneau nous ait offert quelques contrepoints ironiques. Le projet est autre. Il est de confronter à un large échantillon de résultats établis par les diverses sciences sociales, le système théorique général, que l'élan donné par Marx permet de construire. Quel échantillon ? et pourquoi cette confrontation ?

Prenons l'exemple des historiens. J'ai tout à apprendre de Finley ou de Vernant sur la Grèce antique, de Needham ou de Gernet sur la Chine, de Goubert sur le XVII<sup>e</sup> siècle français, d'Agulhon ou de Bouvier sur le XIX<sup>e</sup> siècle et les exemples de cette qualité pourraient être multipliés à l'envi chez les historiens comme ailleurs. L'échantillon de résultats que j'ai découpé dans la matière immense qu'offrent les historiens, est nécessairement arbitraire : plusieurs vies de plusieurs Pic de la Mirandole ne suffiraient pas à épuiser la substance de leurs recherches. Mais l'arbitraire a été, autant que possible, commandé par une question centrale : telle hypothèse, cohérente avec le schéma théorique général, trouve-t-elle une *suffisante justification*, dans l'acquis des recherches accessibles ? La collecte d'exemples illustratifs est loin de constituer une *suffisante justification* ; il faut encore s'assurer que ces exemples ne sont point isolés ni controuvés et que l'hypothèse, elle-même, ne souffre pas l'évident démenti de contre-exemples non moins significatifs.

De telles précautions, il est vrai, ne peuvent éliminer les effets de l'ignorance ni les biais subjectifs, mais en exposant à la critique toutes les pièces du dossier, on prend, à cet égard, la seule précaution radicale. Restent deux objections sérieuses : la confrontation d'hypothèses théoriques et de justifications tirées des sciences sociales particulières ne va-t-elle pas aller vers le positivisme ? et, même si ce n'est pas le cas, que devient, dans cette démarche apparemment prudente et modeste, la grande novation de Marx qui, si l'on en croit Althusser, « a fondé une science nouvelle : la science de l'histoire des formations sociales » (*Lénine et la Philosophie*, 52) ?

Le positivisme (ou, si l'on préfère, l'empirisme logique) est une croyance naïve à l'existence des faits, considérés comme des objets, des événements, des données qui, dans leur pureté significative, préexisteraient comme tels à toute représentation et qui, de ce fait, s'imposeraient comme références ultimes à toute théorisation. Le positivisme a son point fort : il n'incline pas à douter de la réalité objective, mais sa faiblesse congénitale tient à sa dépendance inconsciente, a-critique, vis-à-vis de l'idéologie : il ignore que, de ses formes les plus naïves à ses élaborations les plus sophistiquées, la représentation du réel est toujours un processus inscrit dans le discours social, piégé par les normes explicites du champ idéologique où il opère et prisonnier des normes implicites du discours social commun (lesquelles ont été débusquées par Foucault dans *l'Archéologie du savoir*). Pour suivre l'exemple des historiens, le risque positiviste serait grand, si l'on s'en tenait au plus près de la démarche où beaucoup d'entre eux se complaisent, si l'on prenait les faits sur lesquels ils s'accordent comme critères ultimes. Mais la confrontation projetée ne participe pas

de l'enquête historique : elle n'entend pas *questionner les faits* à la manière de l'historien, elle entend *questionner la représentation des faits* sur lesquels suffisamment d'historiens s'accordent, pour montrer comment le réel social *mis, par eux, en forme positive*, peut être façonné selon une autre forme, à visée théorique et, comme telle, toujours vigilante à l'égard de l'inévitable immersion idéologique.

On ne peut cependant exciper de cette confrontation théorique (et, donc, critique) pour donner des leçons souveraines aux sciences sociales particulières, à l'histoire pas plus qu'aux autres. Je ne doute pas que Marx ait bien fondé une science nouvelle, qu'il ait posé les principes à partir desquels l'histoire, la sociologie et les autres disciplines sociales pourront converger, avec des méthodes de plus en plus diverses, vers une commune conquête de leur objet commun, la société. Mais, quelle que soit la fécondation théorique (et pratique) que les sciences sociales spécialisées (*et le mouvement social réel*) doivent à Marx, je ne sais pas que le matérialisme historique ait, depuis lors, conquis le droit de dire le vrai : quand un tel magistère s'est exercé, les sciences sociales spécialisées et le matérialisme historique ont souffert d'un égal dépérissement. La scientificité ne se décrète pas. Si bien que le matérialisme historique doit poursuivre, à sa manière, la conquête scientifique dont il porte la promesse : en élaborant, en élargissant, en affinant son propre système de thèses et d'hypothèses : en le confrontant aux résultats établis par toutes les disciplines sociales spécialisées, en questionnant, comme on l'a suggéré, ces résultats et ces disciplines, en inquiétant celles-ci par une critique argumentée de leurs présupposés idéologiques latents, bref, en développant sa capacité de critique et de synthèse.

Toutes démarches dont – faut-il le rappeler ? – le terrain premier n'est pas l'aimable affrontement académique des idées, mais bien, comme pour toute pratique sociale, le mouvement incessant des luttes de classes.

La confrontation d'hypothèses et de « faits » qui va être présentée serait exposée à d'irréductibles vulnérabilités, si toute critique pertinente appliquée à l'une ou l'autre de ses parties devait mettre en doute l'ensemble de la construction. Pour prévenir ce risque, la précaution, déjà notée au [n° 74](#) et qui est de rendre la démarche aussi « modulaire » que possible, sera appliquée de façon systématique, même si elle rend l'allure moins nerveuse. Gramsci a cent fois raison de brasser d'un mouvement allègre ce que je me suis efforcé d'articuler distinctement sous les rubriques de la société civile, du discours social et de l'hégémonie : sa dialectique en est brillante, ses intuitions fulgurantes, mais l'intuition, même chez lui, demeure hypothétique. Et que d'hypothèses hasardeuses, de raccourcis injustifiables, de mots pris naïvement pour des choses, chez ceux des marxistes qui n'ont ni l'expérience, ni le regard aigu d'un Gramsci, ni la patience laborieuse dont Marx fit preuve, au British Museum, pendant des décennies...

Car l'essentiel de mon projet est là : dans la rupture avec une certaine rhétorique marxiste. La présentation d'hypothèses, classiques ou nouvelles, sera sans cesse accompagnée d'une évaluation critique des « faits » sans lesquels aucune hypothèse

ne peut se convertir en thèse. Confrontation qui sera poursuivie, non pour les plaisirs dialectiques qu'elle peut procurer, mais bien parce qu'elle m'apparaît comme la seule façon de traiter la question théorique centrale – qu'est-ce que la société ? – et de lui donner une réponse utilisable pour résoudre la question politique centrale – qu'est-ce que le socialisme et comment y tendre ? J'ai montré, dès l'abord, l'intime parenté de ces deux questions, que Marx a fondée en raison. Faut-il insister, de plus, sur leur actualité, dans un pays où le mouvement ouvrier n'a qu'une faible culture théorique, où les forces politiques qui se réclament du socialisme, se dégagent, depuis quelques années seulement, de leurs lourds errements antérieurs, où les forces syndicales, particulièrement minoritaires, savent actualiser mais non dépasser le vieux débat de Marx et de Proudhon ? dans un pays où, pourtant, mille signes annoncent que la terre pourrait trembler ?

Pour développer ce projet, la progression linéaire des fiches précédentes ne pourra plus être respectée. Déjà, de multiples renvois ont été nécessaires pour respecter cette progression, mais un tel procédé, acceptable dans un exposé cursif, deviendrait insoutenable dans une présentation plus complète. Ainsi, par exemple, il est clair que l'étude des États suppose que soient connues les structures de classes d'où émanent les rapports de domination qui fondent ces États, mais, à son tour, la connaissance des structures de classes suppose qu'ait été menée à bien chacune des trois instances fondamentales, y compris l'instance politique, ce qui implique que les États soient déjà étudiés. De telles boucles ne constituent aucunement des cercles vicieux, indices de quelque erreur de méthode ou de conception : elles sont l'effet inévitable de ce tout complexe qu'est la société. Pour leur échapper, il faut couper dans le vif et tenir pour acquis, à un moment donné, des résultats qui, pourtant, resteront à établir plus loin.

Un tel choix serait tout à fait arbitraire, si la structure complexe de la totalité sociale ne présentait une dominante : les rapports de production : ce qui offre un point de départ d'où la démarche peut progresser en essayant de minorer les importations, anticipatrices de résultats non établis. La progression finalement retenue se présente et se justifie comme suit.

#### – Les structures économiques.

Cette partie traitera, pour l'essentiel, des matières évoquées par les fiches [n° 2](#) et [n° 3](#) : modes de production, articulations, formations économiques. Elle fera l'impasse sur la question des besoins (voir [n° 12](#) et [n° 82](#)) mais fera usage, par anticipation, des principales données requises de l'instance politique et de l'investigation internationale pour n'omettre aucun mode de production.

#### – Les appareils.

Les recherches visées par les fiches [n° 6](#) et [n° 14](#) seront ensuite poursuivies de concert, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à beaucoup de résultats non encore établis : il s'agira avant tout de tester de multiples hypothèses visant à remplir les concepts d'appareil d'État et d'appareil idéologique, de représentations concrètes, afin de les rendre aptes à jouer leur rôle théorique pour les divers types de sociétés historiquement observables.

#### – Les classes sociales.

On a déjà indiqué (voir [n° 36](#) et [n° 75](#)) – et il s'agira de montrer – que les divers types d'appareils étatiques ou/et idéologiques s'associent électivement aux divers types de formation économique. Or la connaissance de l'ensemble *FE + appareils* permet d'étudier l'ensemble des classes sociales d'une société donnée, c'est-à-dire de traiter des fiches [n° 4](#), [n° 11](#) et [n° 17](#). Il est vrai qu'à ce stade, seule la *situation* des classes pourra être reconnue et non leur *position* ([voir n° 121](#)), si bien que l'on aboutira à une représentation encore incomplète des structures de classe, représentation qui devra être considérablement enrichie par la suite.

#### – Les États.

Mais représentation qui sera néanmoins suffisante pour autoriser l'étude des rapports de domination et des États. Dès lors, les fiches [n° 5](#) et [n° 7](#) à [n° 10](#), ainsi que la fiche 12 pourront être développées, sans importations majeures, si ce n'est de l'investigation internationale sur quelques points.

#### – Les structures idéologiques.

L'étude des sociétés civiles ([fiche n° 9](#)) déjà entamée dans la partie précédente, s'achèvera ici, cependant qu'avec l'examen des matières visées par les fiches [n° 13](#), [n° 15](#), [n° 16](#) et [n° 18](#), la recherche sur les formations idéologiques sera menée à bien. Dès lors, la représentation des structures de classes pourra être parachevée par le traitement des fiches [n° 23](#) et [n° 25](#). De même l'étude des besoins, naguère délaissée, prendra place ici, avec la fiche [n° 15](#).

#### – Les systèmes mondiaux.

Cette partie permettra de développer les recherches annoncées par les fiches [n° 19](#), [n° 20](#), [n° 21](#) et justifiera, ce faisant, les diverses anticipations qui auront été nécessaires à l'exposé de plusieurs des parties précédentes.

### – Sociétés et socialisme.

Dans cette dernière partie, la représentation synthétique des formations sociales (fiches [n° 22](#) et [n° 24](#)) pourra être menée à bien, ainsi que l'étude de la reproduction sociale ([fiche n° 26](#)). On disposera, dès lors, de tous les éléments requis pour répondre aux questions de méthode les plus fondamentales ([fiche n° 1](#)) et, surtout, pour prendre une vue d'ensemble des problèmes du socialisme ([fiche n° 27](#)).

À vrai dire, le plan qui vient d'être esquissé ne donne encore qu'une idée fort schématique du chemin qui sera effectivement suivi. C'est que la matière à présenter ne se laissera pas charrier par blocs massifs comme ceux qu'annoncent les diverses fiches, ni même par pans plus petits : ainsi les numéros entre lesquels les fiches distribuent leur matière, ne peuvent être considérés comme les pièces élémentaires du puzzle à construire : chacun d'eux est déjà un complexe d'éléments qui pourront parfois se loger en des lieux dissemblables. Et surtout, il ne saurait être question d'attendre que le puzzle ait été rassemblé, pièce à pièce, pour en venir à ce qui seul importe : l'image qu'il dessine – je veux dire : les réponses qu'il propose à nos vrais problèmes. Chemin faisant, on ne manquera pas de faire halte toutes les fois que l'un de ces problèmes deviendra accessible. Les principales de ces étapes permettront de caractériser la formation économique française actuelle : de s'orienter dans le dédale des appareils étatiques et idéologiques à l'œuvre dans notre pays : d'explorer notre structure de classe : de reconnaître les diverses formes de régime sous lesquelles notre type d'État s'est drapé ces derniers temps : de prêter attention aux forces majeures qui régissent nos jeux d'idées : de reconnaître l'étonnant mélange d'impérialisme et de dépendance que comporte notre insertion internationale et d'apprécier les marges de manœuvre et les chances de novation qu'il autorise : d'apercevoir, enfin, ce que le socialisme peut signifier pour nous. Toutes questions qui, bien sûr, convergent vers l'interrogation politique éternelle – mais dont seule importe la réponse pertinente dans le *moment actuel* : que faire ?

Fin du Tome I, “Une théorie générale”, La société (1977),  
Robert Fossaert